La revue financière

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers de janvier 1997

Déficit en baisse de 0,4 milliard de dollars en janvier 1997

Le déficit était estimé, pour janvier 1997, à 1,4 milliard de dollars, en baisse de 0,4 milliard par rapport à janvier 1996. L'amélioration du déficit d'une année sur l'autre traduit l'augmentation des recettes budgétaires (de 0,3 milliard de dollars) et la réduction des frais de la dette publique (de 0,2 milliard de dollars).

- La progression des recettes budgétaires est principalement attribuable à l'augmentation des cotisations d'assurance-emploi par suite des modifications de l'assiette sur laquelle les cotisations sont prélevées, le maximum des gains hebdomadaires assurables ayant été remplacé par le maximum des gains annuels assurables. Il en résulte une hausse ponctuelle des cotisations d'assurance-emploi au dernier trimestre de 1996-97. Ce changement est toutefois sans effet sur le montant annuel des cotisations. La baisse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers reflète les sommes recouvrées, en janvier 1996, des comptes de l'assurance-emploi et du Régime de pensions du Canada, pour les montants payés en trop relativement à l'année d'imposition 1994. Aucune somme n'a été recouvrée à ce titre en janvier 1997. La baisse des recettes de taxe sur les produits et services (TPS) découle de remboursements plus élevés. La hausse des recettes provenant des autres taxes et droits d'accise est imputable au calendrier des recettes et au fait que, depuis avril 1996, la taxe sur le transport aérien, qui servait à compenser les dépenses de programmes, constitue un poste des recettes budgétaires.
- La baisse des frais de la dette publique est imputable à des taux d'intérêt moins élevés.
- Les dépenses de programmes accusent une légère hausse attribuable au calendrier des paiements et au fait que la taxe sur le transport aérien, qui servait à compenser les dépenses de programmes, constitue maintenant un poste des recettes budgétaires.

Déficit en baisse de 13,6 milliards de dollars d'avril 1996 à janvier 1997

Pour la période d'avril 1996 à janvier 1997, le déficit, qui s'établissait à 7,3 milliards de dollars, était inférieur de 13,6 milliards à ce qu'il était à la même période en 1995-96.

- Les recettes budgétaires ont augmenté de 7,6 milliards de dollars (7,2 p. 100) d'une année sur l'autre. Cette progression traduit la hausse de l'impôt sur le revenu (de 6,6 p. 100 ou 4,2 milliards de dollars), ainsi que des recettes non fiscales (de 1,5 milliard de dollars), sous l'effet du produit brut de la vente du Système de navigation aérienne. Les taxes et droits d'accise, qui comprennent la TPS, ont grimpé de 5,9 p. 100 (ou 1,2 milliard de dollars). Près de la moitié de cette augmentation est attribuable au fait que la taxe sur le transport aérien constitue maintenant une source de recettes budgétaires. Les cotisations d'assurance-emploi sont en hausse de 3,8 p. 100 puisque l'accélération des paiements et les répercussions des remboursements de l'an dernier ont plus que compensé l'effet de l'abaissement des taux de cotisation en 1996 et en 1997 et la réduction de l'assiette des gains servant au calcul des cotisations.
- Les dépenses de programmes ont diminué de 4,5 milliards de dollars, ou 5,1 p. 100, principalement en raison de l'effet des mesures de restriction adoptées dans le cadre des budgets de 1994 et de 1995. Toutefois, la baisse constatée à ce jour est aussi en partie imputable à des facteurs liés au calendrier, de même qu'à la façon dont certaines mesures de compression sont mises en place. C'est particulièrement le cas de la réduction des transferts à d'autres administrations. Aux fins du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS), les paiements en espèces prennent la forme de versements mensuels égaux. En 1995-96, les paiements en espèces effectués en vertu des programmes remplacés par le TCSPS étaient concentrés sur les neuf premiers mois de l'exercice.
- Les frais de la dette publique ont diminué de 1,6 milliard de dollars, ou 4,1 p. 100. Les compressions de dépenses opérées par les gouvernements fédéral et provinciaux et le maintien de l'inflation à un faible niveau ont instauré un climat propice à une baisse des taux d'intérêt.
- Comme l'indique le budget de février 1997, le déficit pour 1996-97 ne devrait pas dépasser 19 milliards de dollars, soit 5,3 milliards de moins que l'objectif initial de 24,3 milliards. Les résultats financiers à la fin de janvier 1997 sont conformes à cette correction du déficit.

Ministère des Finances Canada | Department of Finance Canada

Canada

Tableau 1

État sommaire des opérations[1]

	Janvier		Avril à janvier	
	1996	1997	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	10 854	11 153	105 416	112 983
Dépenses de programmes	-8 952	-8 982	-87 407	-82 943
Solde de fonctionnement	1 902	2 171	18 009	30 040
Frais de la dette publique	-3 761	-3 586	-38 978	-37 381
Déficit	-1 859	-1 415	-20 969	-7 341
Opérations non budgétaires	2 140	2 555	5 899	5 549
Besoins financiers (à l'exclusion des opérations de change)	281	1 140	-15 070	-1 792
Opérations de change	-3 792	-2 788	-2 504	-4 994
Besoins financiers	-3 511	-1 648	-17 574	-6 786
Opérations de la dette non échue	-795	-1 431	18 761	319
Variation de l'encaisse	-4 306	-3 079	1 187	-6 467

Remarque : Données compilées par le receveur général du Canada.
[1] Les chiffres positifs indiquent une source de fonds; les chiffres négatifs indiquent un besoin.

Tableau 2

État détaillé des opérations budgétaires – Recettes

	Janvier		Avril à janvier	
	1996	1997	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Impôt sur le revenu				
Impôt sur le revenu des particuliers	5 747	5 257	52 212	54 970
Impôt des sociétés	1 364	1 334	10 123	11 193
Autres	227	301	1 630	2 029
Total de l'impôt sur le revenu	7 338	6 892	63 965	68 192
Cotisations d'assurance-emploi	1 226	2 038	15 546	16 143
Taxes et droits d'accise				
Taxe sur les produits et services	1 100	924	12 743	13 284
Droits de douane à l'importation	157	221	2 337	2 095
Taxes d'accise et taxes de vente	523	795	5 823	6 757
Total des taxes et droits d'accise	1 780	1 940	20 903	22 136
Total des recettes fiscales	10 344	10 870	100 414	106 471
Recettes non fiscales	510	283	5 002	6 512
Total des recettes budgétaires	10 854	11 153	105 416	112 983

Tableau 3

État détaillé des opérations budgétaires – Dépenses

	Janvier		Avril à janvier	
	1996	1997	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Paiements de transfert				
Particuliers				
Prestations aux personnes âgées	1 765	1 798	17 468	17 935
Prestations d'assurance-emploi	1 508	1 446	10 675	10 042
Autres	119	119	1 158	1 136
Total	3 392	3 363	29 301	29 113
Autres administrations				
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 321	1 267	16 209	12 592
Transferts fiscaux	761	722	8 329	8 084
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-163	-166	-1 630	-1 679
Total	1 919	1 823	22 908	18 997
Autres				
Prestations à l'agriculture	109	117	439	678
Indiens et Inuit	177	231	2 916	2 997
Développement régional	95	68	417	368
Sciences et technologie	57	54	964	822
Aide internationale	173	151	1 263	1 258
Autres	529	611	4 208	3 886
Total	1 140	1 232	10 207	10 009
Total des transferts	6 451	6 418	62 416	58 119
Paiements aux sociétés d'État	394	381	3 739	3 395
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital				
Défense	811	789	7 742	7 242
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 296	1 394	13 510	14 187
Total	2 107	2 183	21 252	21 429
Total des dépenses de programmes	8 952	8 982	87 407	82 943
Frais de la dette publique	3 761	3 586	38 978	37 381
Total des dépenses budgétaires	12 713	12 568	126 385	120 324

Tableau 4

Opérations non budgétaires

	Janvier		Avril à janvier	
	1996	1997	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Prêts, dotations en capital et avances				
Sociétés d'État	398	-16	3 408	855
Autres	28	4	-187	-406
Total	426	-12	3 221	449
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-655	-445	-814	-858
Comptes de pension de retraite	-150	-183	6 071	6 413
Autres	76	93	203	298
Total	-729	-535	5 460	5 853
Autres opérations	2 443	3 102	-2 782	-753
Total des opérations non budgétaires	2 140	2 555	5 899	5 549

103-06145/

La revue financière

Tableau 5

Opérations de change et de la dette non échue

	Janvier		Avril à janvier	
	1996	1997	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Opérations de change				
Réserves nettes de liquidités internationales	-3 792	-2 788	-2 504	-4 994
Opérations de la dette non échue				
Obligations négociables	2 100	2 700	29 656	30 803
Obligations d'épargne du Canada	-354	-222	619	2 740
Bons du Trésor	-2 500	-4 050	-6 850	-34 950
Autres	-147	-24	-4 489	1 904
Total partiel	-901	-1 596	18 936	497
Moins :				
Dette non échue détenue par le gouvernement	106	165	-175	-178
Total des opérations de la dette non échue	-795	-1 431	18 761	319

Remarque : La dette non échue payable en devises est maintenant comptabilisée dans les «opérations de la dette non échue» plutôt que dans les «opérations de change», ce qui est conforme au *Rapport financier annuel* de 1995-96.

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette

	au 31 janvier	
	1996	1997
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	3 032	2 042
En devises	47	34
Total de l'encaisse	3 079	2 076
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	252 180	280 825
Obligations d'épargne du Canada	32 005	34 168
Bons du Trésor	157 600	131 150
Autres	4 011	3 785
Total partiel	445 796	449 928
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	1 169	1 212
Total	444 627	448 716
Payable en devises		
Obligations négociables	11 097	12 257
Effets et prêts	0	2 099
Bons du Canada	4 034	6 795
Total partiel	15 131	21 151
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	0	0
Total de la dette non échue	459 758	469 867

Remarque : Dans le présent bulletin, les chiffres sont arrondis, et leur somme peut ne pas correspondre au total.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, prière de vous adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855. Pout tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Robert Henry, au (613) 996-7380.
Également accessible sur Internet à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Mars 1997

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers de février 1997

Déficit en baisse de 1,8 milliard de dollars en février 1997

Le déficit était estimé, pour février 1997, à 0,5 milliard de dollars, en baisse de 1,8 milliard par rapport à février 1996. L'amélioration, d'une année sur l'autre, traduit principalement l'augmentation des recettes budgétaires (de 1,4 milliard), la réduction des dépenses de programmes (de 0,3 milliard) et celle des frais de la dette publique (de 0,1 milliard).

La progression des recettes budgétaires est principalement attribuable au calendrier des paiements et à des facteurs ponctuels.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers sont en hausse de 0,7 milliard de dollars, en vertu surtout du calendrier des paiements entre février 1997 et mars 1997.
- Les recettes de taxe sur les produits et services sont en hausse de 0,2 milliard de dollars, les remboursements prenant du retard sur la croissance des recettes brutes. La hausse des recettes (de 0,1 milliard de dollars) provenant des autres taxes et droits d'accise est attribuable au fait que, depuis avril 1996, la taxe sur le transport aérien, qui servait à compenser les dépenses de programmes, constitue un poste des recettes budgétaires. Cette modification n'a aucun effet sur le déficit, puisqu'elle augmente les recettes et les dépenses d'un montant équivalent.
- Les cotisations d'assurance-emploi sont en hausse (de 0,3 milliard de dollars), en raison surtout des modifications de l'assiette sur laquelle les cotisations sont prélevées.

La baisse des dépenses de programmes a été répartie sur la plupart des principales composantes, ce qui fait surtout état des mesures budgétaires de 1994 et de 1995. Les dépenses au chapitre de la défense ont connu une légère hausse attribuable au calendrier des paiements.

La baisse des frais de la dette publique est imputable à l'effet de taux d'intérêt moins élevés.

Déficit en baisse de 15,5 milliards de dollars d'avril 1996 à février 1997

Pour la période d'avril 1996 à février 1997, le déficit, qui s'établissait à 7,8 milliards de dollars, était inférieur de 15,5 milliards au chiffre comparable de 1995-96.

Les recettes budgétaires ont augmenté de 9,0 milliards de dollars (7,7 p. 100) d'une année sur l'autre. Cependant, environ 5 de ces 9 milliards de hausse sont imputables à des facteurs ponctuels, si bien que l'augmentation sous-jacente des recettes d'une année sur l'autre est d'environ 3,5 p. 100. Cette augmentation est conforme à l'augmentation de 2,8 p. 100 des revenus nominaux observée en 1996.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 6,1 p. 100, ou 3,5 milliards de dollars. La moitié de cette augmentation est liée aux impôts payés à la déclaration, nets des remboursements, et aux acomptes provisionnels trimestriels. Les impôts payés à la déclaration en 1996-97 sont liés à des faits visant l'année d'imposition 1995. L'augmentation marquée des acomptes provisionnels trimestriels est largement attribuable à l'accroissement du nombre de contribuables tenus de verser des acomptes provisionnels d'impôt sur des revenus non assujettis à des retenues. Dans les années antérieures, cet impôt à payer aurait été versé au moment de la déclaration finale de l'impôt. À ce titre, l'accroissement des acomptes provisionnels représente l'accélération ponctuelle des impôts de 1997-98 en 1996-97.

À l'opposé, les retenues sur le revenu d'emploi n'ont augmenté que d'environ 2 p. 100, conformément à la croissance des traitements et des salaires en 1996.

- Les rentrées d'impôt sur les bénéfices sur les sociétés sont en hausse de 11,0 p. 100, ou 1,3 milliard de dollars. Cependant, cette augmentation fait surtout état de facteurs de synchronisme liés aux procédures de versement mensuel qui s'appliquent aux sociétés. Les sociétés sont tenues de produire des acomptes provisionnels mensuels fondés sur leur impôt à payer de l'année précédente ou sur leur impôt à payer estimatif de l'année en cours. Les sociétés ont 60 jours après leur fin d'exercice pour produire leur déclaration et payer leur impôt. Étant donné que l'année d'imposition de la plupart des grandes entreprises correspond à l'année civile, plus de 25 p. 100 des rentrées d'impôt sur les bénéfices des sociétés sont reçues en mars. Même si l'impôt à payer par les sociétés pour l'ensemble de l'année devrait être à peu près le même qu'en 1995, les acomptes provisionnels pendant l'année sont sensiblement plus élevés qu'en 1995-96, ce qui suggère des règlements moins élevés en mars 1997.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 5,4 p. 100, ou 0,9 milliard de dollars. Cette augmentation est attribuable aux modifications de l'assiette sur laquelle les cotisations sont prélevées, le maximum des gains hebdomadaires assurables ayant été remplacé le 1er janvier 1997 par le maximum des gains annuels assurables. Il en est résulté une augmentation ponctuelle des recettes dans le dernier trimestre de 1996-97. Cette modification ne touche pas le montant payé par les employés et les employeurs dans l'ensemble de l'année civile. Les employés qui gagnent jusqu'à concurrence du maximum annuel assurable ne sont pas touchés, alors que ceux qui gagnent plus que le maximum paieront une plus grande partie de leurs cotisations au début de l'année civile et une moins grande, à la fin.
- Les recettes de taxe sur les produits et services augmentent de 4,9 p. 100, ou 0,7 milliard de dollars. Plus de la moitié de cette augmentation est survenue en avril 1996, traduisant des rentrées anormalement basses en avril 1995, plutôt que la hausse des recettes perçues en 1996. En outre, les remboursements prennent du retard sur la croissance des recettes brutes, ce qui pourrait nuire aux recettes nettes dans les mois à venir.
- L'augmentation des taxes de vente et d'accise (de 16,2 p. 100 ou 1,0 milliard de dollars) est grandement attribuable au reclassement de la taxe sur le transport aérien. Avant avril 1996, les recettes provenant de cette taxe étaient débitées des coûts d'exploitation des aéroports et incluses dans les dépenses de programmes. Depuis la vente du Système de navigation aérienne, ces recettes font maintenant partie des taxes de vente et d'accise. Comme ce reclassement touche les recettes et les dépenses de programmes, il ne modifie pas le déficit.
- Les recettes non fiscales sont en hausse de 23,5 p. 100, ou 1,3 milliard de dollars. La totalité de cette hausse est plus que compensée par le produit de la vente du Système de navigation aérienne et l'inclusion de la deuxième tranche des gains de seigneuriage liés à l'introduction de la pièce de deux dollars (la première tranche a été incluse en mars 1996).

Les dépenses de programmes ont diminué de 4,8 milliards de dollars, ou 5,0 p. 100, principalement en raison de l'effet des mesures de restriction adoptées dans le cadre des budgets de 1994 et de 1995.

- Les principaux transferts aux particuliers sont en baisse de 0,3 milliard de dollars, ou 1,1 p. 100. La totalité de cette baisse est imputable à la baisse des prestations d'assurance-emploi, en raison surtout de l'effet des mesures de réforme. Les paiements de prestations aux aîné(e)s augmentent de 2,7 p. 100.
- Dans le budget de 1995, le gouvernement annonçait une importante restructuration de ses transferts aux provinces, par l'entremise de l'instauration du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS). Ce transfert global a remplacé le Régime

d'assistance publique du Canada et le Financement des programmes établis. Pour donner aux provinces le temps de s'adapter à ce changement, le total des crédits, y compris les points d'impôt et les transferts en espèces – la mesure la plus appropriée du soutien fédéral – n'a pas été touché en 1995-96. Ainsi, le total des crédits accordés aux termes du TCSPS, de la péréquation, et des autres transferts aux provinces et aux territoires a augmenté de 1,3 p. 100 en 1995-96. Ces crédits ont toutefois été réduits de 7,7 p. 100 en 1996-97. Cette réduction est moins importante que celle des transferts en espèces, qui est de 16,1 p. 100, ou 4,0 milliards de dollars, à la fin de février 1997, en comparaison de la même période l'an dernier. La réduction plus importante des transferts en espèces s'explique par le fait que la valeur du transfert de points d'impôt – qui constitue une grande partie du crédit – grandit en parallèle avec la croissance de l'assiette fiscale applicable. Le transfert de points d'impôt comprend le transfert de la «marge fiscale» fédérale aux provinces, et il permet aux provinces d'augmenter leurs taux d'imposition d'un montant équivalent, sans effet pour le contribuable. Le transfert en espèces constitue donc la différence entre le crédit et la valeur croissante du transfert de points d'impôt. Le reste, qui est le transfert en espèces, et qui touche les dépenses de programmes, est déterminé non seulement par la modification du crédit, mais aussi par la croissance de la valeur du transfert de points d'impôt.

- À l'exclusion des principaux transferts aux particuliers et à d'autres paliers de gouvernement, toutes les autres dépenses baissent de 0,4 milliard de dollars, ou 1,0 p. 100. Si l'on rajuste ces résultats de façon à éliminer l'effet du reclassement de la taxe sur le transport aérien, qui est devenue un poste des recettes budgétaires en avril 1996, on obtient une baisse de 2,6 p. 100. Cette composante inclut les paiements de transfert et les subventions, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les dépenses d'exploitation et d'immobilisations des ministères, y compris celui de la Défense. À la différence de la réduction des crédits accordés aux autres paliers de gouvernement, entrée en vigueur en 1996-97, cette composante des dépenses de programmes a baissé de 10 p. 100 en 1995-96, résultat des importantes mesures de réduction annoncées dans les budgets de 1994 et de 1995. Les réductions majeures apportées à cette composante des dépenses survenant plus tôt dans le processus, la baisse est moins marquée en 1996-97.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,7 milliard de dollars, ou 4,0 p. 100. Les compressions de dépenses opérées par les gouvernements fédéral et provinciaux et le maintien de l'inflation à un faible niveau ont instauré un climat propice à une baisse des taux d'intérêt.

Les besoins financiers, à l'exclusion des opérations de change, ont procuré au gouvernement une source nette de fonds d'environ 1 milliard de dollars à la fin de février 1997. Cette situation est attribuable à l'amélioration de la situation du déficit et d'une source de fonds légèrement plus élevée provenant des opérations non budgétaires. Les opérations de change ont résulté en un besoin net de 5,5 milliards de dollars, si bien que les besoins financiers ont totalisé 4,5 milliards, en baisse de 12,2 milliards par rapport à la même période en 1995-96. Ces besoins ont été financés par des opérations de la dette non échue de 0,8 milliard et par une mise à disposition des soldes de caisse (3,7 milliards).

Comme l'indique le budget de février 1997, le déficit pour 1996-97 ne devrait pas dépasser 19 milliards de dollars, soit 5,3 milliards de moins que l'objectif initial de 24,3 milliards. Les résultats financiers de la fin de février 1997 confirment que le déficit sera inférieur à 19 milliards de dollars. Les résultats financiers de mars 1997 et les rajustements comptables en fin d'exercice restent à venir. Le déficit vérifié de 1996-97 sera connu à l'automne 1997, lors de la parution du *Rapport financier annuel*.

La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations[1]

	Février		Avril à février	
	1996	1997	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	10 509	11 906	115 925	124 889
Dépenses de programmes	-9 134	-8 820	-96 542	-91 764
Solde de fonctionnement	1 375	3 086	19 383	33 125
Frais de la dette publique	-3 686	-3 571	-42 664	-40 952
Déficit	-2 311	-485	-23 281	-7 827
Opérations non budgétaires	2 222	3 252	8 119	8 800
Besoins financiers (à l'exclusion des opérations de change)	-89	2 767	-15 162	973
Opérations de change	948	-472	-1 556	-5 466
Besoins financiers	859	2 295	-16 718	-4 493
Opérations de la dette non échue	1 602	496	20 362	815
Variation de l'encaisse	2 461	2 791	3 644	-3 676

Remarque : Données compilées par le receveur général du Canada.
[1] Les chiffres positifs indiquent une source de fonds; les chiffres négatifs indiquent un besoin.

Tableau 2

État détaillé des opérations budgétaires – Recettes

	Février		Avril à février	
	1996	1997	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Impôt sur le revenu				
Impôt sur le revenu des particuliers	4 561	5 257	56 773	60 226
Impôt des sociétés	1 566	1 778	11 689	12 971
Autres	148	246	1 779	2 275
Total de l'impôt sur le revenu	6 275	7 281	70 241	75 472
Cotisations d'assurance-emploi	1 468	1 791	17 014	17 934
Taxes et droits d'accise				
Taxe sur les produits et services	1 453	1 609	14 197	14 893
Droits de douane à l'importation	192	204	2 528	2 299
Taxes d'accise et taxes de vente	571	676	6 394	7 432
Total des taxes et droits d'accise	2 216	2 489	23 119	24 624
Total des recettes fiscales	9 959	11 561	110 374	118 030
Recettes non fiscales	550	345	5 551	6 859
Total des recettes budgétaires	10 509	11 906	115 925	124 889

Tableau 3

État détaillé des opérations budgétaires – Dépenses

	Février		Avril à février	
	1996	1997	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Paiements de transfert				
Particuliers				
Prestations aux personnes âgées	1 774	1 819	19 242	19 754
Prestations d'assurance-emploi	1 363	1 133	12 037	11 176
Total	3 137	2 952	31,279	30,930
Autres administrations				
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 336	1 267	17 545	13 860
Transferts fiscaux	835	788	9 164	8 872
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-163	-166	-1 793	-1 845
Total	2 008	1 889	24 916	20 887
Autres				
Prestations à l'agriculture	106	136	545	814
Indiens et Inuit	210	210	3 126	3 207
Développement régional	103	58	520	426
Sciences et technologie	148	141	1 113	963
Aide internationale	242	192	1 505	1 451
Pensions et allocations des anciens combattants	113	114	1 271	1 250
Autres	491	654	4 699	4 540
Total	1 413	1 505	12 779	12 649
Total des transferts	6 558	6 346	68 974	64 468
Paiements aux sociétés d'État	429	314	4 167	3 709
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital				
Défense	749	782	8 491	8 024
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 398	1 378	14 910	15 563
Total	2 147	2 160	23 401	23 587
Total des dépenses de programmes	9 134	8 820	96 542	91 764
Frais de la dette publique	3 686	3 571	42 664	40 952
Total des dépenses budgétaires	12 820	12 391	139 206	132 716

Tableau 4

Opérations non budgétaires

	Février		Avril à février	
	1996	1997	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Prêts, dotations en capital et avances				
Sociétés d'État	148	23	3 556	878
Autres	-70	-5	-257	-411
Total	78	18	3 299	467
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	633	509	-181	-350
Comptes de pension de retraite	-236	-232	5 835	6 181
Autres	94	143	296	441
Total	491	420	5 950	6 272
Autres opérations	1 653	2 814	-1 130	2 061
Total des opérations non budgétaires	2 222	3 252	8 119	8 800

Tableau 5

Opérations de change et de la dette non échue

	Février		Avril à février	
	1996	1997	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Opérations de change				
Réserves nettes de liquidités internationales	948	-472	-1 556	-5 466
Opérations de la dette non échue				
Obligations négociables	-1 449	3 600	28 207	34 403
Obligations d'épargne du Canada	-309	-405	309	2 335
Bons du Trésor	2 800	-2 750	-4 050	-37 700
Autres	479	-84	-4 010	1 820
Total partiel	1 521	361	20 456	858
Moins :				
Dette non échue détenue par le gouvernement	81	135	-94	-43
Total des opérations de la dette non échue	1 602	496	20 362	815

Remarque : La dette non échue payable en devises est maintenant comptabilisée dans les «opérations de la dette non échue» plutôt que dans les «opérations de change», ce qui est conforme au *Rapport financier annuel* de 1995-96.

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette

	au 31 février	
	1996	1997
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	5 298	4 862
En devises	241	5
Total de l'encaisse	5 539	4 867
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	252 062	284 425
Obligations d'épargne du Canada	31 696	33 763
Bons du Trésor	160 400	128 400
Autres	3 479	3 469
Total partiel	447 637	450 057
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	1 088	1 076
Total	446 549	448 981
Payable en devises		
Obligations négociables	9 698	12 257
Effets et prêts	0	2 099
Bons du Canada	5 045	7 026
Total partiel	14 743	21 382
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	0	0
Total de la dette non échue	461 292	470 363

Remarque : Dans le présent bulletin, les chiffres sont arrondis, et leur somme peut ne pas correspondre au total.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, prière de vous adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855. Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Robert Henry, au (613) 996-7380.
Également accessible sur Internet à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Avril 1997

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de mars 1997

Déficit de 1,8 milliard de dollars en mars 1997

Le déficit pour mars 1997 était de 1,8 milliard de dollars, en hausse de 0,6 milliard de dollars par rapport à mars 1996. Cette hausse d'une année sur l'autre est largement attribuable à l'augmentation de 0,7 milliard de dollars des remboursements d'impôt sur le revenu des particuliers – ce qui a réduit les recettes nettes d'impôt des particuliers, à la baisse de 0,3 milliard de dollars des rentrées d'impôt des sociétés, et à l'inclusion des crédits de 0,8 milliard de dollars accordés à la Fondation canadienne pour l'innovation, dont la création a été annoncée dans le budget de février 1997. Par contre, l'impact de ces facteurs sur le déficit a été compensé en bonne partie par des rentrées exceptionnellement élevées de la taxe sur les produits et services (TPS), en hausse de 0,8 milliard de dollars, reflétant principalement le fait que, l'an dernier, une portion appréciable des recettes de TPS perçues en mars avaient été déclarées en fin d'exercice.

Déficit pour 1996-97

Cumul annuel

Pour la période d'avril 1996 à mars 1997, le déficit s'est élevé à 9,6 milliards de dollars, en baisse de 14,8 milliards de dollars par rapport au chiffre de la période correspondante de 1995-96.

- Les recettes budgétaires ont augmenté de 8,9 milliards de dollars (6,9 p. 100) d'une année sur l'autre. Plus de la moitié de cette hausse est attribuable à des facteurs spéciaux, comme la hausse des acomptes provisionnels d'impôt sur le revenu des particuliers, le versement plus rapide des cotisations d'assurance-emploi, la vente du système de navigation aérienne et le calendrier de perception des recettes de TPS.
- Les dépenses de programmes ont diminué de 4,0 milliards de dollars (3,8 p. 100), traduisant avant tout l'impact des compressions mises en place dans le cadre des budgets de 1994 et de 1995.
- Les frais de la dette publique ont diminué de 1,9 milliard de dollars (4,1 p. 100) sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt, et surtout des taux à court terme.

Publication à l'automne des résultats définitifs

Les résultats financiers d'avril 1996 à mars 1997 ne constituent pas les résultats définitifs de l'exercice 1996-97, les redressements comptables habituels de fin d'exercice n'ayant pas encore été pris en compte.

- Conformément aux principes comptables du gouvernement, ces redressements comprennent la majoration des dépenses de programmes afin d'inclure le coût des engagements pris au cours de l'exercice pour lesquels aucun paiement n'a été effectué en 1996-97. Des redressements sont également apportés aux recettes budgétaires, principalement pour refléter les fonds en transit en fin d'exercice.
- L'incidence sur le déficit de ces redressements a varié entre 4 et 6½ milliards de dollars au cours des trois derniers exercices.
- Selon les résultats cumulatifs à la fin de mars 1997, le déficit pour l'ensemble de l'année ne dépassera pas 16 milliards de dollars.

Les résultats vérifiés définitifs seront publiés dans le *Rapport financier annuel*, qui doit paraître à l'automne de 1997.

La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Mars		Avril à mars	
	1996	1997	1995-96	1996-97
	(millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	12 507	12 422	128 432	137 312
Dépenses de programmes	-9 696	-10 434	-106 239	-102 198
Excédent de fonctionnement	2 811	1 988	22 193	35 114
Frais de la dette publique	-3 991	-3 798	-46 654	-44 750
Déficit/Excédent	-1 180	-1 810	-24 461	-9 636
Opérations non budgétaires	-586	1 967	7 532	10 768
Besoins financiers/source de fonds (opérations de change exclues)	-1 766	157	-16 929	1 132
Opérations de change	-3 182	-2 058	-4 738	-7 524
Total des besoins financiers	-4 948	-1 901	-21 667	-6 392
Opérations de la dette non échue	8 168	6 377	28 533	7 192

Remarque : Les chiffres positifs indiquent une source nette de fonds. Les chiffres négatifs indiquent un besoin.

Hausse de 8,9 milliards de dollars des recettes budgétaires

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires enregistrées entre avril 1996 et mars 1997 ont augmenté de 8,9 milliards de dollars (6,9 p. 100). Plus de la moitié de cette hausse est toutefois attribuable à des facteurs ponctuels, avec ce résultat que la progression sous-jacente des recettes d'une année sur l'autre est d'environ 3 p. 100. Ce résultat est compatible avec l'accroissement de 2,8 p. 100 du revenu nominal observé en 1996.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 2,8 milliards de dollars (4,6 p. 100). Plus de la moitié de cette hausse est attribuable aux impôts versés lors de la production des déclarations de revenus et aux acomptes provisionnels trimestriels. Les impôts versés lors de la production des déclarations en 1996-97 se rapportent aux changements survenus au cours de l'année d'imposition 1995. La hausse marquée des acomptes provisionnels trimestriels est en bonne partie imputable à l'accroissement du nombre de contribuables tenus de verser ces acomptes sur leur revenu non assujetti à la retenue d'impôt. Au cours des années précédentes, ces montants d'impôt étaient versés lors de la production des déclarations. Ainsi, la hausse des acomptes provisionnels reflète une accélération ponctuelle de rentrées fiscales perçues en 1996-97 plutôt qu'en 1997-98. L'impact de ces facteurs a été partiellement compensé par les remboursements plus élevés traités en mars 1997 relativement à l'année d'imposition 1996, en raison d'une hausse de la moyenne des remboursements et non du nombre de déclarations traitées. En revanche, les déductions du revenu d'emploi n'ont augmenté que d'environ 2 p. 100, ce qui est compatible avec la hausse des traitements et des salaires constatée en 1996.
- Les rentrées d'impôt des sociétés ont progressé de 1 milliard de dollars (6,3 p. 100). Près de 25 p. 100 des recettes nettes sont perçues en mars, conformément à la réglementation des remises des grandes sociétés.

Le déficit fédéral de 1995-96 et de 1996-97

Cumul annuel

en milliards de dollars

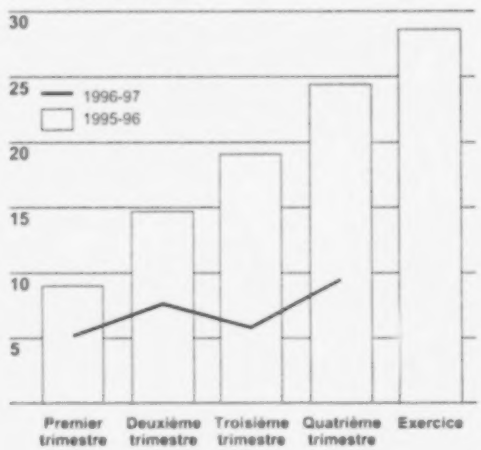


Tableau 2

Recettes budgétaires

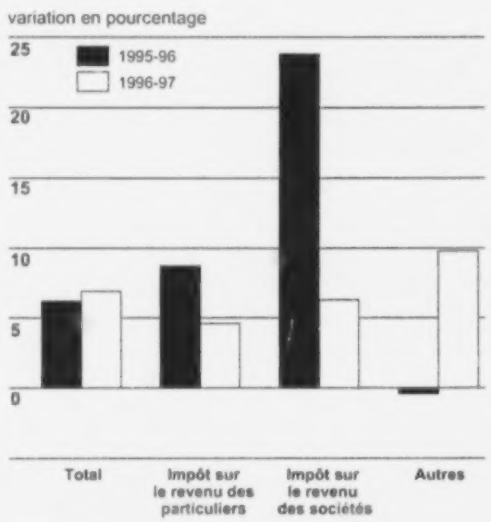
	Mars		Avril à mars		
	1996	1997	1995-96	1996-97	Variation en pourcentage
	(millions de dollars)				(%)
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	3 650	2 948	60 423	63 175	4.6
Impôt des sociétés	3 459	3 131	15 148	16 102	6.3
Autres	150	175	1 928	2 120	0.7
Total de l'impôt sur le revenu	7 259	6 254	77 499	81 726	5.5
Cotisations d'assurance-emploi	1 466	1 866	18 480	19 800	7.1
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 014	1 765	15 211	16 658	9.5
Droits de douane à l'importation	276	204	2 805	2 503	-10.8
Autres taxes et droits d'accise	702	595	7 095	8 028	13.2
Total des taxes et des droits d'accise	1 992	2 564	25 111	27 189	8.3
Total des recettes fiscales	10 717	10 684	121 090	128 715	6.3
Recettes non fiscales	1 790	1 738	7 342	8 597	17.1
Total des recettes budgétaires	12 507	12 422	128 432	137 312	6.9

Même si les rentrées de mars 1997 n'ont été que légèrement inférieures à celles déclarées en mars 1996, le niveau élevé des acomptes provisionnels mensuels en 1996-97 a fait grimper les rentrées nettes pour l'ensemble de l'exercice. La croissance des rentrées nettes à ce jour a largement dépassé la hausse déclarée des obligations fiscales des sociétés, qui, pour 1996, ont été à peu près identiques à celles de 1995.

- Les cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 1,3 milliard de dollars (7,1 p. 100). Toutefois, cette hausse résulte surtout des modifications de l'assiette sur laquelle les cotisations sont prélevées, le maximum des gains hebdomadaires assurables ayant été remplacé par le maximum des gains annuels assurables le 1er janvier 1997, d'où une progression ponctuelle des recettes d'environ 1 milliard de dollars au dernier trimestre de 1996-97. Ce changement est sans effet sur les montants versés par les employeurs et les employés pour l'ensemble de l'année civile. Les employés dont les gains ne dépassent pas le maximum des gains annuels assurables ne sont pas touchés, alors que ceux qui gagnent davantage acquitteront une plus grande partie de leurs cotisations plus tôt au cours de l'année civile.
- Les recettes nettes au titre de la TPS ont grimpé de 1,4 milliard de dollars (9,5 p. 100). Plus de la moitié de cette hausse est survenue en mars 1997, surtout en raison du calendrier de perception des recettes brutes. Les déclarations de TPS doivent être produites le dernier jour du mois ou le premier jour ouvrable postérieur à un jour férié. En mars 1996, la date de déclaration tombait un dimanche, avec ce résultat qu'une large part des rentrées pour ce mois ont été reçues au début d'avril 1996 et intégrées aux redressements comptables de la fin de l'exercice 1995-96. Même si, cette année, la date de déclaration coïncidait avec le lundi de Pâques, la plupart des institutions financières étaient ouvertes, de sorte que

Recettes budgétaires 1995-96 et 1996-97

Augmentation d'une année sur l'autre, avril à mars



les rentrées ont été perçues ce jour-là. C'est ainsi que les rentrées nettes ont fait un bond de 74 p. 100 en mars 1997 par rapport à mars 1996. Compte tenu des redressements comptables de fin d'exercice, la progression annuelle des recettes au titre de la TPS devrait correspondre davantage à la hausse d'environ 3 p. 100 de la demande intérieure.

- L'accroissement des taxes et des droits d'accise (de 0,9 milliard de dollars ou 13,2 p. 100) résulte principalement du reclassement de la taxe sur le transport aérien. Avant avril 1996, les recettes au titre de cette taxe étaient appliquées en réduction des frais d'exploitation des aéroports et des dépenses de programmes. Avec la vente du système de navigation aérienne, ces recettes font maintenant partie des taxes de vente et d'accise. Puisque ce changement se répercute à la fois sur les recettes et sur les dépenses de programme, il est sans effet sur le déficit.
- Les recettes non fiscales ont augmenté de 1,3 milliard de dollars (17,1 p. 100). Cette hausse est toutefois plus qu'entièrement attribuable au produit net de la vente du système de navigation aérienne.

Baisse des dépenses budgétaires de 5,9 milliards de dollars

D'avril 1996 à mars 1997, le total des dépenses budgétaires, qui englobe les frais de la dette publique et les dépenses de programmes, a diminué de 5,9 milliards de dollars (3,9 p. 100) en raison d'une baisse des frais de la dette publique et des dépenses de programmes.

Baisse des frais de la dette publique de 1,9 milliard de dollars

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,9 milliard de dollars (4,1 p. 100) en raison d'une baisse des taux d'intérêt, surtout des taux à court terme. Les compressions opérées par les gouvernements fédéral et provinciaux et le maintien de l'inflation à un faible niveau ont favorisé la baisse des taux d'intérêt.

Baisse des dépenses de programmes de 4,0 milliards de dollars

D'avril 1996 à mars 1997, les dépenses de programmes ont baissé de 4,0 milliards de dollars (3,8 p. 100) par rapport à la même période l'an dernier. Cette diminution reflète surtout l'impact des mesures annoncées dans les budgets de 1994 et de 1995 pour réduire et restructurer les dépenses fédérales, ce qui a touché toutes les principales composantes des dépenses de programmes.

- Les principaux transferts aux particuliers (prestations aux personnes âgées et prestations d'assurance-emploi) ont diminué de 0,5 milliard de dollars (1,5 p. 100). Ce recul est entièrement imputable à une diminution des prestations d'assurance-emploi, principalement sous l'effet des réformes. Les prestations aux personnes âgées ont grimpé de 2,7 p. 100 en raison de l'accroissement du nombre de prestataires et de la moyenne des prestations, qui sont entièrement indexées en fonction de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation.
- Dans le budget de février 1995, le gouvernement a annoncé que, le 1er avril 1996, le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) remplacerait le Régime d'assistance publique du Canada et le Financement des programmes établis. Pour donner le temps aux provinces de se préparer à ce changement, le total des droits – la mesure la plus appropriée de l'aide fédérale – est demeuré essentiellement inchangé en 1995-96. Par conséquent, le total des droits en vertu du TCSPS, de la péréquation et des autres transferts aux provinces et aux territoires a augmenté de 1,3 p. 100 en 1995-96. En 1996-97, le total des droits a été amputé de 7,7 p. 100. Il importe de noter que les transferts sont versés aux provinces sous deux formes : des points d'impôt et des transferts en espèces. Les points d'impôt représentent la valeur de l'espace fiscal que le gouvernement fédéral a cédé aux provinces en réduisant ses taux d'imposition pour que les provinces puissent hausser leurs taux dans une mesure correspondante, ce qui a eu un impact nul sur les contribuables. La valeur du transfert de points d'impôt a continué d'augmenter au rythme relativement rapide de 5,1 p. 100 en 1996-97, reflétant la croissance des assiettes en cause. Par conséquent, à la fin de mars 1997, le transfert en espèces, qui représente l'écart entre le total des droits et la valeur croissante du transfert de points d'impôt avait chuté de 16,7 p. 100. Cette baisse surestime celle prévue pour l'ensemble de l'exercice. En 1995-96, les paiements en

Dépenses budgétaires 1995-96 et 1996-97

Augmentation d'une année sur l'autre, avril à mars

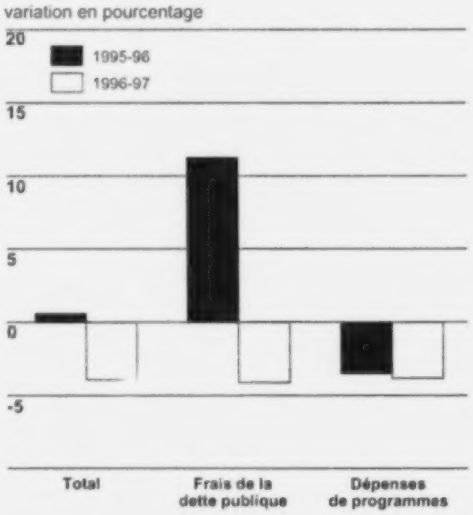


Tableau 3

Dépenses budgétaires

	Mars		Avril à mars		
	1996	1997	1995-96	1996-97	Variation en pourcentage
			(millions de dollars)		(%)
Paiements de transfert aux :					
Particuliers					
Prestations aux personnes âgées	1 781	1 841	21 023	21 594	2.7
Prestations d'assurance-emploi	1 403	1 176	13 441	12 352	-8.1
Total	3 184	3 017	34 464	33 946	-1.5
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 169	1 051	18 713	14 911	-20.3
Transferts fiscaux	1 000	661	10 164	9 533	-6.2
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-163	-167	-1 956	-2 012	2.8
Total	2 006	1 545	26 921	22 432	-16.7
Subventions et autres transferts					
Subventions à l'agriculture	125	90	670	904	34.9
Programmes des Indiens et des Inuit	188	162	3 314	3 369	1.7
Développement régional	92	126	611	552	-9.7
Sciences et technologie	173	143	1 286	1 106	-14.0
Aide internationale	275	316	1 781	1 755	-1.5
Pensions et allocations des anciens combattants	115	113	1 385	1 363	-1.6
Autres	502	2 074	5 200	6 615	27.2
Total	1 469	3 025	14 246	15 673	10.0
Total des transferts	6 659	7 587	75 632	72 053	-4.7
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	73	100	1 171	997	-14.8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	193	197	1 981	1 898	-4.2
Autres	167	108	1 448	1 220	-15.8
Total	433	405	4 600	4 115	-10.5
Dépenses de fonctionnement et en capital					
Défense	871	687	9 362	8 712	-6.9
Toutes autres dépenses ministérielles	1 733	1 755	16 645	17 318	4.0
Total	2 604	2 442	26 007	26 030	0.1
Total des dépenses de programmes	9 696	10 434	106 239	102 198	-3.8
Frais de la dette publique	3 991	3 798	46 654	44 750	-4.1
Total des dépenses budgétaires	13 687	14 232	152 893	146 948	-3.9

vertu du Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes ont été appliqués en réduction de cette composante dans le cadre des rajustements comptables de fin d'exercice. Pour le présent exercice, ces paiements ont été reçus en mars, d'où la surestimation de la diminution d'une année sur l'autre. Pour l'ensemble de l'exercice, les transferts en espèces devraient chuter de 14½ p. 100.

- Abstraction faite des principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, les autres dépenses, c.-à-d. les dépenses de programmes directes, ont augmenté de 1 milliard de dollars (2,2 p. 100). De cette somme, 0,7 milliard de dollars ont trait au reclassement de la taxe sur le transport aérien parmi les recettes budgétaires. Si l'on transpose les résultats des deux exercices sur une base comparable, le taux

Tableau 4

Déficit, source de fonds et besoins financiers

	Mars		Avril à mars	
	1996	1997	1995-96	1996-97
	(millions de dollars)			
Déficit	-1 180	-1 810	-24 461	-9 636
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	-189	-4	3 367	874
Autres	-64	-54	-321	-465
Total	-253	-54	3 046	409
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	435	467	254	117
Comptes de pension de retraite	2 545	2 570	8 380	8 751
Autres	210	87	506	528
Total	3 190	3 124	9 140	9 396
Autres opérations	-3 523	-1 099	-4 654	963
Total des opérations non budgétaires	-586	1 967	7 532	10 768
Source de fonds/besoins financiers (opérations de change exclues)	-1 766	157	-16 929	1 132

Tableau 5

Source de fonds, besoins financiers, opérations de change et opérations de la dette non échue

	Mars		Avril à mars	
	1996	1997	1995-96	1996-97
	(millions de dollars)			
Besoins financiers (-) / source de fonds (+) (opérations de change exclues)	-1 766	157	-16 929	1 132
Opérations de change				
Réserves nettes de liquidités internationales	-3 182	-2 058	-4 738	-7 524
Total des besoins financiers/source	-4 948	-1 901	-21 667	-6 392
Opérations de la dette non échue				
Obligations négociables	366	-1 989	28 574	32 414
Obligations d'épargne du Canada	-279	-259	31	2 076
Bons du Trésor	5 700	7 000	1 650	-30 700
Autres	2 249	1 431	-1 761	3 250
Total partiel	8 036	6 183	28 494	7 040
Moins :				
Dette non échue détenue par l'État	132	194	39	152
Total des opérations de la dette non échue payables en dollars canadiens	8 168	6 377	28 533	7 192
Variation de l'encaisse	3 220	4 476	6 866	800

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette au 31 mars

	1996	1997
	(millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	8 468	9 254
En devises	290	89
Total de l'encaisse	8 758	9 343
Dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	252 613	282 436
Obligations d'épargne du Canada	31 417	33 503
Bons du Trésor	166 100	135 400
Autres	3 478	3 467
Total partiel	453 608	454 806
Moins :		
Dette non échue détenue par le gouvernement	955	883
Total	452 653	453 923
Payable en devises		
Obligations négociables	9 501	12 257
Effets et prêts	310	2 121
Bons du Canada	6 985	8 436
Total partiel	16 796	22 814
Moins :		
Dette non échue détenue par le gouvernement	0	0
Total de la dette non échue	469 449	476 737

d'augmentation sous-jacent est réduit à 0,6 p. 100. Cette composante englobe les subventions et autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État, de même que les dépenses de fonctionnement et en capital des ministères, y compris la défense. Alors que la réduction des droits des autres administrations a pris effet en 1996-97, cette composante des dépenses de programmes a chuté de 10 p. 100 en 1995-96, reflétant les importantes compressions annoncées dans les budgets de 1994 et de 1995. Dans le budget de février 1997, on a supposé que cette composante augmentera de 1,4 p. 100.

- À l'intérieur des dépenses de programmes, les subventions et les autres transferts ont grimpé de 1,4 milliard de dollars. La majeur partie de cette hausse est attribuable à l'engagement, pris dans le budget de février 1997, d'investir 0,8 milliard de dollars dans la Fondation canadienne pour l'innovation. Le projet de loi créant la Fondation a été déposé en mars et il a été sanctionné. La hausse des transferts consacrés à l'agriculture reflète principalement la hausse des contributions équivalentes au Compte de stabilisation du revenu net. Les paiements aux sociétés d'État ont diminué de 0,5 milliard de dollars et les dépenses de défense, de 0,7 milliard de dollars. Le total des autres dépenses ministérielles a augmenté de 0,7 milliard de dollars, mais uniquement en raison du reclassement de la taxe sur le transport aérien.

Source de fonds : excédent de 1,1 milliard de dollars en 1996-97

La source de fonds ou les besoins financiers mesurent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds du gouvernement fédéral. Pour l'ensemble de l'exercice, ils sont inférieurs au déficit puisqu'ils tiennent également compte des opérations non budgétaires. Ces dernières comprennent les prêts, les placements et les avances, les comptes de pension des fonctionnaires, les autres comptes à fins déterminées et divers postes de l'actif et du passif. Contrairement au déficit, les redressements comptables de fin d'exercice n'influent guère sur les sources de fonds et les besoins financiers.

Les opérations non budgétaires d'avril 1996 à mars 1997 se sont soldées par une source nette de fonds de 10,8 milliards de dollars comparativement à une source nette de fonds de 7,5 milliards de dollars pour la même période en 1995-96. Des recettes extraordinaires ont un impact sur les résultats à ce jour. Le versement des acomptes ultimes relativement à la vente des Chemins de

fer nationaux du Canada et des actions de Petro-Canada en 1995 ont généré des recettes d'environ 2 milliards de dollars en 1996-97. En vertu des principes comptables du gouvernement, l'impact de ces ventes sur le déficit a été comptabilisé lorsqu'elles ont été réalisées, soit en 1995-96. Ces acomptes ultimes n'ont donc eu aucune incidence sur le déficit pour 1996-97, mais ils ont fourni des liquidités additionnelles pour cet exercice.

Le déficit de 9,6 milliards de dollars et la source nette de fonds de 10,8 milliards de dollars provenant des opérations non budgétaires ont donc généré un excédent des sources nettes de fonds, opérations de change exclues, de 1,1 milliard de dollars, comparativement à un besoin net de 16,9 milliards de dollars en 1995-96. Il s'agit du premier excédent d'une source nette de fonds enregistrée depuis 1969-70. Toutefois, comme nous l'avons vu, certains facteurs ponctuels spéciaux ont eu une incidence favorable sur le déficit et sur les opérations non budgétaires en 1996-97.

Le Compte du fonds des changes a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie nationale subit des pressions à la hausse et vice-versa quand des pressions à la baisse s'exercent sur le dollar canadien. En 1996-97, les opérations de change se sont traduites par des besoins nets de 7,5 milliards de dollars, comparativement à des besoins nets de 4,7 milliards de dollars en 1995-96.

Par conséquent, l'ensemble des besoins financiers, compte tenu des opérations de change, s'est chiffré à 6,4 milliards de dollars en 1996-97, contre 21,7 milliards de dollars en 1995-96.

Pour financer ces besoins, le gouvernement contracte des emprunts auprès du secteur privé ou effectue des prélèvements sur son encaisse. En 1996-97, les nouveaux emprunts nets du gouvernement auprès du secteur privé (les opérations de la dette non échue) ont totalisé 7,2 milliards de dollars, contre 28,5 milliards de dollars en 1995-96. L'encaisse a légèrement augmenté (de 0,8 milliard de dollars) pour atteindre 9,3 milliards au 31 mars 1997.

Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette (CSRD) a reçu la sanction royale. Ainsi, depuis le 1er avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la taxe sur les produits et services, déduction faite des crédits de taxe sur les intrants, des remboursements et du crédit aux contribuables à faible revenu, de même que le produit net de la vente de sociétés d'État et des dons à l'État affectés à la réduction de la dette sont, en vertu de la loi, versés directement au CSRD. Le solde du CSRD ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, en dernier lieu, à rembourser celle-ci. Le Compte est vérifié chaque année par le vérificateur général du Canada.

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette (CSRD)

	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96
	(millions de dollars)				
Recettes brutes de TPS	29 564	30 516	32 652	36 715	38 048
Moins :					
Remboursements	11 330	12 138	14 271	17 112	18 874
Crédit trimestriel aux contribuables à faibles revenus	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799
Recettes nettes de TPS	15 168	14 868	15 696	16 787	16 374
Pénalités et intérêts perçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135
Produit net de la liquidation des participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			325
Dons à l'État	0.4	0.1	0.2	0.5	0.3
Produits pour le CSRD	15 190	15 050	15 786	16 916	16 835

Les données jusqu'à 1995-96 sont tirées des *Comptes publics du Canada*.

Remarque : Dans le présent bulletin, les chiffres sont arrondis, et leur somme peut ne pas correspondre au total.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, prière de vous adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pout tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Robert Henry, (613) 996-7380.
Également diffusé sur Internet au http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Mai 1997

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers d'avril 1997

Déficit en baisse de 0,7 milliard de dollars en avril 1997

Le déficit pour avril 1997 était évalué à 3,4 milliards de dollars, en baisse de 0,7 milliard par rapport à avril 1996. Cette baisse du déficit d'une année sur l'autre résulte en majeure partie de la progression de 0,7 milliard de dollars au titre des recettes budgétaires. Les dépenses de programmes ont été légèrement inférieures, tandis que les frais de la dette publique ont connu une faible hausse.

L'augmentation des recettes budgétaires résulte surtout d'une augmentation des cotisations d'assurance-emploi (en hausse de 0,4 milliard), des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers (en hausse de 0,3 milliard) et des recettes au titre de l'impôt des sociétés (en hausse de 0,3 milliard). En revanche, les taxes et droits d'accise et les recettes non fiscales d'une année sur l'autre ont accusé une baisse.

- L'augmentation des cotisations d'assurance-emploi est en large part attribuable à l'accélération du versement des cotisations découlant des changements apportés à l'assiette sur laquelle les cotisations sont prélevées, le maximum des gains hebdomadaires assurables ayant été remplacé le 1er janvier 1997 par le maximum des gains annuels assurables. Ce changement est toutefois sans effet sur le montant versé par les employés et les employeurs pour l'année civile dans son ensemble. Toutefois, les personnes qui touchent des gains supérieurs au maximum des gains annuels cotisables acquitteront une plus grande part de leurs cotisations au début de l'année civile.
- L'augmentation des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers découle surtout des montants plus importants d'impôt payés à la déclaration et des remboursements moins élevés à l'égard de l'année d'imposition 1996. La vigueur accrue des bénéfices des sociétés explique la progression des recettes au titre de l'impôt des sociétés.
- La diminution des taxes et droits d'accise est en large part attribuable aux recettes moins élevées de TPS, mais elle a été neutralisée en partie par d'autres taxes et droits d'accise supérieurs. Les recettes de TPS nettes ont reculé de 249 millions de dollars, en baisse de 233 millions par rapport à avril 1996. Les recettes nettes sont à leur plus bas en avril de chaque année. Cela s'explique largement par le fait que la plupart des recettes de TPS sont échues à la fin de chaque mois mais ne sont habituellement déposées dans les comptes bancaires du gouvernement que dans les premiers jours du mois suivant. Pendant l'exercice, ces sommes sont déclarées au cours du mois pendant lequel elles sont perçues. Toutefois, les sommes versées pour le mois de mars, mais qui ne sont reçues qu'en avril, sont portées au crédit de l'exercice précédent, par suite des rajustements comptables en fin d'exercice, ce qui réduit le total des recettes d'avril. En outre, le crédit pour TPS destiné aux personnes à faible revenu est versé en avril, ce qui réduit davantage les recettes nettes pour ce mois.

En avril 1997, les dépenses de programmes étaient légèrement inférieures à celles d'avril 1996.

- Des baisses ont été enregistrées dans les principaux transferts aux personnes, les principaux transferts aux autres administrations, les paiements aux sociétés d'État et à la défense. Ces réductions sont principalement le fait des mesures prises dans des budgets antérieurs en vue de contrôler les dépenses et de réduire le déficit.
- Des augmentations des autres transferts et de toutes les autres dépenses ministérielles – surtout les frais de fonctionnement de l'appareil gouvernemental – ont réduit l'effet de ces baisses. En large part tributaires de facteurs chronologiques, elles pourraient être annulées au cours des mois à venir. Par exemple, l'augmentation de toutes les autres dépenses ministérielles est attribuable à la présence de trois périodes de paie des employés en avril 1997 alors qu'avril 1996 n'en comptait que deux. Cela explique la presque totalité de l'augmentation pour ce chapitre des dépenses de programmes. On a enregistré trois périodes de paie en mai 1996 contre seulement deux périodes en mai 1997.

Les frais de la dette publique ont connu une légère hausse, l'effet des taux d'intérêt moins élevés étant compensé par une légère augmentation du stock global de la dette.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	avril	
	1996	1997
	(en millions de dollars)	
Opérations budgétaires		
Recettes	7 653	8 337
Dépenses de programmes	-7 971	-7 952
Solde de fonctionnement	-318	385
Frais de la dette publique	-3 741	-3 792
Déficit/excédent	-4 059	-3 407
Opérations non budgétaires	-301	412
Besoins financiers/source de fonds (opérations de change exclues)	-4 360	-2 995
Opérations de change	-1 906	3 589
Total des besoins financiers	-6 266	594
Opérations de la dette non échue	-349	-5 092

Remarque : Les chiffres positifs indiquent une source de fonds. Les chiffres négatifs indiquent un besoin.

Tableau 2

Recettes budgétaires

	avril		
	1996	1997	Variation en pourcentage
	(en millions de dollars)		(%)
Impôt sur le revenu			
Impôt sur le revenu des particuliers	4 528	4 806	6,1
Impôt sur le revenu des sociétés	550	811	47,5
Autres	204	272	33,1
Total des recettes d'impôt sur le revenu	5 282	5 889	11,5
Cotisations d'assurance-emploi	1 488	1 844	23,9
Taxes et droits d'accise			
Taxe sur les produits et services	-16	-249	s.o.
Droits de douane à l'importation	94	22	s.o.
Autres taxes et droits d'accise	298	463	55,9
Total des taxes et droits d'accise	376	237	-36,7
Total des recettes fiscales	7 146	7 970	11,6
Recettes non fiscales	507	367	-27,8
Total des recettes budgétaires	7 653	8 337	8,9

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	avril		
	1996	1997	Variation en pourcentage
	(en millions de dollars)		(%)
Paiements de transfert			
Particuliers			
Prestations aux personnes âgées	1 705	1 790	5,0
Prestations d'assurance-emploi	1 283	1 134	-11,6
Total	2 988	2 924	-2,1
Autres administrations			
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 254	1 022	-18,5
Transferts fiscaux	975	988	1,4
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-167	-178	6,6
Total	2 062	1 832	-11,1
Autres			
Agriculture		4	s.o.
Affaires étrangères	59	49	-16,9
Développement des ressources humaines	91	52	-42,9
Affaires indiennes et du Nord	707	716	1,3
Industrie et développement régional	64	83	29,7
Anciens combattants	109	112	2,9
Autres	194	301	55,4
Total	1 224	1 317	7,6
Total des transferts	6 274	6 073	-3,2
Paiements aux sociétés d'État			
Société Radio-Canada	132	112	-15,2
Société canadienne d'hypothèques et de logement	129	139	8,2
Autres	138	137	-1,2
Total	399	388	-2,8
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital			
Défense	392	355	-9,4
Ensemble des autres dépenses ministérielles	906	1 136	25,4
Total	1 298	1 491	14,9
Total des dépenses de programmes	7 971	7 952	-0,2
Frais de la dette publique	3 741	3 792	1,4
Total des dépenses budgétaires	11 712	11 744	0,3

Tableau 4

Déficit et besoins financiers

	avril	
	1996	1997
	(en millions de dollars)	
Déficit/Excédent	-4 059	-3 407
Prêts, placements et avances		
Sociétés d'État	58	-253
Autres	-37	-43
Total	21	-296
Comptes à fins déterminées		
Compte du Régime de pensions du Canada	532	513
Comptes de pension de retraite	-163	-345
Autres	-72	-41
Total	297	127
Autres opérations	-619	581
Total des opérations non budgétaires	-301	412
Besoins financiers (opérations de change exclues)	-4 360	-2 995
Opérations de change	-1 906	3 589
Total des besoins financiers	-6 266	594

Tableau 5

Besoins financiers et opérations de la dette non échue

	avril	
	1996	1997
	(en millions de dollars)	
Total des besoins financiers/Source de fonds	-6 266	594
Opérations de la dette non échue en dollars canadiens		
Obligations négociables	2 800	–
Obligations d'épargne du Canada	-270	-289
Bons du Trésor	3 600	-3 700
Autres	-1	-1
Moins dette détenue par le gouvernement	150	143
Total en dollars canadiens	-921	-3 847
Opérations de la dette non échue en devises		
Obligations négociables		
Billets et prêts	–	–
Bons du Canada	-39	-940
Effets du Canada	611	-305
Total en devises	572	-1 245
Total des opérations de la dette non échue	-349	-5 092
Variation de l'encaisse	-6 615	-4 497

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette au 30 avril

	avril	
	1996	1997
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	1 896	4 836
En devises	20	5
Total de l'encaisse	1 916	4 841
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	255 565	282 563
Bons du Trésor	162 500	131 700
Obligations d'épargne du Canada	31 158	33 204
Autres	3 477	3 467
Total partiel	452 700	450 934
Moins :		
Dette non échue détenue par le gouvernement	802	815
Total	451 898	450 119
Payable en devises		
Obligations négociables	9 501	12 460
Effets et prêts	0	0
Bons du Canada	6 947	7 496
Effets du Canada	611	1 816
Total	17 059	21 772
Total de la dette non échue	468 957	471 891

Remarque : Dans le présent bulletin, les chiffres sont arrondis, et leur somme peut ne pas correspondre au total.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, prière de vous adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855. Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Robert Henry, au (613) 996-7380.
Également accessible sur Internet à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Juillet 1997

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de mai 1997

Excédent enregistré en mai 1997

Un excédent de 1,4 milliard de dollars a été enregistré en mai 1997, par rapport à un déficit de 0,6 milliard en mai 1996, ce qui représente une amélioration nette d'une année sur l'autre de 2,0 milliards au chapitre de la situation financière fédérale. Les recettes budgétaires ont grimpé de 0,8 milliard de dollars (6,8 p. 100), tandis que les dépenses de programmes ont régressé de 0,8 milliard (10,0 p. 100). Les frais de la dette publique ont chuté de 0,4 milliard de dollars (9,4 p. 100).

L'augmentation des recettes budgétaires résulte surtout d'une augmentation des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers (en hausse de 0,7 milliard), découlant principalement des montants plus importants d'impôt payés à la déclaration (année d'imposition 1996), et des cotisations d'assurance-emploi (en hausse de 0,3 milliard), attribuable à l'accélération du versement des cotisations mensuelles. En revanche, les taxes et droits d'accise d'une année sur l'autre ont régressé (en baisse de 0,2 milliard).

La réduction des dépenses de programmes est tributaire des mesures des budgets antérieurs et de facteurs chronologiques. Le mois de mai 1997 a compté deux périodes de paie des fonctionnaires, tandis que celui de mai 1996 en a compté trois, ce qui explique la baisse d'une année sur l'autre de 0,4 milliard au titre des dépenses de programmes.

Déficit en baisse de 2,6 milliards de dollars en avril et mai 1997

Au cours des deux premiers mois de l'exercice de 1997-98, le déficit a été évalué à 2,0 milliards de dollars, en baisse de 2,6 milliards pour la même période l'an dernier. Cette diminution du déficit est attribuable à la vigueur accrue de l'économie, aux répercussions des mesures du précédent budget ainsi qu'à des facteurs chronologiques. Les recettes budgétaires ont grimpé de 1,4 milliard (7,7 p. 100), les dépenses de programmes ont régressé de 0,8 milliard (5,2 p. 100) et les frais de la dette publique ont été réduits de 0,3 milliard (4,1 p. 100).

Au chapitre des recettes budgétaires, des hausses ont été enregistrées pour les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers (0,9 milliard), les cotisations d'assurance-emploi (0,7 milliard) et les rentrées d'impôt des sociétés (0,3 milliard). Par contre, des baisses ont été constatées au chapitre des taxes et droits d'accise (0,4 milliard) et des recettes non fiscales (0,1 milliard).

- L'augmentation des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers découle à la fois des montants plus importants d'impôt payés à la déclaration à l'égard de l'année d'imposition 1996 et d'une hausse des déductions du revenu d'emploi, attribuable au nombre plus élevé de personnes employées.
- L'augmentation des cotisations d'assurance-emploi est tributaire de facteurs chronologiques et sera annulée au cours du second semestre de l'année civile, n'ayant ainsi aucun effet sur le déficit de 1997-98. En janvier 1997, des changements ont été apportés à l'assiette sur laquelle les cotisations sont prélevées, le maximum des gains hebdomadaires assurables ayant été remplacé par le maximum des gains annuels assurables. Par conséquent, les cotisations qui devaient être versées au second semestre de l'année civile l'ont été au premier semestre. Ce changement est toutefois sans effet sur le montant versé par les employés et les employeurs pour l'année civile dans son ensemble. Cependant, les personnes qui touchent des gains supérieurs au maximum des gains annuels cotisables acquitteront une plus grande part de leurs cotisations au début de l'année civile et moins à la fin.
- La vigueur accrue des bénéfices des sociétés explique la progression des recettes au titre de l'impôt des sociétés, sous l'effet du redressement de l'économie.
- La diminution des taxes et droits d'accise est en large part attribuable aux recettes moins élevées de TPS. Les recettes nettes de TPS ont reculé de 0,3 milliard de dollars par rapport à la même période, l'an dernier. Cette régression est tributaire de facteurs chronologiques liés aux rajustements comptables en fin d'exercice et au versement des remboursements. Les rentrées brutes étaient en hausse, sous l'effet de la croissance de la demande intérieure. Les droits à l'importation ont reculé en raison des réductions tarifaires, tandis que les autres taxes et droits de douane ont enregistré une légère hausse.

Exception faite des autres paiements de transfert, toutes les grandes composantes des dépenses de programmes étaient inférieures en avril et en mai 1997 à celles de la même période l'an dernier.

- Les principaux transferts aux personnes ont diminué de 0,2 milliard de dollars, en raison seulement de la baisse des prestations d'assurance-emploi, les prestations aux aînés ayant enregistré une hausse. La diminution des prestations d'assurance-emploi

est en large part attribuable au versement de prestations moyennes moins élevées et à une baisse du nombre de prestataires, sous l'effet principalement des mesures de réforme.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont chuté de 0,5 milliard en raison de la réduction des droits conformément au Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux annoncée dans le budget de février 1995. Afin de faire en sorte que les provinces disposent d'un laps de temps nécessaire pour planifier la mise en oeuvre de ces réductions, les droits totaux – qui constitue la mesure de l'aide fédérale la plus indiquée – n'ont pas été touchés dans l'ensemble en 1995-96. Le total des droits s'établissait à 29,6 milliards de dollars en 1995-96, en hausse de 1 p. 100 par rapport à 1994-95, et est établi à 26,9 milliards et à 25,1 milliards de dollars respectivement pour 1996-97 et 1997-98. Les droits seront maintenus à ce niveau jusqu'en 1999-2000. Ces droits s'accroîtront progressivement de 2000-01 à 2002-03. Ces droits sont versés aux provinces sous forme de transferts de points d'impôt et d'espèces. Le volet des transferts sous forme de points d'impôt correspond à la valeur de l'espace fiscal que le gouvernement fédéral a mis à la disposition des provinces, permettant à ces dernières de relever leurs taux d'imposition d'un montant équivalent, ce qui est sans incidence pour le contribuable. Le transfert de points d'impôt s'accroît au même rythme que les assiettes fiscales correspondantes. Les transferts en espèces, par conséquent, représentent la différence entre les droits et la valeur accrue du transfert des points d'impôt. Comme il s'agit d'une somme résiduelle, les transferts en espèces, qui influent sur les dépenses de programmes, sont fonction non seulement de la variation des droits, mais aussi de l'accroissement du transfert de points d'impôt. Par conséquent, même en l'absence de modification des droits, les transferts en espèces diminueraient proportionnellement à l'accroissement des transferts de points d'impôt. De manière réciproque, une baisse du transfert de points d'impôt, en supposant que les droits ne subissent aucune variation, se traduirait par une hausse correspondante du montant des transferts de points d'impôt. Les transferts en espèces s'établissent, selon les projections, à 12,5 milliards de dollars pour 1997-98, pour ensuite descendre à 11,8 milliards en 1998-99. Le gouvernement a toutefois indiqué qu'il établirait un seuil pour la période quinquennale – de 1998-99 à 2002-03 – afin d'assurer que les transferts en espèces ne descendent pas en deçà de 12,5 milliards de dollars.
- À l'exception des principaux transferts aux personnes et aux autres administrations, toutes les autres dépenses de programmes ont reculé de 1,2 p. 100. Sont compris dans cette composante les subventions et autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les frais de fonctionnement et les immobilisations de l'appareil gouvernemental, dont la défense. Par comparaison avec la réduction des droits aux autres administrations, mise en oeuvre en 1996-97, cette composante des dépenses enregistrait une baisse de 10 p. 100 en 1995-96, sous l'effet des compressions importantes annoncées dans les budgets de 1994 et 1995. Les dépenses affectées aux sociétés d'État et à la défense, ainsi que toutes les autres dépenses ministérielles, ont été inférieures en avril et en mai 1997, tandis que les autres principaux transferts ont été majorés de 0,2 milliard de dollars, hausse qui est principalement attribuable à l'échéancier des paiements.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard de dollars, ou 4,1 p. 100. Cette baisse traduit l'effet d'une diminution de l'encours de la dette non échue détenue sur les marchés financiers (recul de 0,7 milliard) et d'une réduction des taux d'intérêt réels moyens. Il s'agit du premier recul de l'encours de la dette non échue d'une année sur l'autre depuis le milieu des années 1970. La dette publique nette, soit la somme des déficits et des excédents depuis la Confédération, qui englobe non seulement la dette non échue mais aussi la dette détenue sur les marchés non financiers (principalement les engagements au titre de la pension des employés du secteur public), s'est accrue en raison du déficit enregistré en avril et mai 1997.

Source de fonds (excédent) de 1,9 milliard de dollars en avril et mai 1997

Les opérations non budgétaires ont procuré au gouvernement une source de fonds nette de 2,1 milliards de dollars, comparativement aux 0,3 milliard pour la même période l'an dernier. Cette hausse est en large part imputable à la réouverture de certaines obligations, qui a entraîné des gains uniques en espèces, sans influer considérablement sur le déficit mensuel, ces gains étant amortis sur la durée de l'obligation.

Les opérations de change ont procuré une source nette de 1,9 milliard contre des besoins nets de 1,0 milliard pour la même période l'an dernier.

Il en est résulté un apport financier, opérations de change incluses, de 1,9 milliard en avril et mai 1997 comparativement aux besoins nets de 1,3 milliard pour cette même période l'an dernier.

La prudence est de mise lorsque l'on extrapole les résultats mensuels afin d'évaluer le résultat éventuel pour l'année dans son ensemble. Par exemple, la hausse actuelle des cotisations d'assurance-emploi sera annulée d'ici la fin de l'année civile et n'aura donc aucun effet sur le déficit pour l'année dans son ensemble. L'augmentation des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, attribuable aux montants supérieurs d'impôt payés à la production (année d'imposition 1996), est un fait unique qui ne se répétera pas les mois suivants. À l'automne, le ministre des Finances présentera sa mise à jour annuelle sur les réalisations économiques et financières. C'est alors que seront évalués les progrès réalisés par le gouvernement en matière de réduction du déficit.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	mai		avril – mai	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	11 424	12 202	19 076	20 539
Dépenses de programmes	-8 147	-7 332	-16 118	-15 284
Solde de fonctionnement	3 277	4 870	2 958	5 255
Frais de la dette publique	-3 859	-3 498	-7 600	-7 290
Déficit/excédent	-582	1 372	-4 642	-2 035
Opérations non budgétaires	626	1 649	326	2 063
Besoins financiers/source de fonds (opérations de change exclues)	44	3 021	-4 316	28
Opérations de change	905	-1 698	-1 001	1 891
Total des besoins financiers	949	1 323	-5 317	1 919
Opérations de la dette non échue	91	-3 224	-259	-8 317

Remarque : Les chiffres positifs indiquent une source de fonds. Les chiffres négatifs indiquent un besoin.

Tableau 2

Recettes budgétaires

	mai		avril – mai		
	1996	1997	1996-97	1997-98	Variation en pourcentage
	(en millions de dollars)				(%)
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	5 612	6 273	10 140	11 079	9,3
Impôt sur le revenu des sociétés	1 097	1 126	1 647	1 938	17,7
Autres	172	138	375	410	9,3
Total des recettes d'impôt sur le revenu	6 881	7 537	12 162	13 427	10,4
Cotisations d'assurance-emploi	1 521	1 857	3 010	3 701	23,0
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 664	1 561	1 648	1 312	-20,4
Droits de douane à l'importation	170	193	264	215	-18,6
Autres taxes et droits d'accise	769	616	1 065	1 079	1,3
Total des taxes et droits d'accise	2 603	2 370	2 977	2 606	-12,5
Total des recettes fiscales	11 005	11 764	18 149	19 734	8,7
Recettes non fiscales	419	438	927	805	-13,2
Total des recettes budgétaires	11 424	12 202	19 076	20 539	7,7

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	mai		avril – mai		
	1996	1997	1996-97	1997-98	Variation en pourcentage
	(en millions de dollars)				(%)
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux personnes âgées	1 800	1 828	3 505	3 617	3,2
Prestations d'assurance-emploi	1 129	933	2 412	2 067	-14,3
Total	2 929	2 761	5 917	5 684	-3,9
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 254	1 013	2 508	2 035	-18,9
Transferts fiscaux	720	677	1 694	1 664	-1,8
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-169	-178	-336	-355	5,7
Total	1 805	1 512	3 866	3 344	-13,5
Autres					
Agriculture	51	12	51	15	-70,6
Affaires étrangères	79	124	137	174	27,0
Développement des ressources humaines	145	140	236	192	-18,6
Affaires indiennes et du Nord	298	259	1 005	975	-3,0
Industrie et développement régional	53	93	118	176	49,2
Anciens combattants	116	116	225	228	1,4
Autres	165	241	359	542	50,8
Total	907	985	2 131	2 302	8,0
Total des transferts	5 641	5 258	11 914	11 330	-4,9
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	101	71	233	183	-21,5
Société canadienne d'hypothèques et de logement	145	109	274	249	-9,2
Autres	62	70	200	207	3,6
Total	308	250	707	639	-9,6
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	638	615	1 030	970	-5,8
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 560	1 209	2 467	2 345	-4,9
Total	2 198	1 824	3 497	3 315	-5,2
Total des dépenses de programmes	8 147	7 332	16 118	15 284	-5,2
Frais de la dette publique	3 859	3 498	7 600	7 290	-4,1
Total des dépenses budgétaires	12 006	10 830	23 718	22 574	-4,8

Tableau 4

Déficit et besoins financiers/source de fonds

	mai		avril – mai	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Déficit/excédent	-582	1 372	-4 642	-2 035
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	-26	210	32	-43
Autres	-73	-26	-110	-30
Total	-98	184	-78	-73
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	754	691	1 286	1 204
Comptes de pension de retraite	-209	-239	-371	-584
Autres	17	-31	-53	-72
Total	562	421	862	548
Autres opérations	162	1 044	-458	1 588
Total des opérations non budgétaires	626	1 649	326	2 063
Besoins financiers/source de fonds (opérations de change exclues)	44	3 021	-4 316	28
Opérations de change	905	-1 698	-1 001	1 891
Total des besoins financiers/source de fonds	949	1 323	-5 317	1 919

Tableau 5

Besoins financiers/source de fonds et opérations de la dette non échue

	mai		avril – mai	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Total des besoins financiers/source de fonds	949	1 323	-5 317	1 919
Opérations de la dette non échue en dollars canadiens				
Obligations négociables	500	2 824	3 300	2 824
Obligations d'épargne du Canada	-286	-298	-556	-587
Bons du Trésor	-300	-5 900	-3 900	-9 600
Autres	-1	-2	-2	-3
Moins dette détenue par le gouvernement	129	113	278	256
Total en dollars canadiens	42	-3 263	-880	-7 110
Opérations de la dette non échue en devises				
Obligations négociables	–	–	–	–
Billets et prêts	–	–	–	–
Bons du Canada	49	39	10	-902
Effets du Canada	–	–	611	-305
Total en devises	49	39	621	-1 207
Total des opérations de la dette non échue	91	-3 224	-259	-8 317
Variation de l'encaisse	1 040	-1 901	-5 576	-6 398

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette au 31 mai

	1996	1997
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	2 981	2 965
En devises	6	3
Total de l'encaisse	2 987	2 968
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	256 065	285 387
Bons du Trésor	162 200	125 800
Obligations d'épargne du Canada	30 872	32 906
Autres	3 476	3 465
Total partiel	452 613	447 558
Moins :		
Dette non échue détenue par le gouvernement	672	702
Total	451 941	446 856
Payable en devises		
Obligations négociables	9 501	12 460
Effets et prêts	0	0
Bons du Canada	6 996	7 535
Effets du Canada	922	1 816
Total	17 419	21 811
Total de la dette non échue	469 360	468 667

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, prière de vous adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855. Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Robert Henry, au (613) 996-7380.
Également accessible sur Internet à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Juillet 1997

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de juin 1997

Excédent budgétaire de 1,5 milliard de dollars en juin 1997

Un excédent de 1,5 milliard de dollars a été enregistré en juin 1997, le deuxième mois d'affilée au cours duquel les opérations budgétaires ont été excédentaires; cela ne s'était pas vu depuis la fin des années 1970. En conséquence, la situation budgétaire du gouvernement fédéral s'est améliorée de 2,2 milliards de dollars en termes nets d'une année sur l'autre. Les recettes budgétaires ont augmenté de 1,8 milliard (16,3 p. 100), tandis que les dépenses de programmes baissaient de 0,1 milliard (0,9 p. 100) et les frais de la dette publique de 0,3 milliard (6,6 p. 100).

L'augmentation des recettes budgétaires est due principalement à une hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et de taxe sur les produits et services (TPS), qui ont enregistré une croissance de 0,5 milliard dans chaque cas, ainsi que des recettes d'impôt des sociétés et de cotisations d'assurance-emploi, toutes deux en progression de 0,3 milliard. La hausse des rentrées d'impôt des particuliers s'explique par l'accroissement marqué des revenus du travail, grâce aux progrès de l'emploi. La forte augmentation des recettes de TPS est imputable principalement à un déplacement des rentrées dans le temps, celles des deux premiers mois ayant été plus faibles qu'à l'ordinaire. Quant à la croissance des impôts des sociétés, elle est attribuable à la vigueur soutenue des bénéfices des entreprises, tandis que l'augmentation des cotisations d'assurance-emploi résulte dans une large mesure de l'accélération des versements mensuels.

La diminution des dépenses de programmes est la conséquence des mesures budgétaires antérieures. Une baisse des dépenses a été enregistrée au chapitre des principaux transferts aux autres administrations, des paiements aux sociétés d'État et de la défense. Ces baisses ont été partiellement compensées par un accroissement des prestations versées aux personnes âgées ainsi que des subventions, et par les dépenses d'Élections Canada, en raison de l'élection fédérale de juin 1997. Le recul des frais de la dette publique est imputable à la baisse des taux d'intérêt.

Déficit d'avril à juin 1997 en baisse de 4,8 milliards de dollars

Le déficit déclaré pour les trois premiers mois de l'exercice 1997-98 s'établissait à 0,5 milliard de dollars, en baisse de 4,8 milliards par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette diminution du déficit d'une année sur l'autre est due en grande partie au redressement de l'économie et aux mesures budgétaires prises antérieurement. Les recettes budgétaires ont augmenté de 3,3 milliards (10,9 p. 100), tandis que les dépenses de programmes baissaient de 0,9 milliard (3,8 p. 100) et les frais de la dette publique de 0,6 milliard (4,9 p. 100).

Réduction sensible des besoins financiers

Les besoins financiers, opérations de change exclues, se sont élevés à 483 millions de dollars au cours des trois premiers mois de 1997-98, comparativement à des besoins nets de 6,7 milliards pour la période analogue du dernier exercice. Les opérations de change se sont soldées par des ressources nettes de 1,0 milliard d'avril à juin 1997, comparativement à 0,4 milliard pour les trois premiers mois de 1996-97. Dans l'ensemble, par conséquent, on a enregistré des ressources financières (un excédent) de 0,6 milliard de dollars depuis le début de l'exercice en cours, comparativement à des besoins nets de 6,2 milliards pour la même période de l'exercice précédent. Les trois premiers mois de 1997-98 ont donné lieu à un remboursement net de 6 milliards de dettes non échues.

La prudence est de mise lorsqu'on veut extrapoler ces chiffres mensuels pour évaluer les résultats qui pourraient être enregistrés sur l'ensemble de l'exercice. Par exemple, l'augmentation actuelle des cotisations d'assurance-emploi sera entièrement inversée d'ici la fin de l'année civile, de sorte que cette catégorie d'opérations n'aura aucun effet sur le déficit pour l'ensemble de l'exercice. La hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, à cause des paiements plus élevés effectués lors de la production des déclarations pour l'année d'imposition 1996, est un phénomène ponctuel qui ne se reproduira pas les mois suivants. À l'automne, le ministre des Finances présentera une mise à jour annuelle de l'évolution économique et financière. C'est à ce moment-là qu'on pourra faire le point sur l'évolution du déficit fédéral par rapport aux cibles visées.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Juin		Avril à juin	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	11 200	13 029	30 276	33 568
Dépenses de programmes	-8 009	-7 934	-24 127	-23 219
Excédent de fonctionnement	3 191	5 095	6 149	10 349
Frais de la dette publique	-3 844	-3 592	-11 444	-10 882
Déficit/Excédent	-653	1 503	-5 295	-533
Opérations non budgétaires	-1 692	-2 013	-1 366	50
Besoins financiers/ressources (opérations de change exclues)	-2 345	-510	-6 661	-483
Opérations de change	1 448	-844	446	1 048
Total des besoins financiers/ressources	-897	-1 354	-6 215	565
Opérations de la dette non échue	300	2 360	41	-5 957

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

Hausse des recettes budgétaires

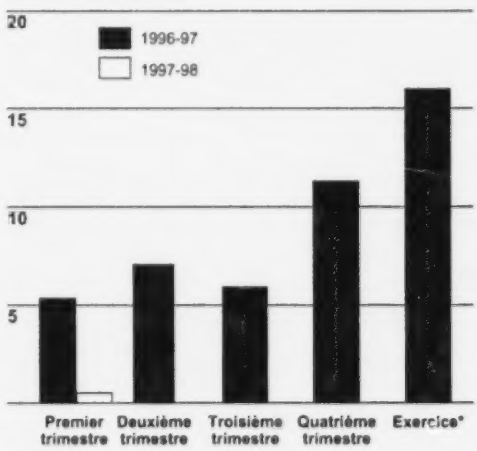
D'avril à juin 1997, les recettes budgétaires ont augmenté de 3,3 milliards de dollars, soit de 10,9 p. 100, par rapport à l'exercice précédent. Sur cette hausse, 1 milliard est attribuable au calendrier de versement des cotisations d'assurance-emploi, un facteur qui s'inversera pendant le deuxième semestre, le reste de l'augmentation étant dû à la vigueur de l'économie.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 1,4 milliard, soit de 8,9 p. 100. Cette évolution s'explique par l'augmentation des versements d'impôt lors de la production des déclarations, sous l'effet d'une croissance plus forte des revenus pendant l'année d'imposition 1996 et d'une hausse du nombre de personnes employées cette année-là.
- Les recettes d'impôt des sociétés se sont accrues de 0,6 milliard, soit de 22,2 p. 100, sous l'impulsion de la hausse des bénéfices des sociétés et dans le sens du renforcement de l'économie.
- Les cotisations d'assurance-emploi se sont élevées de 1,0 milliard, soit de 21,6 p. 100. Cela est entièrement imputable au calendrier de versement des cotisations, un facteur qui s'annulera au second semestre de l'année civile, de sorte que ce poste n'aura aucun effet sur le déficit de 1997-98. En janvier 1997 est intervenu un changement de l'assiette à laquelle s'appliquent les cotisations, le maximum de la rémunération hebdomadaire assurable étant remplacé par le maximum de la rémunération annuelle assurable. Ce changement se traduit par une accélération des versements de cotisations du second au premier semestre civil. Il ne modifie cependant pas le montant total des cotisations versées par les employés et les employeurs pour l'année civile. Par contre, celles et ceux qui gagnent plus que le maximum de la rémunération annuelle assurable paieront une plus grande proportion des cotisations dues au début de l'année civile, et moins à la fin.

Le déficit fédéral de 1996-97 et de 1997-98

Cumul annuel

en milliards de dollars



*Estimation

Tableau 2

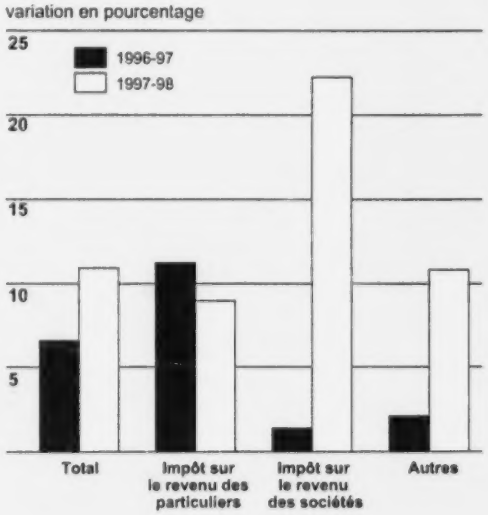
Recettes budgétaires

	Juin		Avril à juin		
	1996	1997	1996-97	1997-98	Variation
	(millions de dollars)				(%)
Impôts sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	5 759	6 239	15 899	17 318	8,9
Impôt des sociétés	1 118	1 422	2 765	3 380	22,2
Autres	137	146	513	556	8,4
Total des impôts sur le revenu	7 014	7 827	19 177	21 254	10,8
Cotisations d'assurance-emploi	1 566	1 862	4 575	5 564	21,6
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 208	1 717	2 856	3 029	6,1
Droits de douane à l'importation	216	118	480	333	-30,7
Autres taxes et droits d'accise	652	786	1 718	1 864	8,5
Total des taxes et des droits d'accise	2 076	2 621	5 054	5 226	3,4
Total des recettes fiscales	10 656	12 310	28 806	32 044	11,2
Recettes non fiscales	545	719	1 470	1 524	3,7
Total des recettes budgétaires	11 200	13 029	30 276	33 568	10,9

- Les recettes nettes de TPS ont augmenté de 0,2 milliard, soit de 6,1 p. 100. Pendant les deux premiers mois de l'exercice en cours, les rentrées nettes de TPS avaient baissé d'une année sur l'autre à cause de questions de dates de versement. Ce phénomène s'est inversé dans une large mesure en juin 1997, de sorte que la croissance enregistrée depuis le début de l'exercice est plus conforme à la vigueur de la consommation.
- Les droits de douane à l'importation ont diminué de 0,1 milliard, soit de 30,7 p. 100, principalement à cause des réductions tarifaires. Les autres droits et taxes d'accise ont enregistré une hausse de 0,1 milliard, soit de 8,5 p. 100, sous l'effet d'une augmentation des rentrées de taxes énergétiques et de taxes sur le transport aérien.
- Les recettes non fiscales, qui se composent des revenus de placements et d'autres postes, comme les droits et les produits des ventes entre autres, se sont accrues de 3,7 p. 100, essentiellement à cause d'une augmentation des recettes des autres postes; en effet, les revenus de placements ont baissé à cause de la diminution des taux d'intérêt.

Recettes budgétaires
1996-97 et 1997-98

Augmentation d'une année sur l'autre, avril à juin



Réduction des dépenses de programmes

Les dépenses de programmes ont diminué de 0,9 milliard de dollars au cours des trois premiers mois de 1997-98, comparativement à la même période du dernier exercice. Toutes leurs grandes composantes, à l'exception des autres transferts, ont été plus faibles d'avril à juin 1997 que d'avril à juin 1996.

Le profil des dépenses de programmes par grande catégorie pendant les trois premiers mois de l'exercice en cours s'explique principalement par la nature et le calendrier d'application des mesures de restriction adoptées dans les budgets de 1994, de 1995 et de 1996.

Les initiatives prises dans le budget de février 1994 et l'incidence de la première phase de l'Examen des programmes, instituée dans le budget de février 1995, portaient principalement sur les dépenses de programmes, à l'exclusion des principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations (dépenses de fonctionnement et en capital, défense, paiements aux sociétés d'État et subventions). Aussi cette composante des dépenses de programmes avait-elle diminué de 10 p. 100 en 1995-96. Par contre, les modifications apportées aux principaux transferts aux autres administrations ne sont pas entrées en vigueur, pour la plupart, avant 1996-97 afin de donner aux provinces et aux territoires le temps de s'y adapter. De plus, la réduction des transferts en espèces aux autres administrations a été étalée en grande partie sur deux exercices, 1996-97 et 1997-98. Par conséquent, alors que la majeure partie de la diminution totale des dépenses de programmes en 1995-96 s'expliquait par des compressions de tous les autres postes, la baisse enregistrée en 1996-97 et 1997-98 est imputable essentiellement à la réduction des transferts monétaires aux autres administrations. Ces transferts devraient toutefois demeurer à 12,5 milliards de dollars après 1997-98, tandis que toutes les autres dépenses de programmes devraient continuer de diminuer sous l'effet des mesures de restriction relevant de la deuxième phase de l'Examen des programmes.

- D'une année sur l'autre, les principaux transferts aux particuliers (prestations aux personnes âgées et d'assurance-emploi) ont reculé de 0,2 milliard d'avril à juin 1997, entièrement à cause de la baisse des prestations d'assurance-emploi, les prestations aux personnes âgées ayant augmenté. Cette baisse est elle-même due surtout à une diminution du montant moyen des prestations et à celle du nombre de prestataires, principalement à cause des réformes adoptées. La hausse des prestations aux personnes âgées est attribuable à l'augmentation du montant moyen des prestations, qui sont indexées sur l'inflation, et à un plus grand nombre de personnes admissibles.
- Au premier trimestre de l'exercice 1997-98, les principaux transferts aux autres administrations ont diminué de 0,8 milliard. Cette évolution est attribuable à la baisse des droits au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et à la hausse de valeur des transferts de points d'impôt, elle-même due à la progression des assiettes fiscales applicables. Comme il a été indiqué, pour que les provinces aient le temps de s'adapter aux réductions, le total des droits – la mesure la plus exacte de l'aide fédérale aux autres administrations – n'a guère changé en 1995-96. Ce total a été fixé à 29,6 milliards de dollars en 1995-96, en hausse de 1 p. 100 par rapport à l'exercice précédent, à 26,9 milliards en 1996-97 et à 25,1 milliards en 1997-98. Les droits totaux resteront à ce niveau jusqu'en 1999-2000. De l'exercice 2000-01 à 2002-03, les droits augmenteront à un rythme croissant. Ils sont versés aux provinces sous la forme de points d'impôt et de transferts monétaires. Les points d'impôt représentent la valeur de l'«espace fiscal» que le gouvernement fédéral a cédé aux provinces en réduisant ses taux d'imposition, pour que les provinces puissent hausser leurs propres taux en conséquence, sans que le contribuable soit touché globalement. La valeur du transfert de points d'impôt augmente en même temps que les assiettes fiscales applicables. Le transfert en espèces représente donc la différence entre le total des droits et la valeur croissante des points d'impôt transférés. Étant calculés de manière résiduelle, les transferts en espèces, qui entrent dans les dépenses de programmes, sont déterminés non seulement par la variation du total des droits, mais aussi par la hausse de valeur des points d'impôt transférés. Par conséquent, même sans modification du total des droits, les transferts en espèces diminuent lorsque la valeur des points d'impôt transférés augmente. Inversement, si la valeur des points d'impôt diminuait sans que le total des droits ne change, le transfert en espèces augmenterait en conséquence. On estime qu'en 1997-98, les transferts en espèces s'établiront à 12,5 milliards de dollars; ils devaient tomber à 11,8 milliards en 1998-99, mais le gouvernement fédéral a proposé qu'au cours d'une période de cinq exercices – de 1998-98 à 2002-03 – les transferts monétaires ne descendent jamais en dessous de 12,5 milliards.

Dépenses budgétaires
1996-97 et 1997-98

Augmentation d'une année sur l'autre, avril à juin

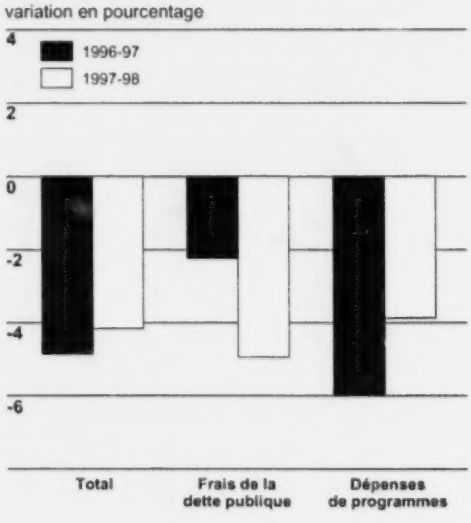


Tableau 3

Dépenses budgétaires

	Juin		Avril à juin		
	1996	1997	1996-97	1997-98	Variation
			(millions de dollars)		(%)
Paiements de transfert aux :					
Particuliers					
Prestations aux personnes âgées	1 791	1 853	5 296	5 470	3,3
Prestations d'assurance-emploi	853	846	3 265	2 914	-10,8
Total	2 644	2 699	8 561	8 384	-2,1
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 254	1 022	3 762	3 057	-18,7
Transferts fiscaux	811	787	2 506	2 452	-2,1
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-169	-178	-505	-533	5,5
Total	1 896	1 631	5 763	4 976	-13,7
Subventions et autres transferts					
Agriculture	15	60	66	75	13,6
Affaires étrangères	123	124	261	297	13,8
Développement des ressources humaines	156	210	392	402	2,6
Affaires indiennes et Nord canadien	279	313	1 284	1 288	0,3
Développement industriel et régional	137	131	255	307	20,7
Anciens combattants	111	114	335	342	1,8
Autres	194	273	555	816	46,9
Total	1 015	1 225	3 148	3 526	12,0
Total des transferts	5 556	5 555	17 472	16 886	-3,4
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	65	66	298	249	-16,4
Société canadienne d'hypothèques et de logement	177	114	451	364	-19,2
Autres	103	86	303	292	-3,8
Total	345	267	1 052	905	-14,0
Dépenses de fonctionnement et en capital					
Défense	733	681	1 763	1 651	-6,4
Toutes autres dépenses ministérielles	1 375	1 431	3 840	3 777	-1,6
Total	2 108	2 112	5 603	5 428	-3,1
Total des dépenses de programmes	8 009	7 934	24 127	23 219	-3,8
Frais de la dette publique	3 844	3 592	11 444	10 882	-4,9
Total des dépenses budgétaires	11 853	11 526	35 571	34 101	-4,1

Tableau 4

Déficit et besoins financiers ou ressources

	Juin		Avril à juin	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(millions de dollars)			
Déficit/excédent	-653	1 503	-5 295	-533
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	133	-31	164	-74
Autres	-118	-31	-227	-61
Total	15	-62	-63	-135
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-139	-35	1 147	1 169
Comptes de pension de retraite	2 476	2 651	2 105	2 067
Autres	13	-138	-40	-210
Total	2 350	2 478	3 212	3 026
Autres opérations	-4 057	-4 429	-4 515	-2 841
Total des opérations non budgétaires	-1 692	-2 013	-1 366	50
Besoins financiers/ressources (opérations de change exclues)	-2 345	-510	-6 661	-483
Opérations de change	1 448	-844	446	1 048
Total des besoins financiers/ressources	-897	-1 354	-6 215	565

Tableau 5

Besoins financiers ou ressources et opérations de la dette non échue

	Juin		Avril à juin	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(millions de dollars)			
Total des besoins financiers/ressources	-897	-1 354	-6 215	565
Opérations de la dette non échue				
Payable en dollars canadiens				
Obligations négociables	3 828	6 614	7 128	9 438
Obligations d'épargne du Canada	-245	-340	-801	-927
Bons du Trésor	-3 700	-5 400	-7 600	-15 000
Autres	525	450	522	447
Moins dette détenue par le gouvernement	144	106	423	362
Total en dollars canadiens	552	1 430	-328	-5 680
Opérations de la dette non échue				
Payable en devises				
Obligations négociables	–	–	–	–
Effets et prêts	–	–	–	–
Bons du Canada	-252	625	-242	-277
Billets du Canada	–	305	611	–
Total en devises	-252	930	369	-277
Total des opérations de la dette non échue	300	2 360	41	-5 957
Variation de l'encaisse	-597	1 006	-6 174	-5 392

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette au 30 juin

	1996	1997
	(millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	2 358	3 969
En devises	23	5
Total de l'encaisse	2 381	3 974
Dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	259 893	292 001
Bons du Trésor	158 500	120 400
Obligations d'épargne du Canada	30 627	32 566
Autres	4 000	3 915
Total partiel	453 020	448 882
Moins :		
Dette non échue détenue par le gouvernement	527	596
Total	452 493	448 286
Payable en devises		
Obligations négociables	9 501	12 460
Effets et prêts	0	0
Bons du Canada	6 744	8 159
Billets du Canada	921	2 121
Total	17 166	22 740
Total de la dette non échue	469 659	471 026

- Si l'on fait abstraction des principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, les autres dépenses de programmes n'ont à peu près pas changé d'un exercice à l'autre. La diminution des paiements aux sociétés d'État, des dépenses relatives à la défense et de toutes les autres dépenses ministérielles a été compensée par une hausse des subventions et autres transferts. Cette hausse est due principalement au calendrier des versements, puisqu'on s'attend à ce que les dépenses totales sous forme de subventions et d'autres transferts soient plus faibles pour l'ensemble de l'exercice 1997-98 qu'en 1996-97, sous l'effet des restrictions instituées dans les budgets antérieurs. La diminution des autres postes d'une année sur l'autre est imputable à ces restrictions. Elle a été freinée par les dépenses qu'Élections Canada a dû engager pour l'élection fédérale de juin 1997.

Baisse des frais de la dette publique

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,6 milliard, soit de 4,9 p. 100, par rapport à l'exercice précédent. Cela s'explique par une baisse des taux d'intérêt effectifs moyens applicables à la dette nette du gouvernement fédéral, qui n'a été que partiellement compensée par le gonflement – beaucoup plus lent – de l'encours de la dette.

Diminution appréciable des besoins financiers

Les besoins financiers ou les ressources nettes correspondent à la différence entre les entrées et les sorties de fonds du gouvernement fédéral. Les besoins financiers sont habituellement inférieurs au déficit budgétaire, car ils tiennent compte des prêts, placements et avances, des comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, des autres comptes à fins déterminées et de divers postes financiers à l'actif et au passif. Ces activités constituent les opérations non budgétaires. De plus, le déficit budgétaire est calculé en grande partie en comptabilité d'exercice. Les opérations non budgétaires tiennent aussi compte du passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse. Elles dégagent habituellement des ressources nettes pour le gouvernement.

Les opérations non budgétaires ont fourni au gouvernement, d'avril à juin 1997, des ressources nettes de 50 millions de dollars, contrairement à des besoins nets de 1,4 milliard pour la période comparable du dernier exercice. Cette évolution est due en majeure partie à la réouverture de certaines émissions d'obligations, qui s'est traduite par un gain ponctuel en trésorerie mais n'a qu'un effet secondaire sur le déficit mensuel, le gain étant amorti jusqu'à l'échéance des obligations.

Étant donné un déficit budgétaire de 533 millions de dollars et les ressources nettes de 50 millions dégagées par les opérations non budgétaires, les besoins financiers, opérations de change exclues, n'ont été que de 483 millions au premier trimestre de 1997-98, comparativement à des besoins nets de 6,7 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Le Compte du fonds des changes a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie nationale subit des pressions à la hausse, et vice versa (achète des dollars canadiens) quand des pressions à la baisse s'exercent sur le dollar canadien. Les opérations de change ont dégagé des ressources nettes de 1,0 milliard de dollars au cours des trois premiers mois de 1997-98, comparativement à des ressources de 0,4 milliard l'année précédente à même époque.

Par conséquent, la période d'avril à juin 1997 a permis d'enregistrer des ressources nettes, opérations de change comprises, de 0,6 milliard de dollars, alors que des besoins nets de 6,2 milliards avaient été enregistrés au cours de la même période du dernier exercice.

Pendant les trois premiers mois de 1997-98, le gouvernement fédéral a réduit ses portefeuilles de titres non échus de 6 milliards de dollars par rapport à la période analogue de 1996-97. La structure de la dette fédérale a également subi des changements notables afin de réduire encore sa vulnérabilité à des variations imprévues des taux d'intérêt. La proportion de la dette sous forme de titres à court terme à taux flottant, principalement des bons du Trésor, a été réduite, tandis que celle des titres à plus long terme a augmenté. L'encaisse se chiffrait à 4,0 milliards de dollars au 30 juin 1997.

Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette a reçu la sanction royale. Ainsi, depuis le 1er avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la TPS, déduction faite des crédits de taxe sur les intrants, des remboursements et du crédit aux contribuables à faible revenu, de même que le produit net de la vente de sociétés d'État et les dons à l'État affectés à la réduction de la dette, sont, en vertu de la loi, versés directement au Compte. Le solde du Compte ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, en dernier lieu, à rembourser celle-ci. Le Compte est vérifié chaque année par le vérificateur général du Canada.

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette (CSRD)

	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96
	(millions de dollars)				
Recettes brutes de TPS	29 564	30 516	32 652	36 715	38 048
Moins :					
Remboursements	11 330	12 138	14 271	17 112	18 874
Crédit trimestriel aux contribuables à faibles revenus	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799
Recettes nettes de TPS	15 168	14 868	15 696	16 787	16 374
Pénalités et intérêts perçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135
Produit net de la liquidation des participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			325
Dons à l'État	0,4	0,1	0,2	0,5	0,3
Produits pour le CSRD	15 190	15 050	15 786	16 916	16 835

Les données jusqu'à 1995-96 sont tirées des *Comptes publics du Canada*.

Remarque : Dans le présent bulletin, les chiffres sont arrondis, et leur somme peut ne pas correspondre au total.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, prière de vous adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Robert Henry, (613) 996-7380.
Internet : http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English
Aout 1997

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de juillet 1997

Excédent budgétaire en juillet 1997

Un excédent de 0,8 milliard de dollars a été enregistré en juillet 1997, soit le troisième mois consécutif où un excédent était rapporté – pour la première fois depuis le début des années 1970. Ce résultat représente une amélioration nette de 2,0 milliards, au chapitre de la situation financière fédérale, par rapport à juillet 1996. Les recettes budgétaires ont grimpé de 1,0 milliard (8,8 p. 100), tandis que les dépenses de programmes ont régressé de 0,7 milliard (8,1 p. 100). Les frais de la dette publique ont chuté de 0,3 milliard (8,7 p. 100).

L'augmentation des recettes budgétaires a été répartie sur la plupart des grandes composantes. Les rentrées d'impôt des sociétés ont grimpé de 0,4 milliard, situation attribuable surtout à la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés. Les recettes provenant des cotisations d'assurance-emploi ont connu une augmentation de 0,2 milliard, attribuable à l'accélération des cotisations mensuelles. Les rentrées de taxe sur les produits et services (TPS) ont progressé de 0,2 milliard, résultat d'une croissance continue de la demande de consommation. On a enregistré une hausse de 0,2 milliard des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, surtout en raison de la progression des revenus d'emploi attribuable à la récente croissance de l'emploi.

La réduction des dépenses de programmes d'une année sur l'autre est concentrée en grande partie dans les transferts aux autres administrations (en baisse de 0,5 milliard) au chapitre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et de la péréquation. La baisse des transferts directs en espèces au titre du TCSPS est le résultat de la réduction des droits et de l'augmentation de la valeur des transferts de points d'impôt. La baisse des transferts en espèces au titre du programme de péréquation est attribuable en grande partie à un rajustement lié à un paiement excédentaire versé dans un mois antérieur. Les frais de la dette publique ont diminué sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt.

Excédent pour la période d'avril à juillet

Au cours des quatre premiers mois de l'exercice de 1997-98, le gouvernement fédéral a affiché un excédent de 0,3 milliard de dollars. Pendant la même période de l'an dernier, on accusait un déficit de 6,5 milliards. Ce revirement est attribuable à la vigueur croissante de l'économie, à l'effet des mesures de compression instaurées dans les budgets de 1994 et de 1995, ainsi qu'à des facteurs chronologiques. Les recettes budgétaires ont grimpé de 4,3 milliards (10,3 p. 100), les dépenses de programmes ont chuté de 1,6 milliard (4,9 p. 100), tandis que les frais de la dette publique ont baissé de 0,9 milliard (5,9 p. 100).

Rapport financier pour la période d'avril à juillet

Pendant les quatre premiers mois de 1997-98, il y a eu un apport financier de 5,2 milliards de dollars, résultat d'un excédent budgétaire de 0,3 milliard, d'une ressource nette provenant d'opérations non budgétaires de 0,9 milliard et d'une ressource nette provenant d'opérations de change de 4,0 milliards, cette dernière attribuable aux remboursements nets de la dette par le Compte du fonds des changes. L'encaisse a baissé de 5,7 milliards de dollars pendant les quatre premiers mois de 1997-98. Il en a résulté, depuis le début de 1997-98, un remboursement de la dette négociable de 10,9 milliards de dollars.

La prudence est de mise lorsque l'on extrapole les résultats mensuels afin d'évaluer le résultat éventuel pour l'année dans son ensemble. L'amélioration observée jusqu'ici est attribuable en partie à des facteurs spéciaux dont la tendance sera inversée dans les prochains mois, si bien qu'ils n'auront pas d'incidence sur les résultats de l'exercice dans son ensemble, ou à des facteurs ponctuels qui ne se reproduiront pas dans les prochains mois. À l'automne, le ministre des Finances présentera la mise à jour des activités économiques et financières du gouvernement. C'est à ce moment là qu'on fera le point sur l'évolution du déficit par rapport aux cibles visées.

Augmentation des recettes budgétaires

Pendant la période d'avril à juillet 1997, les recettes budgétaires ont grimpé de 4,3 milliards de dollars, ou de 10,3 p. 100. Environ les trois quarts de cette augmentation sont attribuables au redressement des conditions économiques. Le reste est le résultat de l'accélération des cotisations d'assurance-emploi, qui sera annulée dans les prochains mois.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont connu une augmentation de 1,6 milliard de dollars, résultat d'une hausse des déductions du revenu d'emploi correspondant à la forte croissance de l'emploi, et des

montants plus importants payés à la déclaration en raison de la plus forte croissance du revenu enregistrée pendant l'année d'imposition 1996.

- Les rentrées d'impôt des sociétés ont grimpé de 1,0 milliard de dollars, tandis que les autres impôts sur le revenu, surtout les retenues d'impôts prélevés auprès des non-résidents, ont affiché une hausse de 0,1 milliard. Ces augmentations sont tributaires de la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés, par suite du raffermissement de l'économie.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont grimpé de 1,2 milliard de dollars. Cette augmentation est le résultat de facteurs chronologiques et sera annulée au cours du second semestre de l'année civile, n'ayant ainsi aucun effet sur le déficit de 1997-98. En janvier 1997, des changements ont été apportés à l'assiette sur laquelle les cotisations sont prélevées, le maximum des gains hebdomadaires assurables ayant été remplacé par le maximum des gains annuels assurables. Par conséquent, les cotisations qui devaient être versées au second semestre de l'année civile l'ont été au premier semestre. Ce changement est toutefois sans effet sur le montant versé par la plupart des employés et des employeurs pour l'année civile dans son ensemble. Cependant, les personnes qui touchent des gains supérieurs au maximum des gains annuels assurables acquitteront une plus grande part de leurs cotisations au début de l'année civile.
- Les rentrées de TPS ont grimpé de 0,4 milliard de dollars, surtout en raison de la croissance de la demande de consommation.
- La baisse des droits de douane à l'importation, imputable à l'effet des réductions tarifaires appliquées en vertu d'ententes commerciales multilatérales, a largement compensé les légères augmentations des autres taxes et droits d'accise et recettes non fiscales.

Baisse des dépenses de programmes

Les dépenses de programmes ont chuté de 1,6 milliard de dollars, ou 4,9 p. 100, pendant les quatre premiers mois de 1997-98, en comparaison de la même période l'an dernier, toutes les grandes composantes ayant été inférieures. La baisse des dépenses de programmes est surtout imputable à l'effet des mesures de compression instaurées dans les budgets de 1994 et de 1995.

- Les principaux transferts aux personnes ont diminué de 0,2 milliard de dollars, uniquement en raison de la baisse des prestations d'assurance-emploi, les prestations aux aînés ayant enregistré une hausse. La diminution des prestations d'assurance-emploi est en large part attribuable au versement de prestations moyennes moins élevées et à une baisse du nombre de prestataires, principalement sous l'effet des mesures de réforme.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont chuté de 1,3 milliard de dollars, résultat de la réduction des transferts en espèces au titre du TCSPS et de la péréquation. Dans le budget de février 1995, le gouvernement avait fixé les droits, en vertu du TCSPS, à 25,1 milliards de dollars pour 1997-98, en baisse de 1,8 milliard par rapport à 1996-97. Ces droits sont versés aux provinces sous forme de transferts de points d'impôt et de transferts en espèces. Le transfert de points d'impôt représente la valeur de la marge fiscale que réserve le gouvernement fédéral aux provinces, ce qui leur permet d'augmenter d'un montant équivalent leurs taux d'imposition sans que les contribuables ne s'en ressentent. La valeur du transfert de points d'impôt augmente donc en fonction de la croissance des assiettes fiscales applicables. Les transferts en espèces, par conséquent, représentent la différence entre les droits et la valeur accrue du transfert des points d'impôt. Comme il s'agit d'une somme résiduelle, les transferts en espèces, qui font partie des dépenses de programmes, sont touchés non seulement par le changement des droits, mais aussi par la croissance de la valeur des transferts de points d'impôt. Les transferts en espèces au titre du TCSPS ont diminué de 0,9 milliard de dollars pendant les quatre premiers mois de 1997-98, en comparaison de la même période de l'an dernier; de ce montant, environ 0,6 milliard de dollars étaient attribuables à la réduction des droits et le reste était imputable à l'augmentation de la valeur du transfert de points d'impôt. Les transferts au titre de la péréquation ont chuté de 0,3 milliard. Tel qu'indiqué dans le budget de 1997, ces transferts devraient être inférieurs en 1997-98, en raison de la baisse de la croissance des recettes provinciales imputable aux réductions d'impôt dans certaines provinces, aux déplacements de population entre les provinces qui reçoivent des paiements de péréquation et celles qui n'en reçoivent pas, ainsi qu'à de fortes recettes tirées de l'exploitation des ressources dans certaines provinces qui reçoivent des paiements de péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, c'est-à-dire le total des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux personnes et aux autres administrations, ont baissé de 0,1 milliard de dollars. Sont compris dans cette composante les subventions et autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les frais de fonctionnement et les immobilisations de l'appareil gouvernemental, dont la défense. À la différence de la réduction des droits accordés aux autres administrations, qui est entrée en vigueur en 1996-97, les mesures de compression instaurées dans les budgets de 1994 et de 1995 ont entraîné des réductions importantes commençant en 1995-96. En outre, les mesures de compression

La revue financière

Tableau 1
État sommaire des opérations

	juillet		avril à juillet	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	11 129	12 106	41 405	45 674
Dépenses de programmes	-8 288	-7 618	-32 415	-30 837
Solde de fonctionnement	2 841	4 488	8 990	14 837
Frais de la dette publique	-3 996	-3 648	-15 440	-14 529
Déficit/excédent	-1 155	840	-6 450	308
Opérations non budgétaires	1 835	833	469	881
Besoins financiers/ressources (opérations de change exclues)	680	1 673	-5 981	1 189
Opérations de change	118	2 922	565	3 970
Total des besoins financiers/ressources	798	4 595	-5 416	5 159
Opérations de la dette non échue	1 566	-4 919	1 605	-10 875

Remarque : Les chiffres positifs indiquent une source de fonds. Les chiffres négatifs indiquent un besoin.

Tableau 2
Recettes budgétaires

	juillet		avril à juillet		
	1996	1997	1996-97	1997-98	Variation en pourcentage
	(en millions de dollars)				(%)
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	5 105	5 297	21 004	22 615	7,7
Impôt sur le revenu des sociétés	1 400	1 807	4 165	5 187	24,5
Autres	230	303	743	859	15,7
Total des recettes d'impôt sur le revenu	6 735	7 407	25 912	28 661	10,6
Cotisations d'assurance-emploi	1 587	1 815	6 162	7 378	19,8
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 262	1 457	4 118	4 486	8,9
Droits de douane à l'importation	202	229	682	563	-17,5
Autres taxes et droits d'accise	757	653	2 475	2 518	1,7
Total des taxes et droits d'accise	2 221	2 339	7 275	7 567	4,0
Total des recettes fiscales	10 543	11 561	39 349	43 606	10,8
Recettes non fiscales	586	545	2 056	2 068	0,6
Total des recettes budgétaires	11 129	12 106	41 405	45 674	10,3

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	juillet		avril à juillet		
	1996	1997	1996-97	1997-98	Variation en pourcentage
	(en millions de dollars)				(%)
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux personnes âgées	1 760	1 820	7 056	7 290	3,3
Prestations d'assurance-emploi	916	820	4 181	3 734	-10,7
Total	2 676	2 640	11 2371	1 024	-1,9
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 254	1 012	5 016	4 069	-18,9
Transferts fiscaux	807	566	3 313	3 018	-8,9
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-169	-178	-674	-710	5,3
Total	1 892	1 400	7 655	6 377	-16,7
Subventions et autres transferts					
Agriculture	116	37	182	112	-38,5
Affaires étrangères	138	110	398	408	2,5
Développement des ressources humaines	161	6	553	408	-26,2
Affaires indiennes et du Nord	181	281	1 464	1 569	7,2
Industrie et développement régional	79	97	333	404	21,3
Anciens combattants	116	117	451	459	1,6
Autres	263	289	818	1 104	35,0
Total	1 054	937	4 199	4 464	6,3
Total des transferts	5 622	4 977	23 0912	1 865	-5,3
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	76	65	374	314	-16,0
Société canadienne d'hypothèques et de logement	152	156	602	520	-13,7
Autres	68	68	371	360	-2,8
Total	296	289	1 347	1 194	-11,4
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	741	746	2 506	2 397	-4,3
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 629	1 606	5 471	5 381	-1,6
Total	2 370	2 352	7 977	7 778	-2,5
Total des dépenses de programmes	8 288	7 618	32 4153	0 837	-4,9
Frais de la dette publique	3 996	3 648	15 4401	4 529	-5,9
Total des dépenses budgétaires	12 284	11 266	47 8554	5 366	-5,2

Tableau 4

Déficit et besoins financiers/ressources

	juillet		avril à juillet	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Déficit/excédent	-1 155	840	-6 450	308
Prêts placements et avances				
Sociétés d'État	387	157	551	83
Autres	-23	-29	-250	-91
Total	364	128	301	-8
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-596	-479	641	690
Comptes de pension de retraite	-174	-200	1 930	1 867
Autres	51	–	11	-211
Total	-629	-679	2 582	2 346
Autres opérations	2 100	1 384	-2 414	-1 457
Total des opérations non budgétaires	1 835	833	469	881
Besoins financiers/ressources (opérations de change exclues)	680	1 673	-5 981	1 189
Opérations de change	118	2 922	565	3 970
Total des besoins financiers/ressources	798	4 595	-5 416	5 159

Tableau 5

Besoins financiers/ressources et opérations de la dette non échue

	juillet		avril à juillet	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Total des besoins financiers/ressources	798	4 595	-5 416	5 159
Opérations de la dette non échue en dollars canadiens				
Obligations négociables	5 400	-4 200	12 528	5 238
Obligations d'épargne du Canada	-252	-298	-1 053	-1 207
Bons du Trésor	-4 300	1 700	-11 900	-13 300
Autres	365	386	887	833
Moins dette détenue par le gouvernement	154	167	575	530
Total en dollars canadiens	1 367	-2 227	1 037	-7 906
Opérations de la dette non échue en devises				
Obligations négociables	–	-776	–	-776
Billets et prêts	–	–	–	–
Bons du Canada	199	-1 590	-43	-1 867
Effets du Canada	–	-326	611	-326
Total en devises	199	-2 692	568	-2 969
Total des opérations de la dette non échue	1 566	-4 919	1 605	-10 875
Variation de l'encaisse	2 364	-324	-3 811	-5 716

Tableau 6
Encaisse, dette non échue et dette au 31 juillet

	1996	1997
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	4 731	2 895
En devises	3	755
Total de l'encaisse	4 734	3 650
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	265 293	287 801
Bons du Trésor	154 200	122 100
Obligations d'épargne du Canada	30 375	32 286
Autres	4 365	4 301
Total partiel	454 233	446 488
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	375	429
Total	453 858	446 059
Payable en devises		
Obligations négociables	9 501	11 684
Effets et prêts	0	0
Bons du Canada	6 943	6 569
Effets du Canada	921	1 795
Total	17 365	20 048
Total de la dette non échue	471 223	466 107

annoncées dans le cadre de l'Examen des programmes prévu dans le budget de mars 1996 réduiront les dépenses de cette composante en 1998-99. À l'opposé, la réduction des transferts en espèces, au titre du TCSPS, annoncée lors du dépôt du budget de mars 1996 pour 1998-99, n'aura pas lieu. Le gouvernement a proposé que les transferts en espèces pendant la période de 1997-98 à 2002-03 ne tombent jamais sous la barre des 12,5 milliards de dollars – soit le niveau des transferts en espèces actuellement estimé pour 1997-98. Au chapitre des dépenses de programmes directes, les autres paiements de transfert ont augmenté, surtout en raison de la chronologie des paiements, tandis que les dépenses affectées aux sociétés d'État, à la défense, et toutes les autres dépenses ministérielles, ont été inférieures. Ces baisses sont surtout attribuables à l'effet des mesures de restriction.

Baisse des frais de la dette publique

Les frais de la dette publique ont chuté de 0,9 milliard de dollars, ou 5,9 p. 100, d'une année sur l'autre. Cette baisse traduit la réduction des taux d'intérêt réels moyens sur la dette du gouvernement fédéral, ainsi que la réduction des besoins d'emprunt nets, résultat de l'amélioration de la situation budgétaire dans son ensemble.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Robert Henry, au (613) 996-7380.
Également accessible sur Internet à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Septembre 1997

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers d'août 1997

Déficit en baisse de 1,4 milliard de dollars en août 1997

Un déficit de 0,5 milliard de dollars a été enregistré pour août 1997, en baisse de 1,4 milliard par rapport à août 1996. Les recettes budgétaires ont augmenté de 0,9 milliard (9,3 p. 100), tandis que les dépenses de programmes ont régressé de 0,4 milliard (4,5 p. 100). Les frais de la dette publique ont reculé de 0,1 milliard (1,4 p. 100).

L'augmentation des recettes budgétaires est attribuable principalement aux rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés ainsi que de la taxe sur les produits et services (TPS). Les rentrées d'impôt sur le revenu personnel ont augmenté de 0,5 milliard, reflétant principalement les récents progrès enregistrés au chapitre de l'emploi. Les rentrées d'impôt des sociétés ont enregistré une hausse de 0,4 milliard principalement sous l'effet de la vigueur soutenue des bénéfices. Les rentrées de la TPS se sont accrues de 0,2 milliard, traduisant la forte demande des consommateurs. La baisse des recettes non fiscales est le fait d'une rectification des surévaluations survenues au cours des mois précédents.

La baisse d'une année sur l'autre au chapitre des dépenses de programmes est concentrée principalement dans les transferts aux autres administrations (en baisse de 0,3 milliard de dollars) ainsi que dans les dépenses de fonctionnement et d'immobilisation des ministères (en baisse de 0,2 milliard). Au chapitre des transferts aux autres administrations, la baisse des transferts en espèces en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) traduit à la fois la réduction des droits globaux et la hausse de la valeur des transferts de points d'impôt. La diminution des frais de la dette est attribuable à la baisse des taux d'intérêt.

Déficit d'avril à août 1997 en baisse de 8,1 milliards

Au cours des cinq premiers mois de l'exercice 1997-98, le déficit s'est chiffré à 0,2 milliard, en baisse de 8,1 milliards comparativement à la même période l'an dernier. Ce redressement est dû à l'incidence des mesures de compression annoncées dans les budgets de 1994 et de 1995, à la vigueur accrue de l'économie, ainsi qu'à des facteurs ponctuels, notamment l'accélération des recettes au titre des cotisations mensuelles d'assurance-emploi pendant l'année. Les recettes budgétaires ont progressé de 5,2 milliards (10,1 p. 100) et les dépenses de programmes ont régressé de 1,9 milliard (4,8 p. 100), tandis que les frais de la dette publique ont diminué de 1 milliard (5 p. 100).

Excédent financier de 5,4 milliards d'avril à août

Un excédent financier de 5,4 milliards a été enregistré au cours des cinq premiers mois de 1997-98 en raison de ressources nettes de 3,9 milliards de dollars tirés d'opérations de change, de 1,7 milliard provenant d'opérations non budgétaires et d'un déficit budgétaire de 0,2 milliard. Les soldes de trésorerie ont été de 5,7 milliards de dollars inférieurs au cours de cette même période. C'est pourquoi, depuis le début de l'exercice 1997-98, le gouvernement a pu rembourser 11 milliards de dollars de dettes négociables.

Il convient cependant de faire preuve de prudence en extrapolant les résultats mensuels à ce jour de manière à obtenir les résultats éventuels pour l'exercice dans son ensemble. Certaines des améliorations à ce jour sont attribuables à des facteurs spéciaux (par exemple l'augmentation des recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi qui sera annulée dans les mois à venir et, par conséquent, n'aura pas d'incidence sur les résultats de l'exercice dans son ensemble) ou à des phénomènes uniques (par exemple la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers en raison du montant d'impôt versé sur production de la déclaration de l'année d'imposition 1996) qui ne se répéteront pas dans les mois à venir.

Hausse des recettes budgétaires d'avril à août

D'avril à août 1997, les recettes budgétaires ont progressé de 5,2 milliards (10,1 p. 100). Près des trois quarts de cette progression sont le fait de meilleures conditions économiques, le reste étant attribuable à l'accélération des recettes tirées des cotisations d'assurance-emploi, qui sera annulée au cours des prochains mois.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 2,1 milliards de dollars sous l'effet des retenues à la source plus élevées sur le revenu d'emploi, conformément aux gains marqués réalisés au chapitre de l'emploi, ainsi que sous l'effet des impôts plus élevés

Tableau 1
État sommaire des opérations

	août		avril à août	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	9 992	10 925	51 398	56 599
Dépenses de programmes	-8 187	-7 816	-40 602	-38 653
Solde de fonctionnement	1 805	3 109	10 796	17 946
Frais de la dette publique	-3 688	-3 635	-19 128	-18 164
Déficit ou excédent	-1 883	-526	-8 332	-218
Opérations non budgétaires	1 257	824	1 728	1 706
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	-626	298	-6 604	1 488
Opérations de change	556	-97	1 121	3 873
Total des besoins financiers ou excédent	-70	201	-5 483	5 361
Opérations de la dette non échue	-427	-153	1 178	-11 028

Remarque : Les chiffres positifs indiquent une source de fonds. Les chiffres négatifs indiquent un besoin.

payés sur production de la déclaration en raison de la plus forte croissance du revenu enregistrée pour l'année d'imposition 1996.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont progressé de 1,4 milliard, tandis que les autres impôts sur le revenu, notamment les retenues d'impôt de non-résidents, ont augmenté de 0,1 milliard. Ces hausses traduisent la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés, qui sont conformes au renforcement de l'économie.
- Les rentrées de cotisations d'assurance-emploi ont enregistré une hausse de 1,3 milliard, attribuable entièrement à des facteurs ponctuels qui seront annulés au cours du second semestre de l'année civile et, par conséquent, n'auront aucun effet sur le déficit pour 1997-98. En janvier 1997, l'assiette sur laquelle les cotisations sont prélevées a été modifiée, le maximum des gains hebdomadaires assurables ayant été remplacé par le maximum des gains annuels assurables. Il en résulte que les cotisations qui étaient versées au deuxième semestre de l'année civile sont maintenant réglées au premier semestre. Ce changement est sans effet sur les montants versés par les employeurs et les employés pour l'ensemble de l'année civile. Toutefois, les employés dont les gains dépassent le maximum des gains annuels assurables acquitteront une plus grande partie de leurs cotisations plus tôt au cours de l'année civile et moins à la fin.
- Les rentrées de la taxe sur les produits et services ont grimpé de 0,6 milliard, en raison principalement du renforcement de la demande des consommateurs.
- La réduction des droits de douane à l'importation tient compte de l'incidence des réductions tarifaires découlant d'accords commerciaux multilatéraux. Les autres taxes et droits d'accise ont enregistré une légère hausse.
- La baisse des recettes non fiscales est attribuable aux rendements moins élevés sur les investissements découlant de la baisse des taux d'intérêt.

Réduction des dépenses de programmes d'avril à août

Au cours des cinq premiers mois de 1997-98, les dépenses de programmes ont régressé de 1,9 milliard (4,8 p. 100) par rapport à la même période l'an dernier, régression qui a touché toutes les principales composantes. La baisse des dépenses de programmes a été principalement le fait des compressions annoncées dans les budgets de 1994 et de 1995.

- Les principaux transferts aux particuliers ont chuté de 0,2 milliard du seul fait de la réduction des prestations d'assurance-emploi, tandis que les prestations aux aînés ont enregistré une hausse. La régression des prestations d'assurance-emploi est surtout attribuable aux prestations moyennes moins élevées et à une réduction du nombre de prestataires sous le coup des mesures de réforme.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont diminué de 1,6 milliard, traduisant la réduction des transferts en espèces en vertu du TCSPS et de la péréquation. Dans le budget de février 1995, le gouvernement a établi à 25,1 milliards de dollars le

Tableau 2
Recettes budgétaires

	août		avril à août		
	1996	1997	1996-97	1997-98	Variation en pourcentage
	(en millions de dollars)				(%)
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	4 573	5 071	25 577	27 686	8,2
Impôt sur le revenu des sociétés	873	1 251	5 038	6 438	27,8
Autres	152	134	895	993	10,9
Total des recettes d'impôt sur le revenu	5 598	6 456	31 510	35 117	11,4
Cotisations d'assurance-emploi	1 609	1 677	7 771	9 055	16,5
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 323	1 545	5 441	6 031	10,8
Droits de douane à l'importation	223	237	905	799	-11,7
Autres taxes et droits d'accise	726	733	3 201	3 252	1,6
Total des taxes et droits d'accise	2 272	2 515	9 547	10 082	5,6
Total des recettes fiscales	9 479	10 648	48 828	54 254	11,1
Recettes non fiscales	513	277	2 570	2 345	-8,8
Total des recettes budgétaires	9 992	10 925	51 398	56 599	10,1

total des droits en vertu du TCSPS pour 1997-98, une réduction de 1,8 milliard par rapport à 1996-97. Ces droits sont versés aux provinces sous forme de transferts de points d'impôt et d'espèces. Le transfert de points d'impôt comporte le transfert aux provinces de la marge fiscale du fédéral, ce qui leur permet d'augmenter d'un montant équivalent leurs taux d'imposition sans que les contribuables ne s'en ressentent. La progression de la valeur des transferts de points d'impôt suit celle des assiettes fiscales applicables. Les transferts en espèces, par conséquent, représentent la différence entre les droits et la valeur accrue du transfert des points d'impôt. Comme il s'agit d'une somme résiduelle, les transferts en espèces, qui font partie des dépenses de programmes, sont établis non seulement grâce au changement des droits, mais aussi à la croissance de la valeur des transferts de points d'impôt. Les transferts en espèces aux termes du TCSPS ont régressé de 1,2 milliard au cours des cinq premiers mois de 1997-98 par rapport à la même période l'an dernier, 0,8 milliard de la progression découlant de la réduction des droits et le solde étant attribuable à la hausse de la valeur du transfert des points d'impôt. Les paiements de péréquation ont enregistré un recul de 0,3 milliard de dollars. Comme le faisait savoir le budget de 1997, ces transferts devraient être inférieurs en 1997-98 sous l'effet de la plus faible croissance des recettes provinciales en raison de la réduction de l'impôt dans certaines provinces, de la migration de la population entre provinces bénéficiant de la péréquation et provinces ne bénéficiant pas de la péréquation, de même que des recettes importantes provenant des ressources dans certaines provinces bénéficiant de la péréquation.

- Les dépenses de programmes directes, soit les dépenses de programmes totales moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont régressé de 0,1 milliard de dollars. Sont compris dans cette composante les subventions et autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les frais de fonctionnement et les immobilisations de l'appareil gouvernemental, dont la défense. Contrairement à la réduction des droits aux autres administrations, entrée en vigueur en 1996-97, les mesures de compression annoncées dans budgets de 1994 et de 1995 ont donné lieu à des réductions appréciables qui ont commencé en 1995-96. En outre, les mesures de compression annoncées dans le cadre de l'Examen des programmes prévu au budget de mars 1996 réduiront encore plus les dépenses de cette composante en 1998-99. En revanche, la réduction des transferts en espèces aux termes du TCSPS qui, selon le budget de mars 1996, devait survenir en 1998-99 n'aura pas lieu. Le gouvernement fédéral a proposé que, de 1997-98 à 2002-03, les transferts en espèces ne passent jamais sous la barre des 12,5 milliards, soit leur niveau

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	août		avril à août		
	1996	1997	1996-97	1997-98	Variation en pourcentage
	(en millions de dollars)				(%)
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux personnes âgées	1 784	1 858	8 839	9 148	3,5
Prestations d'assurance-emploi	941	836	5 122	4 569	-10,8
Total	2 725	2 694	13 961	13 717	-1,7
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 254	1 026	6 270	5 095	-18,7
Transferts fiscaux	810	755	4 123	3 772	-8,5
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-169	-178	-844	-888	5,2
Total	1 895	1 603	9 549	7 979	-16,4
Subventions et autres transferts					
Agriculture	61	33	243	145	-40,3
Affaires étrangères	149	138	548	545	-0,5
Développement des ressources humaines	-39	86	514	493	-4,1
Affaires indiennes et du Nord	243	248	1 707	1 817	6,4
Industrie et développement régional	168	164	501	568	13,4
Anciens combattants	112	112	563	570	1,2
Autres	135	217	953	1 320	38,5
Total	829	998	5 029	5 458	8,5
Total des transferts	5 449	5 295	28 539	27 154	-4,9
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	66	65	440	379	-13,9
Société canadienne d'hypothèques et de logement	119	119	722	639	-11,5
Autres	123	108	494	469	-5,1
Total	308	292	1 656	1 487	-10,2
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	849	750	3 355	3 146	-6,2
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 581	1 479	7 052	6 866	-2,6
Total	2 430	2 229	10 407	10 012	-3,8
Total des dépenses de programmes	8 187	7 816	40 602	38 653	-4,8
Frais de la dette publique	3 688	3 635	19 128	18 164	-5,0
Total des dépenses budgétaires	11 875	11 451	59 730	56 817	-4,9

estimatif actuel pour 1997-98. Parmi les dépenses de programmes directes, les autres paiements de transfert ont enregistré une hausse en raison principalement du moment où les paiements ont été effectués, tandis que les paiements aux sociétés d'État, les frais de la défense et toutes les autres dépenses ministérielles ont diminué, principalement du fait des mesures de compression.

Frais de la dette publique inférieurs d'avril à août

Les frais de la dette publique ont fléchi de 1 milliard (5,0 p. 100), d'une année sur l'autre, en raison d'une baisse des taux d'intérêt effectifs moyens sur la dette du gouvernement et de la réduction des besoins nets d'emprunt, attribuables à l'assainissement de la situation financière globale.

Tableau 4

Déficit et besoins financiers ou excédent

	août		avril à août	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Déficit(-) ou excédent(+)	-1 883	-526	-8 332	-218
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	58	57	609	140
Autres	1	41	-249	-49
Total	59	98	360	91
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-305	-289	336	400
Comptes de pension de retraite	-209	-985	1 721	882
Autres	56	-91	69	-302
Total	-458	-1 365	2 126	980
Autres opérations	1 656	2 091	-758	635
Total des opérations non budgétaires	1 257	824	1 728	1 706
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	-626	298	-6 604	1 488
Opérations de change	556	-97	1 121	3 873
Total des besoins financiers ou excédent	-70	201	-5 483	5 361

Tableau 5

Besoins financiers ou excédent et opérations de la dette non échue

	août		avril à août	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Total des besoins financiers ou excédent	70	201	-5 483	5 361
Opérations de la dette non échue				
Payable en dollars canadiens				
Obligations négociables	100	3 600	12 628	8 838
Obligations d'épargne du Canada	-218	-237	-1 271	-1 444
Bons du Trésor	-300	-4 600	-12 200	-17 900
Autres	-1	-1	886	832
Sous-total	-419	-1 238	43	-9 674
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	102	107	677	638
Total	-317	-1 131	720	-9 036
Payable en devises				
Obligations négociables	0	61	0	-716
Billets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	-110	917	-153	-950
Effets du Canada	0	0	611	-326
Total	-110	978	458	-1 992
Total des opérations de la dette non échue	-427	-153	1 178	-11 028
Variation de l'encaisse	-497	48	-4 305	-5 667

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette au 31 août

	1996	1997
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	4 207	3 541
En devises	31	157
Total de l'encaisse	4 238	3 698
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	265 393	291 401
Bons du Trésor	153 900	117 500
Obligations d'épargne du Canada	30 157	32 049
Autres	4 364	4 300
Total partiel	453 814	445 250
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	357	320
Total	453 457	444 930
Payable en devises		
Obligations négociables	9 514	11 745
Effets et prêts	0	0
Bons du Canada	6 834	7 486
Effets du Canada	921	1 795
Total	17 269	21 026
Total de la dette non échue	470 726	465 956

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Robert Henry, au (613) 996-7380.
Également accessible sur Internet à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Octobre 1997

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de septembre 1997

Excédent budgétaire de 2,0 milliards de dollars en septembre 1997

Un excédent de 2,0 milliards de dollars a été enregistré en septembre 1997, soit une amélioration nette de 0,6 milliard par rapport au surplus de 1,3 milliard réalisé en septembre 1996. Les recettes budgétaires ont grimpé de 0,3 milliard (2,5 p. 100), tandis que les dépenses de programmes ont régressé de 0,3 milliard (4,2 p. 100). Les frais de la dette publique ont enregistré une légère hausse.

L'augmentation des recettes budgétaires est principalement attribuable aux rentrées d'impôt des sociétés, qui ont grimpé de 0,3 milliard de dollars, situation reflétant la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés. On a enregistré une hausse de 0,1 milliard de dollars des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, surtout en raison de l'accroissement des acomptes provisionnels. La baisse des rentrées de taxe sur les produits et services découle en large part des remboursements anormalement faibles déclarés en septembre 1996. Les cotisations d'assurance-emploi ont également été inférieures au niveau de l'an dernier, en raison de l'incidence des nouvelles exigences en matière de versement qui sont entrées en vigueur en janvier 1997.

La réduction des dépenses de programmes est la conséquence des mesures prises dans les budgets antérieurs. Des dépenses moins élevées ont été signalées dans toutes les grandes composantes, à l'exception des transferts aux personnes et des dépenses de sociétés d'État. Dans le premier cas, les prestations d'assurance-emploi ont été majorées, les dépenses supérieures affectées aux programmes de formation ayant plus que compensé la baisse des prestations ordinaires. L'augmentation des dépenses des sociétés d'État est attribuable à des facteurs chronologiques. La légère hausse des frais de la dette publique découle des redressements cumulatifs relatifs à des périodes antérieures.

Baisse du déficit de 8,7 milliards de dollars d'avril à septembre 1997

Au cours des six premiers mois de l'exercice 1997-98, le gouvernement fédéral a affiché un excédent de 1,7 milliard de dollars, soit une amélioration de 8,7 milliards par rapport à la même période l'an dernier. Cette amélioration d'une année sur l'autre est en grande part attribuable à la vigueur croissante de l'économie et à l'effet des mesures des budgets précédents. Les recettes budgétaires ont grimpé de 5,5 milliards de dollars (8,6 p. 100), les dépenses de programmes ont chuté de 2,3 milliards (4,7 p. 100), tandis que les frais de la dette publique ont baissé de 0,9 milliard (4,0 p. 100).

Excédent financier

L'excédent budgétaire de 1,7 milliard de dollars et une ressource nette provenant d'opérations non budgétaires de 1,4 milliard ont donné lieu à un excédent financier de 3,1 milliards, compte non tenu des opérations de change, comparativement à des besoins nets de 4,3 milliards enregistrés à la même période l'an dernier. Les opérations de change ont procuré au gouvernement une ressource nette de 3,3 milliards de dollars d'avril à septembre 1997, contre une source nette de 0,3 milliard au cours du premier semestre de 1996-97. Il en a résulté un excédent financier total de 6,4 milliards à ce jour, comparativement à des besoins nets de 3,9 milliards pour la même période l'an dernier. Au cours des six premiers mois de 1997-98, 13,0 milliards de dollars de créances négociables ont été remboursées.

Dans *La Mise à jour économique et financière* du 15 octobre 1997, le gouvernement a indiqué qu'il équilibrerait le budget au plus tard en 1998-99. Cependant, la prudence est de mise lorsque l'on extrapole les résultats mensuels afin d'évaluer le résultat éventuel pour l'année dans son ensemble. L'amélioration observée jusqu'ici est attribuable en partie à des facteurs spéciaux – par exemple, l'amélioration réalisée pour l'année, à ce jour, au chapitre des cotisations d'assurance-emploi, sera inversée avant la fin de l'année civile, si bien qu'elle n'aura pas d'incidence sur les résultats budgétaires de l'exercice dans son ensemble – ou à des facteurs ponctuels (par exemple, la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers constatée découle en partie des montants supérieurs d'impôt versés sur production de la déclaration de revenus à l'égard de l'année d'imposition 1996).

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de septembre 1997

Excédent budgétaire de 2,0 milliards de dollars en septembre 1997

Un excédent de 2,0 milliards de dollars a été enregistré en septembre 1997, soit une amélioration nette de 0,6 milliard par rapport au surplus de 1,3 milliard réalisé en septembre 1996. Les recettes budgétaires ont grimpé de 0,3 milliard (2,5 p. 100), tandis que les dépenses de programmes ont régressé de 0,3 milliard (4,2 p. 100). Les frais de la dette publique ont enregistré une légère hausse.

L'augmentation des recettes budgétaires est principalement attribuable aux rentrées d'impôt des sociétés, qui ont grimpé de 0,3 milliard de dollars, situation reflétant la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés. On a enregistré une hausse de 0,1 milliard de dollars des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, surtout en raison de l'accroissement des acomptes provisionnels. La baisse des rentrées de taxe sur les produits et services découle en large part des remboursements anormalement faibles déclarés en septembre 1996. Les cotisations d'assurance-emploi ont également été inférieures au niveau de l'an dernier, en raison de l'incidence des nouvelles exigences en matière de versement qui sont entrées en vigueur en janvier 1997.

La réduction des dépenses de programmes est la conséquence des mesures prises dans les budgets antérieurs. Des dépenses moins élevées ont été signalées dans toutes les grandes composantes, à l'exception des transferts aux personnes et des dépenses de sociétés d'État. Dans le premier cas, les prestations d'assurance-emploi ont été majorées, les dépenses supérieures affectées aux programmes de formation ayant plus que compensé la baisse des prestations ordinaires. L'augmentation des dépenses des sociétés d'État est attribuable à des facteurs chronologiques. La légère hausse des frais de la dette publique découle des redressements cumulatifs relatifs à des périodes antérieures.

Baisse du déficit de 8,7 milliards de dollars d'avril à septembre 1997

Au cours des six premiers mois de l'exercice 1997-98, le gouvernement fédéral a affiché un excédent de 1,7 milliard de dollars, soit une amélioration de 8,7 milliards par rapport à la même période l'an dernier. Cette amélioration d'une année sur l'autre est en grande part attribuable à la vigueur croissante de l'économie et à l'effet des mesures des budgets précédents. Les recettes budgétaires ont grimpé de 5,5 milliards de dollars (8,6 p. 100), les dépenses de programmes ont chuté de 2,3 milliards (4,7 p. 100), tandis que les frais de la dette puolique ont baissé de 0,9 milliard (4,0 p. 100).

Excédent financier

L'excédent budgétaire de 1,7 milliard de dollars et une ressource nette provenant d'opérations non budgétaires de 1,4 milliard ont donné lieu à un excédent financier de 3,1 milliards, compte non tenu des opérations de change, comparativement à des besoins nets de 4,3 milliards enregistrés à la même période l'an dernier. Les opérations de change ont procuré au gouvernement une ressource nette de 3,3 milliards de dollars d'avril à septembre 1997, contre une source nette de 0,3 milliard au cours du premier semestre de 1996-97. Il en a résulté un excédent financier total de 6,4 milliards à ce jour, comparativement à des besoins nets de 3,9 milliards pour la même période l'an dernier. Au cours des six premiers mois de 1997-98, 13,0 milliards de dollars de créances négociables ont été remboursées.

Dans *La Mise à jour économique et financière* du 15 octobre 1997, le gouvernement a indiqué qu'il équilibrerait le budget au plus tard en 1998-99. Cependant, la prudence est de mise lorsque l'on extrapole les résultats mensuels afin d'évaluer le résultat éventuel pour l'année dans son ensemble. L'amélioration observée jusqu'ici est attribuable en partie à des facteurs spéciaux – par exemple, l'amélioration réalisée pour l'année, à ce jour, au chapitre des cotisations d'assurance-emploi, sera inversée avant la fin de l'année civile, si bien qu'elle n'aura pas d'incidence sur les résultats budgétaires de l'exercice dans son ensemble – ou à des facteurs ponctuels (par exemple, la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers constatée découle en partie des montants supérieurs d'impôt versés sur production de la déclaration de revenus à l'égard de l'année d'imposition 1996).

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Septembre		Avril à septembre	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	13 176	13 505	64 574	70 104
Dépenses de programmes	-8 213	-7 865	-48 815	-46 518
Excédent de fonctionnement	4 963	5 640	15 759	23 586
Frais de la dette publique	-3 635	-3 681	-22 763	-21 845
Déficit ou excédent	1 328	1 959	-7 004	1 741
Opérations non budgétaires	1 030	-303	2 754	1 403
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	2 358	1 656	-4 250	3 144
Opérations de change	-791	-585	330	3 288
Total des besoins financiers ou excédent	1 567	1 071	-3 920	6 432
Opérations de la dette non échue	-1 578	-1 991	-400	-13 019

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

Augmentation des recettes budgétaires d'avril à septembre

Pendant la période d'avril à septembre 1997, les recettes budgétaires d'une année sur l'autre ont grimpé de 5,5 milliards de dollars ou de 8,6 p. 100. De cette augmentation, 1,2 milliard sont le résultat de la rentrée accélérée des recettes provenant des cotisations d'assurance-emploi, hausse qui sera annulée dans le second semestre de l'année, le reste découlant de la vigueur soutenue de l'économie.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont connu une augmentation de 2,2 milliards de dollars (6,8 p. 100), résultat des montants plus élevés d'impôt payés à la déclaration et d'acomptes provisionnels trimestriels, se rapportant à l'année d'imposition 1996, et d'une hausse des retenues à la source sur le revenu d'emploi correspondant à la forte croissance de l'emploi cette année.
- Les rentrées d'impôt des sociétés ont grimpé de 1,7 milliard de dollars (28,3 p. 100) à cause de l'augmentation des bénéfices des sociétés, par suite du raffermissement de l'économie.
- Les recettes provenant des cotisations d'assurance-emploi ont grimpé de 1,2 milliard de dollars (12,8 p. 100). Cette augmentation est le résultat de facteurs chronologiques; elle sera annulée au cours du second semestre de l'année civile, n'ayant ainsi aucun effet sur le déficit de 1997-98.

Le solde budgétaire de 1996-97 et de 1997-98

Une année sur l'autre

en milliards de dollars

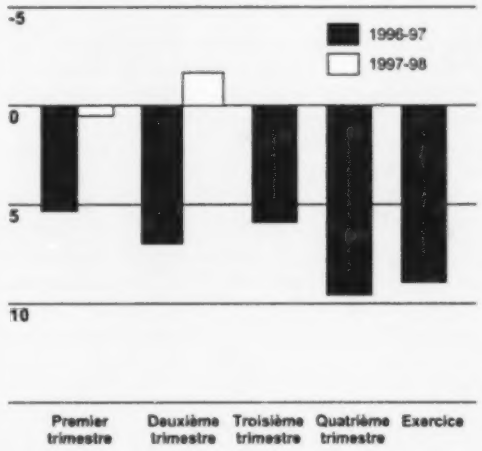


Tableau 2

Recettes budgétaires

	Septembre		Avril à septembre		
	1996	1997	1996-97	1997-98	Variation
	(millions de dollars)				(%)
Impôts sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	6 866	6 953	32 443	34 639	6,8
Impôt des sociétés	1 059	1 384	6 096	7 822	28,3
Autres	187	198	1 081	1 191	10,2
Total des impôts sur le revenu	8 112	8 535	39 620	43 652	10,2
Cotisations d'assurance-emploi	1 616	1 538	9 387	10 593	12,8
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 982	1 873	7 423	7 904	6,5
Droits de douane à l'importation	240	262	1 145	1 061	-7,3
Autres taxes et droits d'accise	753	808	3 954	4 059	2,7
Total des taxes et des droits d'accise	2 975	2 943	12 522	13 024	4,0
Total des recettes fiscales	12 703	13 016	61 529	67 269	9,3
Recettes non fiscales	473	489	3 045	2 835	-6,9
Total des recettes budgétaires	13 176	13 505	64 574	70 104	8,6

En janvier 1997, des changements ont été apportés à l'assiette sur laquelle les cotisations sont prélevées, le maximum des gains hebdomadaires assurables ayant été remplacé par le maximum des gains annuels assurables. Par conséquent, les cotisations qui devaient être versées pour les quatre derniers mois de l'année civile l'ont été au cours des huit premiers mois. Ce changement est toutefois sans effet sur le montant versé par la plupart des employés et des employeurs pour l'année civile dans son ensemble. Cependant, les personnes qui touchent des gains supérieurs au maximum des gains annuels assurables acquitteront une plus grande part de leurs cotisations au début de l'année civile et moins, à la fin.

- Les rentrées nettes de taxe sur les produits et services ont grimpé de 0,5 milliard de dollars (6,5 p. 100), en raison de la croissance soutenue de la demande de consommation.
- La baisse de 0,1 milliard de dollars (7,3 p. 100) des droits de douane à l'importation est imputable en large part à l'effet des réductions tarifaires. Les autres taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (2,7 p. 100) sous l'effet principalement des plus grandes rentrées de taxe sur l'énergie.
- Les recettes non fiscales, composées de revenus de placements et d'autres recettes non fiscales telles que les droits et le produit des ventes entre autres, ont diminué de 0,2 milliard de dollars (6,9 p. 100), en raison surtout de la baisse des revenus de placements sous l'effet de la réduction des taux d'intérêt.

Recettes budgétaires 1996-97 et 1997-98

Augmentation d'une année sur l'autre, avril à septembre

variation en pourcentage

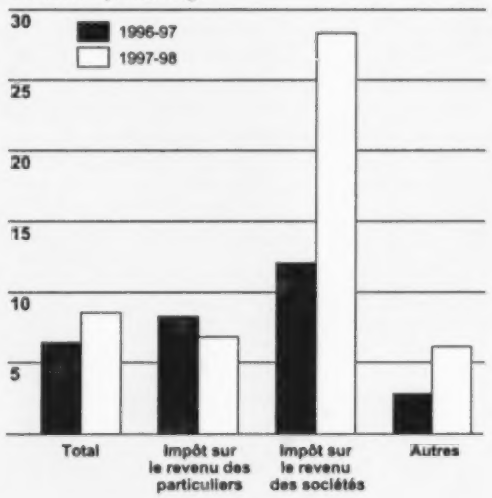


Tableau 1

État sommaire des opérations

	Septembre		Avril à septembre	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	13 176	13 505	64 574	70 104
Dépenses de programmes	-8 213	-7 865	-48 815	-46 518
Excédent de fonctionnement	4 963	5 640	15 759	23 586
Frais de la dette publique	-3 635	-3 681	-22 763	-21 845
Déficit ou excédent	1 328	1 959	-7 004	1 741
Opérations non budgétaires	1 030	-303	2 754	1 403
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	2 358	1 656	-4 250	3 144
Opérations de change	-791	-585	330	3 288
Total des besoins financiers ou excédent	1 567	1 071	-3 920	6 432
Opérations de la dette non échue	-1 578	-1 991	-400	-13 019

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

Augmentation des recettes budgétaires d'avril à septembre

Pendant la période d'avril à septembre 1997, les recettes budgétaires d'une année sur l'autre ont grimpé de 5,5 milliards de dollars ou de 8,6 p. 100. De cette augmentation, 1,2 milliard sont le résultat de la rentrée accélérée des recettes provenant des cotisations d'assurance-emploi, hausse qui sera annulée dans le second semestre de l'année, le reste découlant de la vigueur soutenue de l'économie.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont connu une augmentation de 2,2 milliards de dollars (6,8 p. 100), résultat des montants plus élevés d'impôt payés à la déclaration et d'acomptes provisionnels trimestriels, se rapportant à l'année d'imposition 1996, et d'une hausse des retenues à la source sur le revenu d'emploi correspondant à la forte croissance de l'emploi cette année.
- Les rentrées d'impôt des sociétés ont grimpé de 1,7 milliard de dollars (28,3 p. 100) à cause de l'augmentation des bénéfices des sociétés, par suite du raffermissement de l'économie.
- Les recettes provenant des cotisations d'assurance-emploi ont grimpé de 1,2 milliard de dollars (12,8 p. 100). Cette augmentation est le résultat de facteurs chronologiques; elle sera annulée au cours du second semestre de l'année civile, n'ayant ainsi aucun effet sur le déficit de 1997-98.

Le solde budgétaire de 1996-97 et de 1997-98

Une année sur l'autre

en milliards de dollars

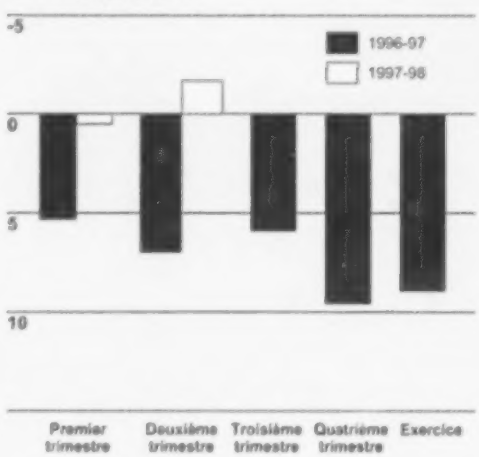


Tableau 2

Recettes budgétaires

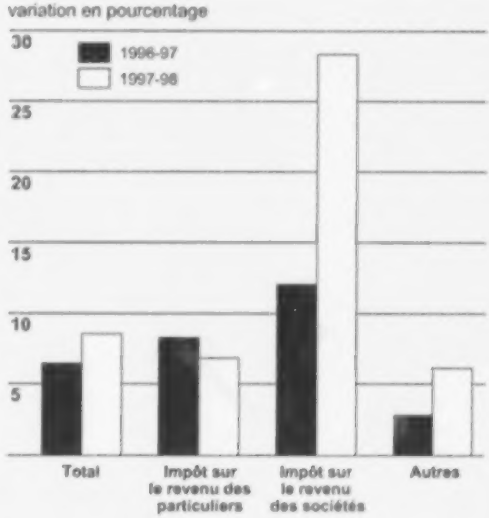
	Septembre		Avril à septembre		
	1996	1997	1996-97	1997-98	Variation
	(millions de dollars)				(%)
Impôts sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	6 866	6 953	32 443	34 639	6,8
Impôt des sociétés	1 059	1 384	6 096	7 822	28,3
Autres	187	198	1 081	1 191	10,2
Total des impôts sur le revenu	8 112	8 535	39 620	43 652	10,2
Cotisations d'assurance-emploi	1 616	1 538	9 387	10 593	12,8
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 982	1 873	7 423	7 904	6,5
Droits de douane à l'importation	240	262	1 145	1 061	-7,3
Autres taxes et droits d'accise	753	808	3 954	4 059	2,7
Total des taxes et des droits d'accise	2 975	2 943	12 522	13 024	4,0
Total des recettes fiscales	12 703	13 016	61 529	67 269	9,3
Recettes non fiscales	473	489	3 045	2 835	-6,9
Total des recettes budgétaires	13 176	13 505	64 574	70 104	8,6

En janvier 1997, des changements ont été apportés à l'assiette sur laquelle les cotisations sont prélevées, le maximum des gains hebdomadaires assurables ayant été remplacé par le maximum des gains annuels assurables. Par conséquent, les cotisations qui devaient être versées pour les quatre derniers mois de l'année civile l'ont été au cours des huit premiers mois. Ce changement est toutefois sans effet sur le montant versé par la plupart des employés et des employeurs pour l'année civile dans son ensemble. Cependant, les personnes qui touchent des gains supérieurs au maximum des gains annuels assurables acquitteront une plus grande part de leurs cotisations au début de l'année civile et moins, à la fin.

- Les rentrées nettes de taxe sur les produits et services ont grimpé de 0,5 milliard de dollars (6,5 p. 100), en raison de la croissance soutenue de la demande de consommation.
- La baisse de 0,1 milliard de dollars (7,3 p. 100) des droits de douane à l'importation est imputable en large part à l'effet des réductions tarifaires. Les autres taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (2,7 p. 100) sous l'effet principalement des plus grandes rentrées de taxe sur l'énergie.
- Les recettes non fiscales, composées de revenus de placements et d'autres recettes non fiscales telles que les droits et le produit des ventes entre autres, ont diminué de 0,2 milliard de dollars (6,9 p. 100), en raison surtout de la baisse des revenus de placements sous l'effet de la réduction des taux d'intérêt.

Recettes budgétaires 1996-97 et 1997-98

Augmentation d'une année sur l'autre, avril à septembre



Baisse des dépenses de programmes d'avril à septembre

Les dépenses de programmes ont chuté de 2,3 milliards de dollars, ou 4,7 p. 100, pendant les six premiers mois de 1997-98, en comparaison de la même période l'an dernier. La baisse des dépenses de programmes est surtout imputable à l'effet des mesures de compression instaurées dans les budgets de 1994 et 1995 et, dans une moindre mesure, au renforcement de l'économie.

- Les principaux transferts aux personnes ont diminué de 0,2 milliard de dollars, uniquement en raison de la baisse des prestations d'assurance-emploi, les prestations aux aînés ayant enregistré une hausse. La diminution des prestations d'assurance-emploi est en large part attribuable au versement de prestations moyennes moins élevées et à une baisse du nombre de prestataires, principalement sous l'effet des mesures de réforme et d'une baisse du nombre de chômeurs.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont chuté de 1,9 milliard de dollars, résultat de la réduction des transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et de la péréquation. Dans le budget de février 1995, le gouvernement avait fixé à 25,1 milliards de dollars les droits en vertu du TCSPS pour 1997-98, en baisse de 1,8 milliard de dollars par rapport à 1996-97. Ces droits sont versés aux provinces sous forme de transferts de points d'impôt et de transferts en espèces. Le transfert de points d'impôt représente la valeur de la marge fiscale que réserve le gouvernement fédéral aux provinces, ce qui leur permet d'augmenter d'un montant équivalent leurs taux d'imposition sans que les contribuables ne s'en ressentent. La valeur du transfert de points d'impôt augmente donc en fonction de la croissance des assiettes fiscales applicables. Les transferts en espèces, par conséquent, représentent la différence entre les droits et la valeur accrue du transfert des points d'impôt. Comme il s'agit d'une somme résiduelle, les transferts en espèces, qui influent sur les dépenses de programmes, sont établis non seulement grâce au changement des droits, mais aussi à la croissance de la valeur des transferts de points d'impôt. Les transferts en espèces au titre du TCSPS ont diminué de 1,4 milliard de dollars pendant les six premiers mois de 1997-98, en comparaison de la même période l'an dernier; de ce montant, environ 1 milliard de dollars était attribuable à la réduction des droits et le reste était imputable à l'augmentation de la valeur du transfert de points d'impôt. Les transferts au titre de la péréquation ont chuté de 0,4 milliard de dollars. Tel qu'indiqué dans le budget de 1997, ces transferts devraient être inférieurs en 1997-98, en raison de la baisse de la croissance des recettes provinciales imputable aux réductions d'impôt dans certaines provinces, aux déplacements de population entre les provinces qui reçoivent des paiements de péréquation et celles qui n'en reçoivent pas, ainsi qu'à de fortes recettes tirées des ressources dans certaines provinces qui reçoivent des paiements de péréquation.

- Les dépenses de programmes directes, c'est-à-dire le total des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux personnes et aux autres administrations, ont baissé de 0,3 milliard de dollars. Sont compris dans cette composante les subventions et autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les frais de fonctionnement et les immobilisations de l'appareil gouvernemental, dont la défense. À la différence de la réduction des droits accordés aux autres administrations, qui est entrée en vigueur en 1996-97, les mesures de compression instaurées dans les budgets de 1994 et 1995 ont entraîné des réductions importantes commençant en 1995-96. En outre, les mesures de compression annoncées dans le cadre de l'Examen des programmes prévu dans le budget de mars 1996 réduiront davantage les dépenses de cette composante en 1998-99. À l'opposé, la réduction des transferts en espèces au titre du TCSPS, annoncée lors du dépôt du budget de mars 1996 pour l'exercice 1998-99, n'aura pas lieu. Le gouvernement s'est engagé à augmenter les transferts en espèces de 11 à 12,5 milliards de dollars. Par conséquent, les transferts en espèces aux provinces pendant la période de 1997-98 à 2002-03 ne tomberont pas sous la barre des 12,5 milliards – soit le niveau des transferts en espèces actuellement estimé pour 1997-98. Au chapitre des dépenses de programmes directes, les autres paiements de transfert ont augmenté, surtout en raison des paiements associés à la vente du Système de navigation aérienne à Nav Canada, tandis que les dépenses affectées aux sociétés d'État, à la défense, ainsi que toutes les autres dépenses ministérielles, ont été inférieures. Ces baisses sont surtout attribuables à l'effet des mesures de restriction.

Dépenses budgétaires 1996-97 et 1997-98

Augmentation d'une année sur l'autre, avril à septembre

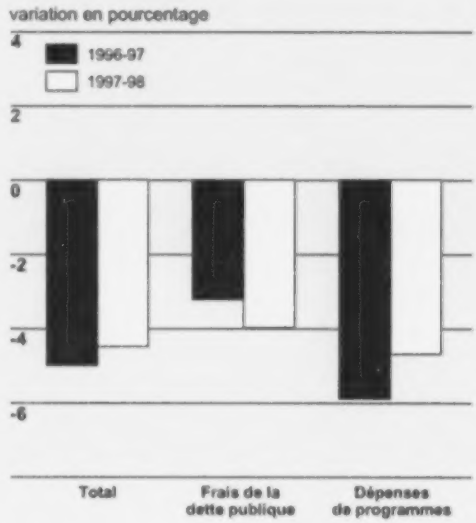


Tableau 3

Dépenses budgétaires

	Septembre		Avril à septembre		
	1996	1997	1996-97	1997-98	Variation
	(millions de dollars)				(%)
Paiements de transfert aux :					
Particuliers					
Prestations aux personnes âgées	1 825	1 866	10 664	11 014	3,3
Prestations d'assurance-emploi	826	856	5 948	5 425	-8,8
Total	2 651	2 722	16 612	16 439	-1,0
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 254	1 012	7 524	6 107	-18,8
Transferts fiscaux	789	755	4 912	4 527	-7,8
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-169	-178	-1 013	-1 065	5,1
Total	1 874	1 589	11 423	9 569	-16,2
Subventions et autres transferts					
Agriculture	68	71	311	216	-30,5
Affaires étrangères	133	127	681	672	-1,3
Développement des ressources humaines	176	124	690	618	-10,4
Affaires indiennes et Nord canadien	301	312	2 009	2 129	6,0
Développement industriel et régional	72	99	573	667	16,4
Anciens combattants	113	118	676	688	1,8
Autres	259	237	1 212	1 557	28,5
Total	1 122	1 088	6 152	6 547	6,4
Total des transferts	5 647	5 399	34 187	32 555	-4,8
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	64	69	504	448	-11,1
Société canadienne d'hypothèques et de logement	152	118	874	757	-13,4
Autres	72	108	566	576	1,8
Total	288	295	1 944	1 781	-8,4
Dépenses de fonctionnement et en capital					
Défense	768	759	4 123	3 905	-5,3
Toutes autres dépenses ministérielles	1 510	1 412	8 561	8 277	-3,3
Total	2 278	2 171	12 684	12 182	-4,0
Total des dépenses de programmes	8 213	7 865	48 815	46 518	-4,7
Frais de la dette publique	3 635	3 681	22 763	21 845	-4,0
Total des dépenses budgétaires	11 848	11 546	71 578	68 363	-4,5

Tableau 4

Déficit et besoins financiers ou excédent

	Septembre		Avril à septembre	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(millions de dollars)			
Déficit ou excédent	1 328	1 959	-7 004	1 741
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	148	249	758	389
Autres	132	-115	-383	-164
Total	16	134	375	225
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	484	425	819	825
Comptes de pension de retraite	2 562	2 686	4 283	3 568
Autres	20	30	88	-272
Total	3 066	3 141	5 190	4 121
Autres opérations	-2 052	-3 578	-2 811	-2 943
Total des opérations non budgétaires	1 030	-303	2 754	1 403
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	2 358	1 656	-4 250	3 144
Opérations de change	-791	-585	330	3 288
Total des besoins financiers ou excédent	1 567	1 071	-3 920	6 432

Tableau 5

Besoins financiers ou excédent et opérations de la dette non échue

	Septembre		Avril à septembre	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(millions de dollars)			
Total des besoins financiers ou excédent	1 567	1 071	-3 920	6 432
Opérations de la dette non échue				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	950	1 012	13 578	9 850
Obligations d'épargne du Canada	-206	-195	-1 477	-1 639
Bons du Trésor	-1 700	-2 200	-13 900	-20 100
Autres	-527	-453		380
Sous total	-1 483	-1 836	-1 799	-11 509
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	113	119	790	756
Total	-1 370	-1 717	-1 009	-10 753
Payables en devises				
Obligations négociables	0	0	0	-716
Effets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	-208	-274	-361	-1 224
Billets du Canada	0	0	611	-326
Total	-208	-274	250	-2 266
Total des opérations de la dette non échue	-1 578	-1 991	-759	-13 019
Variation de l'encaisse	-11	-920	-4 679	-6 587

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette au 30 septembre

	1996	1997
	(millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	4 207	2 715
En devises	19	63
Total de l'encaisse	4 226	2 778
Dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	266 343	292 413
Bons du Trésor	152 200	115 300
Obligations d'épargne du Canada	29 951	31 855
Autres	3 837	3 848
Total partiel	452 331	443 416
Moins :		
Dette non échue détenue par le gouvernement	244	202
Total	452 087	443 214
Payable en devises		
Obligations négociables	9 514	11 744
Effets et prêts	0	0
Bons du Canada	6 625	7 212
Billets du Canada	921	1 795
Total	17 060	20 751
Total de la dette non échue	469 147	463 965

Baisse des frais de la dette publique d'avril à septembre

Les frais de la dette publique ont chuté de 0,9 milliard de dollars, ou 4 p. 100, d'une année sur l'autre. Cette baisse traduit la réduction des taux d'intérêt réels moyens sur la dette du gouvernement fédéral, ainsi que la réduction des besoins d'emprunt nets, résultat de l'amélioration de la situation budgétaire dans son ensemble.

Excédent financier d'avril à septembre

Les besoins et l'excédent financiers mesurent la différence entre les rentrées et les sorties de fonds du gouvernement fédéral. Les besoins financiers sont habituellement inférieurs au déficit budgétaire, car ils englobent également des opérations non budgétaires, qui portent sur les prêts, dotations en capital et avances, les comptes de pension des fonctionnaires, d'autres comptes à fins déterminées et divers postes de l'actif et du passif. Ces activités sont comprises dans les opérations non budgétaires. En outre, le déficit budgétaire est en large part présenté suivant la méthode de la comptabilité d'exercice. Or, la conversion à la comptabilité de caisse est également comprise dans les opérations non budgétaires. En général, les opérations non budgétaires fournissent une ressource nette au gouvernement.

D'avril à septembre 1997, les opérations non budgétaires se sont soldées par une ressource nette de 1,4 milliard de dollars, comparativement à une ressource nette de 2,8 milliards de dollars pendant la période correspondante l'an dernier. La réduction est imputable au transfert des avoirs de retraite à Nav Canada et au paiement unique spécial à la Fondation canadienne pour l'innovation.

L'excédent budgétaire de 1,7 milliard et la ressource nette de 1,4 milliard provenant des opérations non budgétaires ont donné lieu à un excédent financier, compte non tenu des opérations de change, de 3,1 milliards de dollars au cours des six premiers mois de 1997-98, alors qu'à la même période l'an dernier, des besoins nets de 4,3 milliards avaient été signalés.

Le Compte du fonds des changes a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie nationale subit des pressions à la hausse et vice versa (achète des dollars

canadiens) quand des pressions à la baisse s'exercent. Pour les six premiers mois de 1997-1998, les opérations de change se sont traduites par une ressource nette de 3,3 milliards de dollars, comparativement à une ressource nette de 0,3 milliard de dollars à la même période l'an dernier.

Par conséquent, un excédent financier, opérations de change incluses, de 6,4 milliards de dollars a été réalisé d'avril à septembre 1997, comparativement à des besoins nets de 3,9 milliards de dollars l'an dernier.

Au cours des six premiers mois de 1997-98, le gouvernement fédéral a remboursé 13,0 milliards de dollars en créances négociables. La structure de la dette du gouvernement a également changé de manière appréciable afin de réduire davantage les risques de fluctuations imprévues des taux d'intérêt. La part de la dette détenue dans des effets à taux variables courts, principalement des bons du Trésor, a été réduite, tandis que celle détenue dans des effets à taux longs s'est accrue. Au 30 septembre 1997, l'encaisse se chiffrait à 2,8 milliards de dollars.

Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette a reçu la sanction royale. Ainsi, depuis le 1er avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la taxe sur les produits et services, diminuées des crédits de taxes sur les intrants, des remboursements et du crédit pour faibles revenus, de même que le produit net de la vente de sociétés d'État et les dons à l'État affectés à la réduction de la dette, doivent, d'après la loi, être versés directement au Compte. Le solde de celui-ci ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, en dernier lieu, à rembourser celle-ci. Le Compte est vérifié annuellement par le vérificateur général du Canada.

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette (CSRD)

	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97
			(millions de dollars)			
Recettes brutes de TPS	29 564	30 516	32 652	36 715	38 048	40 733
Moins :						
Remboursements	11 330	12 138	14 271	17 112	18 874	19 782
Crédit trimestriel aux contribuables à faibles revenus	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799	2 872
Recettes nettes de TPS	15 168	14 868	15 696	16 787	16 374	18 079
Pénalités et intérêts perçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135	159
Produits de la liquidation des des participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			325	
Dons à l'État	0,4	0,1	0,2	0,5	0,3	0,3
Produits pour le CSRD	15 190	15 050	15 786	16 916	16 835	18 238

Source : *Comptes publics du Canada – 1997*

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, prière de s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pout tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Robert Henry, au (613) 996-7380.
Internet : http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Novembre 1997

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers d'octobre 1997

Déficit de 0,9 milliard de dollars en octobre 1997

Un déficit de 0,9 milliard de dollars a été enregistré en octobre 1997, ce qui représente une hausse de 0,4 milliard par rapport à octobre 1996. Toutefois, les chiffres d'octobre 1996 comprennent un produit en espèces forfaitaire de 1,5 milliard de dollars découlant de la vente du Système de navigation aérienne. En excluant ce montant des résultats d'octobre 1996, on obtient une amélioration d'une année sur l'autre de 1,1 milliard de dollars.

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont chuté de 0,9 milliard de dollars (7,2 p. 100). En excluant l'incidence de la vente du Système de navigation aérienne en octobre 1996, on obtient une augmentation sous-jacente des recettes budgétaires de 0,6 milliard de dollars (6 p. 100). Au chapitre des recettes budgétaires, les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de 0,4 milliard de dollars, en raison principalement des progrès réalisés dans le domaine de l'emploi, les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, hausse attribuable surtout à la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés, et les rentrées de la taxe sur les produits et services (TPS) ont progressé de 0,3 milliard de dollars, traduisant la vigueur soutenue de la demande de consommation. Les recettes provenant des cotisations d'assurance-emploi ont régressé de 0,2 milliard de dollars, recul qui est tributaire des changements apportés aux exigences en matière de versement, qui sont entrés en vigueur en janvier 1997. Les recettes non fiscales ont chuté de 1,7 milliard de dollars en raison surtout de l'incidence ponctuelle en octobre 1996 du produit de la vente du Système de navigation aérienne.

Les dépenses de programmes d'une année sur l'autre ont de nouveau régressé, se situant à 0,2 milliard de dollars (2,5 p. 100) de moins qu'en octobre 1996. Cette baisse est principalement attribuable à la réduction des prestations d'assurance-emploi et des transferts aux autres administrations. À ce dernier chapitre, la réduction des transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) traduit à la fois la diminution des droits totaux et l'augmentation de la valeur des transferts de points d'impôt. Les frais de la dette publique ont reculé de 0,2 milliard de dollars (5,1 p. 100) par rapport à octobre 1996, en raison de la baisse des taux d'intérêt.

Excédent de 0,8 milliard de dollars d'avril à octobre 1997

Au cours des sept premiers mois de l'exercice 1997-98, le gouvernement fédéral a affiché un excédent de 0,8 milliard de dollars, soit une amélioration de 8,3 milliards par rapport au déficit de 7,5 milliards enregistré à pareille date l'an dernier. Cette amélioration est attribuable à la vigueur croissante de l'économie, à l'effet des mesures des budgets de 1994 et de 1995 ainsi qu'à des facteurs chronologiques, notamment l'accélération du versement des cotisations mensuelles à l'assurance-emploi au cours de l'année. Les recettes budgétaires ont grimpé de 4,7 milliards de dollars (6,1 p. 100), les dépenses de programmes ont chuté de 2,5 milliards (4,4 p. 100), tandis que les frais de la dette publique ont baissé de 1,1 milliard (4,2 p. 100).

Apport financier de 7,5 milliards de dollars d'avril à octobre

L'excédent budgétaire de 0,8 milliard de dollars et une ressource nette provenant d'opérations non budgétaires de 2,7 milliards ont donné lieu à un apport financier de 3,5 milliards, compte non tenu des opérations de change, soit une amélioration de 7,9 milliards par rapport à la même période de l'an dernier. Les opérations de change ont procuré au gouvernement une ressource nette de 4 milliards de dollars, pour un apport financier total de 7,5 milliards, représentant une amélioration de 13,0 milliards comparativement à la même période en 1996-97. Au cours des sept premiers mois de l'exercice, les prélèvements sur l'encaisse ont diminué de 3,9 milliards de dollars. Donc, depuis le début de 1997-98, 11,0 milliards de dollars de créances négociables ont été remboursées.

La prudence est de mise lorsque l'on extrapole les résultats mensuels afin d'évaluer le résultat éventuel pour l'année dans son ensemble. L'amélioration observée jusqu'ici est attribuable en partie à des facteurs spéciaux (par exemple, l'amélioration réalisée au chapitre des cotisations d'assurance-emploi sera inversée au cours des prochains mois, si bien qu'elle n'aura pas d'incidence sur les résultats budgétaires de l'exercice dans son ensemble), ou à des facteurs ponctuels (par exemple, la hausse constatée des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers découle en partie des montants supérieurs d'impôt versés sur production de la déclaration de revenus pour l'année d'imposition 1996), qui ne se reproduiront pas dans les

Tableau 1
État sommaire des opérations

	octobre		avril à octobre	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	12 080	11 216	76 654	81 320
Dépenses de programmes	-8 746	-8 529	-57 561	-55 046
Solde de fonctionnement	3 334	2 687	19 093	26 274
Frais de la dette publique	-3 830	-3 633	-26 593	-25 479
Déficit ou excédent	-496	-946	-7 500	795
Opérations non budgétaires	344	1 317	3 102	2 719
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	-152	371	-4 398	3 514
Opérations de change	-1 457	677	-1 127	3 965
Total des besoins financiers ou excédent	-1 609	1 048	-5 525	7 459
Opérations de la dette non échue	45	1 614	-355	-11 405

Remarque : Les chiffres positifs indiquent une source de fonds. Les chiffres négatifs indiquent un besoin.

mois à venir. Dans *La Mise à jour économique et financière* du 15 octobre 1997, le gouvernement a indiqué qu'il équilibrerait le budget au plus tard en 1998-99.

Augmentation des recettes budgétaires d'avril à octobre

D'avril à octobre 1997, les recettes budgétaires ont grimpé de 4,7 milliards de dollars, ou de 6,1 p. 100. La majeure partie de cette augmentation découle de la vigueur de l'économie.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont connu une augmentation de 2,6 milliards de dollars, résultat d'une hausse des retenues à la source sur le revenu d'emploi correspondant à la forte croissance de l'emploi cette année ainsi que des montants plus élevés d'impôt payés à la déclaration, se rapportant à la croissance du revenu enregistrée pendant l'année d'imposition 1996.
- Les rentrées d'impôt des sociétés ont grimpé de 1,9 milliard de dollars, tandis que les autres impôts sur le revenu, surtout les retenues de l'impôt des non-résidents, ont augmenté de 0,1 milliard. Ces hausses sont tributaires de la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés, par suite du raffermissement de l'économie.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont grimpé de 1,0 milliard de dollars. Cette augmentation est le résultat de facteurs chronologiques et sera annulée au cours des deux prochains mois de l'année civile, n'ayant ainsi aucun effet sur le déficit de 1997-98. En janvier 1997, des changements ont été apportés à l'assiette sur laquelle les cotisations sont prélevées, le maximum des gains hebdomadaires assurables ayant été remplacé par le maximum des gains annuels assurables. Par conséquent, les cotisations qui devaient être versées pour le second semestre de l'année civile ont été devancées au premier. Ce changement est toutefois sans effet sur le montant versé par les employés et les employeurs pour l'année civile dans son ensemble. Cependant, les personnes qui touchent des gains supérieurs au maximum des gains annuels assurables acquitteront une plus grande part de leurs cotisations au début de l'année civile et moins à la fin. On vient d'annoncer une réduction des taux de cotisations des employés, qui passent de 2,90 dollars par tranche de 100 dollars de gains assurables en 1997 à 2,70 dollars en 1998, ce qui se traduira par une baisse des rentrées en 1997-98 contre celles en 1996-97.
- Les rentrées de TPS ont grimpé de 0,8 milliard de dollars, en raison principalement de la croissance de la demande de consommation.
- La baisse des droits de douane à l'importation est imputable à l'effet des réductions tarifaires aux termes d'accords commerciaux multilatéraux. Les autres taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,2 milliard de dollars sous l'effet principalement des plus grandes rentrées de taxe sur l'énergie.
- Les recettes non fiscales ont diminué de 1,9 milliard de dollars. De cette diminution, 1,5 milliard a trait à l'inclusion dans les résultats de 1996-97 du produit de la vente du Système de navigation aérienne, le reste étant principalement tributaire de la baisse des revenus de placements, sous l'effet de la réduction des taux d'intérêt.

Tableau 2
Recettes budgétaires

	octobre		avril à octobre		
	1996	1997	1996-97	1997-98	Variation en pourcentage
	(en millions de dollars)				(%)
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	4 782	5 222	37 225	39 861	7,1
Impôt sur le revenu des sociétés	1 191	1 334	7 287	9 156	25,6
Autres	143	184	1 225	1 375	12,2
Total des recettes d'impôt sur le revenu	6 116	6 740	45 737	50 392	10,2
Cotisations d'assurance-emploi	1 594	1 382	10 981	11 976	9,1
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 409	1 725	8 832	9 630	9,0
Droits de douane à l'importation	264	305	1 408	1 367	-2.9
Autres taxes et droits d'accise	721	802	4 677	4 863	4,0
Total des taxes et droits d'accise	2 394	2 832	14 917	15 860	6,3
Total des recettes fiscales	10 104	10 954	71 635	78 228	9,2
Recettes non fiscales	1 976	262	5 019	3 092	-38,4
Total des recettes budgétaires	12 080	11 216	76 654	81 320	6,1

Baisse des dépenses de programmes d'avril à octobre

D'avril à octobre 1997, les dépenses de programmes ont chuté de 2,5 milliards de dollars, ou 4,4 p. 100, en comparaison de la même période de l'an dernier, les dépenses de toutes les grandes composantes, autres que les subventions et autres transferts, ayant enregistré un recul. La baisse des dépenses de programmes est surtout imputable à l'effet des mesures de compression instaurées dans les budgets de 1994 et de 1995 et, dans une moindre mesure, au renforcement de l'économie.

- Les principaux transferts aux personnes ont diminué de 0,4 milliard de dollars, uniquement en raison de la baisse des prestations d'assurance-emploi, les prestations aux aînés ayant enregistré une hausse. La diminution des prestations d'assurance-emploi est attribuable au versement de prestations moyennes moins élevées et à une baisse du nombre de prestataires, principalement sous l'effet des mesures de réforme et d'une baisse du nombre de chômeurs.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont chuté de 2,0 milliards de dollars, résultat de la réduction des transferts en espèces au titre du TCSPS et de la péréquation. Dans le budget de février 1995, le gouvernement avait fixé à 25,1 milliards de dollars les droits en vertu du TCSPS pour 1997-98, en baisse de 1,8 milliard par rapport à 1996-97. Ces droits sont versés aux provinces sous forme de transferts de points d'impôt et de transferts en espèces. Le transfert de points d'impôt représente la valeur de la marge fiscale que réserve le gouvernement fédéral aux provinces, ce qui leur permet d'augmenter d'un montant équivalent leurs taux d'imposition, sans que les contribuables ne s'en ressentent. La valeur du transfert de points d'impôt augmente donc en fonction de la croissance des assiettes fiscales applicables. Les transferts en espèces, par conséquent, représentent la différence entre les droits et la valeur accrue du transfert des points d'impôt. Comme il s'agit d'une somme résiduelle, les transferts en espèces, qui influent sur les dépenses de programmes, sont établis non seulement grâce au changement des droits, mais aussi à la croissance de la valeur des transferts de points d'impôt. Les transferts en espèces au titre du TCSPS ont diminué de 1,7 milliard de dollars pendant les sept premiers mois de 1997-98, en comparaison de la même période l'an dernier; de ce montant, environ 1,1 milliard était attribuable à la réduction des droits et le reste était imputable à l'augmentation de la valeur du transfert de points d'impôt. Les transferts au titre de la péréquation ont chuté de 0,3 milliard de dollars. Tel qu'indiqué dans le budget de 1997, ces transferts devraient être inférieurs en 1997-98, en raison de la baisse de la croissance des recettes provinciales imputable aux réductions d'impôt dans certaines provinces, aux déplacements de population entre les provinces qui reçoivent des paiements de péréquation et celles qui n'en reçoivent

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	octobre		avril à octobre		
	1996	1997	1996-97	1997-98	Variation en pourcentage
	(en millions de dollars)				(%)
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux personnes âgées	1 811	1 830	12 476	12 844	2,9
Prestations d'assurance-emploi	971	761	6 919	6 186	-10,6
Total	2 782	2 591	19 395	19 030	-1,9
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 267	1 026	8 791	7 133	-18,9
Transferts fiscaux	767	887	5 659	5 414	-4,7
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-167	-178	-1 180	-1 243	5,3
Total	1 867	1 735	13 290	11 304	-14,9
Subventions et autres transferts					
Agriculture	69	102	380	318	-16,3
Affaires étrangères	111	122	792	794	0,3
Développement des ressources humaines	193	168	883	785	-11,1
Affaires indiennes et du Nord	245	249	2 253	2 377	5,5
Industrie et développement régional	186	194	759	861	13,4
Anciens combattants	118	115	794	803	1,1
Autres	245	353	1 457	1 910	31,1
Total	1 167	1 303	7 318	7 848	7,2
Total des transferts	5 816	5 629	40 003	38 182	-4,6
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	76	74	580	522	-10,0
Société canadienne d'hypothèques et de logement	144	167	1 018	924	-9,2
Autres	159	58	725	634	-12,6
Total	379	299	2 323	2 080	-10,5
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	755	822	4 878	4 726	-3,1
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 796	1 779	10 357	10 058	-2,9
Total	2 551	2 601	15 235	14 784	-3,0
Total des dépenses de programmes	8 746	8 529	57 561	55 046	-4,4
Frais de la dette publique	3 830	3 633	26 593	25 479	-4,2
Total des dépenses budgétaires	12 576	12 162	84 154	80 525	-4,3

pas, ainsi qu'à de fortes recettes tirées des ressources naturelles dans certaines provinces qui reçoivent des paiements de péréquation.

- Les dépenses de programmes directes, c'est-à-dire le total des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux personnes et aux autres administrations, ont baissé de 0,2 milliard de dollars. Sont compris dans cette composante les subventions et autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les frais de fonctionnement et les immobilisations de l'appareil gouvernemental, dont la défense. À la différence de la réduction des droits accordés aux autres administrations, qui est entrée en vigueur en 1996-97, les mesures de compression instaurées dans les budgets de 1994 et de 1995 ont entraîné des réductions importantes commençant en 1995-96.

Tableau 4

Déficit et besoins financiers ou excédent

	octobre		avril à octobre	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Déficit(-) ou excédent(+)	-496	-946	-7 500	795
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	3	-188	760	271
Autres	88	24	-293	-140
Total	91	-94	467	131
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	152	164	971	989
Comptes de pension de retraite	-137	-220	4 146	3 348
Autres	50	44	140	-229
Total	65	-12	5 257	4 108
Autres opérations	188	1 423	-2 622	-1 520
Total des opérations non budgétaires	344	1 317	3 102	2 719
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	-152	371	-4 398	3 514
Opérations de change	-1 457	677	-1 127	3 965
Total des besoins financiers ou excédent	-1 609	1 048	-5 525	7 479

Tableau 5

Besoins financiers ou excédent et opérations de la dette non échue

	octobre		avril à octobre	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Total des besoins financiers ou excédent	-1 609	1 048	-5 525	7 479
Opérations de la dette non échue				
Payable en dollars canadiens				
Obligations négociables	1 775	-2 775	15 353	7 075
Obligations d'épargne du Canada	-345	-428	-1 822	-2 067
Bons du Trésor	-2 400	4 600	-16 300	-15 500
Autres	-366	-388	-7	-8
Sous-total	-1 336	1 009	-2 776	-10 500
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	63	38	853	794
Total	-1 273	1 047	-1 923	-9 706
Payable en devises				
Obligations négociables	0	438	0	-278
Billets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	361	198	0	-1 026
Effets du Canada	957	-69	1 568	-395
Total	1,318	567	1 568	-1 699
Total des opérations de la dette non échue	45	1,614	-355	-11 405
Variation de l'encaisse	-1 564	2 662	-5 880	-3 926

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette au 31 octobre

	1996	1997
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	2 662	5 398
En devises	2	42
Total de l'encaisse	2 664	5 440
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	268 118	289 638
Bons du Trésor	149 800	119 900
Obligations d'épargne du Canada	29 606	31 426
Autres	3 471	3 460
Total partiel	450 995	444 424
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	181	294
Total	450 814	444 130
Payable en devises		
Obligations négociables	9 514	12 182
Effets et prêts	0	0
Bons du Canada	6 986	7 421
Effets du Canada	1 878	1 726
Total	18 378	21 329
Total de la dette non échue	469 192	465 459

En outre, les mesures de compression annoncées dans le cadre de l'Examen des programmes prévu dans le budget de mars 1996 réduiront davantage les dépenses de cette composante en 1998-99. À l'opposé, la réduction des transferts en espèces au titre du TCSPS, annoncée lors du dépôt du budget de mars 1996 pour l'exercice 1998-99, n'aura pas lieu. Le gouvernement a proposé que les transferts en espèces pendant la période de 1997-98 à 2002-03 ne tombent jamais sous la barre des 12,5 milliards de dollars – soit le niveau des transferts en espèces actuellement estimé pour 1997-98. Au chapitre des dépenses de programmes directes, les autres paiements de transfert ont augmenté, surtout en raison de la chronologie des paiements et de ceux qui sont associés à la vente du Système de navigation aérienne à NavCan. Pour leur part, les dépenses affectées aux sociétés d'État, à la défense, et toutes les autres dépenses ministérielles ont été inférieures. Ces baisses sont surtout attribuables à l'effet des mesures de restriction.

Baisse des frais de la dette publique d'avril à octobre

Les frais de la dette publique ont chuté de 1,1 milliard de dollars, ou 4,3 p. 100, d'une année sur l'autre. Cette baisse traduit la réduction des taux d'intérêt réels moyens sur la dette du gouvernement fédéral, ainsi que la réduction des besoins d'emprunt nets, résultat de l'amélioration de la situation budgétaire dans son ensemble.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également accessible sur Internet à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Décembre 1997

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de novembre 1997

Excédent de 0,6 milliard de dollars en novembre 1997

Un excédent de 0,6 milliard de dollars a été enregistré en novembre 1997, en comparaison d'un déficit de 0,6 milliard de dollars en novembre 1996. L'amélioration nette, d'une année sur l'autre, de la situation financière de l'administration fédérale a donc été de 1,2 milliard de dollars. Les recettes budgétaires ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (6,6 p. 100), les dépenses de programmes ont baissé de 0,3 milliard de dollars (4,3 p. 100), et les frais de la dette publique ont reculé de 0,1 milliard de dollars (3,7 p. 100).

Au chapitre des recettes budgétaires, les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de 0,2 milliard de dollars, en raison principalement des progrès réalisés dans le domaine de l'emploi, les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, hausse surtout attribuable à la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés, et les rentrées de la taxe sur les produits et services (TPS) ont progressé de 0,5 milliard de dollars, étant donné que la demande des consommateurs est demeurée à un niveau élevé. À l'opposé, les recettes provenant des cotisations d'assurance-emploi ont régressé de 0,4 milliard de dollars, recul tributaire des changements apportés aux exigences en matière de versement qui sont entrés en vigueur en janvier 1997.

La baisse des dépenses de programmes est attribuable à la réduction des dépenses liées aux transferts aux autres administrations, des subventions et autres paiements de transfert, des paiements aux sociétés d'État, ainsi que des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital. Au chapitre des transferts aux autres administrations, la réduction des transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) traduit à la fois la diminution des droits totaux et l'augmentation de la valeur des transferts de points d'impôt. Les transferts au titre des prestations aux aînés et des prestations d'assurance-emploi ont augmenté, cette dernière hausse étant attribuable au calendrier des paiements.

La diminution des frais de la dette publique est attribuable à la réduction des taux d'intérêt réels moyens.

Excédent de 1,4 milliard de dollars d'avril à novembre 1997

Au cours des huit premiers mois de l'exercice 1997-98, le gouvernement fédéral a affiché un excédent de 1,4 milliard de dollars, soit une amélioration de 9,5 milliards de dollars par rapport au déficit de 8,1 milliards de dollars enregistré à pareille date l'an dernier.

Ce revirement est attribuable à la vigueur croissante de l'économie au chapitre des recettes budgétaires, à l'effet des mesures de compression des dépenses de programmes prévues aux budgets de 1994 et de 1995 et, dans une moindre mesure, à des facteurs chronologiques, en particulier l'accélération du versement des cotisations mensuelles à l'assurance-emploi au cours de l'année. Les recettes budgétaires ont grimpé de 5,4 milliards de dollars (6,1 p. 100), les dépenses de programmes ont chuté de 2,9 milliards de dollars (4,4 p. 100), tandis que les frais de la dette publique ont baissé de 1,2 milliard de dollars (4,1 p. 100).

Apport financier de 11,3 milliards de dollars d'avril à novembre

L'excédent budgétaire de 1,4 milliard de dollars et des ressources nettes provenant d'opérations non budgétaires de 4,4 milliards de dollars ont donné lieu à un apport financier de 5,7 milliards de dollars, sans tenir compte des opérations de change, soit une amélioration de 9,5 milliards de dollars par rapport à la même période l'an dernier. Les opérations de change ont aussi procuré au gouvernement des ressources nettes de 5,6 milliards de dollars, pour un apport financier total de 11,3 milliards de dollars, représentant une amélioration de 18,9 milliards de dollars comparativement à la même période en 1996-97. Au cours des huit premiers mois de l'exercice, les prélèvements sur l'encaisse ont diminué légèrement par rapport à la fin de l'exercice 1996-97. Donc, depuis le début de 1997-98, 11,5 milliards de dollars de créances négociables ont été remboursées.

La prudence est de mise lorsque l'on extrapole les résultats mensuels afin d'évaluer le résultat éventuel pour l'exercice dans son ensemble. L'amélioration observée jusqu'ici est attribuable en partie à des facteurs spéciaux – par exemple, l'amélioration réalisée au chapitre des cotisations d'assurance-emploi sera inversée au cours des prochains

Tableau 1
État sommaire des opérations

	novembre		avril à novembre	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	11 002	11 723	87 656	93 043
Dépenses de programmes	-8 056	-7 711	-65 617	-62 756
Solde de fonctionnement	2 946	4 012	22 039	30 287
Frais de la dette publique	-3 564	-3 433	-30 157	-28 912
Déficit ou excédent	-618	579	-8 118	1 375
Opérations non budgétaires	1 262	1 642	4 361	4 363
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	644	2 221	-3 757	5 738
Opérations de change	-2 653	1 638	-3 780	5 603
Total des besoins financiers ou excédent	-2 009	3 859	-7 537	11 341
Opérations de la dette non échue	3 019	-105	2 665	-11 510

Remarque : Les chiffres positifs indiquent une source de fonds. Les chiffres négatifs indiquent un besoin.

mois, si bien qu'elle n'aura pas d'incidence sur les résultats budgétaires de l'exercice dans son ensemble – ou à des facteurs ponctuels (par exemple, la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers constatée découle en partie des montants supérieurs d'impôt versés sur production de la déclaration de revenus à l'égard de l'année d'imposition 1996), qui ne se reproduiront pas dans les mois à venir. Dans *La Mise à jour économique et financière* du 15 octobre 1997, le gouvernement a indiqué qu'il équilibrerait le budget au plus tard en 1998-99.

Augmentation des recettes budgétaires d'avril à novembre

D'avril à novembre 1997, les recettes budgétaires ont grimpé de 5,4 milliards de dollars, ou de 6,1 p. 100, en comparaison de la même période l'an dernier. De cette augmentation, environ 0,6 milliard de dollars est attribuable au moment de la réception des cotisations d'assurance-emploi, le reste découlant de la vigueur de l'économie.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont connu une augmentation de 2,9 milliards de dollars, résultat d'une hausse des retenues à la source sur le revenu d'emploi correspondant à la forte croissance de l'emploi et des montants plus élevés d'impôt payés à la déclaration, se rapportant à la croissance du revenu enregistrée pendant l'année d'imposition 1996.
- Les rentrées d'impôt des sociétés ont grimpé de 2,2 milliards de dollars, tandis que les autres impôts sur le revenu, surtout les retenues de l'impôt des non-résidents, ont augmenté de 0,1 milliard de dollars. Ces hausses s'expliquent par le niveau élevé soutenu des bénéfices des sociétés, lui-même attribuable au raffermissement de l'économie.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont grimpé de 0,6 milliard de dollars. Cette augmentation correspond à l'effet de la modification des procédures de versement. En janvier 1997, des changements ont été apportés à l'assiette sur laquelle les cotisations sont prélevées, le maximum des gains hebdomadaires assurables ayant été remplacé par le maximum des gains annuels assurables. Par conséquent, les cotisations qui devaient être versées pour le second semestre de l'année civile l'ont été au cours du premier semestre. Ce changement est toutefois sans effet sur le montant versé par les employés et les employeurs pour l'année civile dans son ensemble. Cependant, les personnes qui touchent des gains supérieurs au maximum des gains annuels assurables acquitteront une plus grande part de leurs cotisations au début de l'année civile. Les recettes provenant des cotisations d'assurance-emploi, calculées d'une année sur l'autre, devraient donc également accuser une baisse en décembre 1997. En outre, on vient d'annoncer une réduction des taux de cotisation des employés, qui passent de 2,90 dollars par tranche de 100 dollars de gains assurables en 1997 à 2,70 dollars par tranche de 100 dollars de gains assurables en 1998, ce qui se traduira par une baisse des rentrées en 1997-98 par rapport à celles de 1996-97.
- Les rentrées de taxe sur les produits et services ont grimpé de 1,3 milliard de dollars, en raison principalement de la croissance de la demande des consommateurs.
- La baisse des droits de douane à l'importation est imputable à l'effet des réductions tarifaires aux termes d'accords commerciaux multilatéraux. Les autres taxes

Tableau 2
Recettes budgétaires

	novembre		avril à novembre		
	1996	1997	1996-97	1997-98	Variation en pourcentage
	(en millions de dollars)				(%)
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	5 341	5 574	42 567	45 435	6,7
Impôt sur le revenu des sociétés	1 094	1 375	8 381	10 531	25,7
Autres	250	202	1 475	1 577	6,9
Total des recettes d'impôt sur le revenu	6 685	7 151	52 423	57 543	9,8
Cotisations d'assurance-emploi	1 571	1 221	12 552	13 196	5,1
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 415	1 960	10 247	11 590	13,1
Droits de douane à l'importation	254	269	1 663	1 636	-1,6
Autres taxes et droits d'accise	680	828	5 356	5 690	6,2
Total des taxes et droits d'accise	2 349	3 057	17 266	18 916	9,6
Total des recettes fiscales	10 605	11 429	82 241	89 655	9,0
Recettes non fiscales	397	294	5 415	3 388	-37,4
Total des recettes budgétaires	11 002	11 723	87 656	93 043	6,1

et droits d'accise ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, sous l'effet principalement des plus grandes rentrées de taxes sur l'énergie.

- Les recettes non fiscales ont diminué de 2,0 milliards de dollars. De cette diminution, 1,5 milliard de dollars a trait à l'inclusion dans les résultats de 1996-97 du produit de la vente du Système de navigation aérienne, le reste étant principalement tributaire de la baisse des revenus de placement sous l'effet de la réduction des taux d'intérêt.

Baisse des dépenses de programmes d'avril à novembre

Dans les huit premiers mois de 1997-98, les dépenses de programmes ont chuté de 2,9 milliards de dollars, ou 4,4 p. 100, en comparaison de la même période l'an dernier, les dépenses de toutes les grandes composantes, autres que les subventions et autres transferts, ayant enregistré un recul. La baisse des dépenses de programmes est surtout imputable à l'effet des mesures de compression instaurées dans les budgets de 1994 et de 1995 et, dans une moindre mesure, au renforcement de l'économie.

- Les principaux transferts aux personnes ont diminué de 0,3 milliard de dollars, uniquement en raison de la baisse des prestations d'assurance-emploi, les prestations aux aînés ayant affiché une hausse. La diminution des prestations d'assurance-emploi est attribuable au versement de prestations moyennes moins élevées et à une baisse du nombre de prestataires, principalement sous l'effet des mesures de réforme et d'une baisse du nombre de chômeurs.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont chuté de 2,1 milliards de dollars, résultat de la réduction des transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et de la péréquation. Dans le budget de février 1995, le gouvernement avait fixé à 25,1 milliards de dollars les droits en vertu du TCSPS pour 1997-98, en baisse de 1,8 milliard de dollars par rapport à 1996-97. Ces droits sont versés aux provinces sous forme de transferts de points d'impôt et de transferts en espèces. Le transfert de points d'impôt représente la valeur de la marge fiscale que réserve le gouvernement fédéral aux provinces, ce qui leur permet d'augmenter d'un montant équivalent leurs taux d'imposition sans que les contribuables ne s'en ressentent. La valeur du transfert de points d'impôt augmente donc en fonction de la croissance des assiettes fiscales applicables. Les transferts en espèces, par conséquent, représentent la différence entre les droits et la valeur accrue du transfert des points d'impôt. Comme il s'agit d'une somme résiduelle, les transferts en espèces, qui influent sur les dépenses de programmes, sont établis non seulement grâce au changement des droits, mais aussi à la croissance de la valeur du transfert des points d'impôt. Les transferts en espèces au titre du TCSPS ont diminué de 1,9 milliard de dollars

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	novembre		avril à novembre		
	1996	1997	1996-97	1997-98	Variation en pourcentage
	(en millions de dollars)				(%)
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux personnes âgées	1 852	1 867	14 328	14 711	2,7
Prestations d'assurance-emploi	746	837	7 665	7 023	-8,4
Total	2 598	2 704	21 993	21 734	-1,2
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 267	982	10 058	8 115	-19,3
Transferts fiscaux	697	839	6 376	6 253	-1,9
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-166	-180	-1 346	-1 423	5,7
Total	1 798	1 641	15 088	12 945	-14,2
Subventions et autres transferts					
Agriculture	81	53	461	371	-19,5
Affaires étrangères	147	111	939	905	-3,6
Développement des ressources humaines	168	98	1 051	883	-16,0
Affaires indiennes et du Nord	256	265	2 510	2 642	5,3
Industrie et développement régional	95	125	854	986	15,5
Anciens combattants	111	112	905	915	1,1
Autres	255	188	1 711	2 098	22,6
Total	1 113	952	8 431	8 800	4,4
Total des transferts	5 509	5 297	45 512	43 479	-4,5
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	69	75	649	597	-8,0
Société canadienne d'hypothèques et de logement	168	153	1 186	1 077	-9,2
Autres	89	88	814	722	-11,3
Total	326	316	2 649	2 396	-9,6
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	764	782	5 644	5 508	-2,4
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 457	1 316	11 812	11 373	-3,7
Total	2 221	2 098	17 456	16 881	-3,3
Total des dépenses de programmes	8 056	7 711	65 617	62 756	-4,4
Frais de la dette publique	3 564	3 433	30 157	28 912	-4,1
Total des dépenses budgétaires	11 620	11 144	95 774	91 668	-4,3

pendant les huit premiers mois de 1997-98, en comparaison de la même période l'an dernier; de ce montant, environ 1,2 milliard de dollars était attribuable à la réduction des droits et le reste était imputable à l'augmentation de la valeur du transfert de points d'impôt. Les transferts au titre de la péréquation ont chuté de 0,1 milliard de dollars. Tel qu'indiqué dans le budget de 1997, ces transferts devaient être inférieurs en 1997-98, en raison de la baisse de la croissance des recettes provinciales imputable aux réductions d'impôt dans certaines provinces, aux déplacements de population entre les provinces qui reçoivent des paiements de péréquation et celles qui n'en reçoivent pas, ainsi qu'à de fortes recettes tirées des ressources naturelles dans certaines provinces qui reçoivent des paiements de péréquation.

Tableau 4

Déficit et besoins financiers ou excédent

	novembre		avril à novembre	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Déficit(-) ou excédent(+)	-618	579	-8 118	1 375
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	-64	-92	696	180
Autres	-110	-9	-404	-150
Total	-174	-101	292	30
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-956	-691	15	299
Comptes de pension de retraite	-185	-195	3 961	3 153
Autres	15	-9	155	-237
Total	-1 126	-895	4 131	3 215
Autres opérations	2 562	2 638	-62	1 118
Total des opérations non budgétaires	1 262	1 642	4 361	4 363
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	644	2 221	-3 757	5 738
Opérations de change	-2 653	1 638	-3 780	5 603
Total des besoins financiers ou excédent	-2 009	3 859	-7 537	11 341

Tableau 5

Besoins financiers ou excédent et opérations de la dette non échue

	novembre		avril à novembre	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Total des besoins financiers ou excédent	-2 009	3 859	-7 537	11 341
Opérations de la dette non échue				
Payable en dollars canadiens				
Obligations négociables	3 900	3 500	19 253	10 575
Obligations d'épargne du Canada	5 057	109	3 235	-1 958
Bons du Trésor	-7 800	-3 500	-24 100	-19 000
Autres	315	168	308	160
Sous-total	1 472	277	-1 304	-10 223
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	-1 308	-822	-455	-28
Total	164	-545	-1 759	-10 251
Payable en devises				
Obligations négociables	2 743	42	2 743	-236
Billets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	-89	342	-88	-684
Effets du Canada	201	56	1 769	-339
Total	2 855	440	4 424	-1 259
Total des opérations de la dette non échue	3 019	-105	2 665	-11 510
Variation de l'encaisse	1 010	3 754	-4 872	-169

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette au 30 novembre

	1996	1997
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	3 659	9 175
En devises	15	20
Total de l'encaisse	3 674	9 195
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	272 018	293 138
Bons du Trésor	142 000	116 400
Obligations d'épargne du Canada	34 663	31 535
Autres	3 786	3 627
Total partiel	452 467	444 700
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	1 490	1 115
Total	450 977	443 585
Payable en devises		
Obligations négociables	12 257	12 224
Effets et prêts	0	0
Bons du Canada	6 897	7 752
Effets du Canada	2 079	1 782
Total	21 233	21 758
Total de la dette non échue	472 210	465 343

- Les dépenses de programmes directes, c'est-à-dire le total des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux personnes et aux autres administrations, ont baissé de 0,5 milliard de dollars. Sont compris dans cette composante les subventions et autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les frais de fonctionnement et les immobilisations de l'appareil gouvernemental, dont la défense. À la différence de la réduction des droits accordés aux autres administrations, qui est entrée en vigueur en 1996-97, les mesures de compression instaurées dans les budgets de 1994 et de 1995 ont entraîné des réductions importantes à compter de 1995-96. En outre, les mesures de compression annoncées dans le cadre de l'Examen des programmes, prévu dans le budget de mars 1996, réduiront davantage les dépenses de cette composante en 1998-99. À l'opposé, la réduction des transferts en espèces au titre du TCSPS, annoncée lors du dépôt du budget de mars 1996 pour l'exercice 1998-99, n'aura pas lieu. Le gouvernement a proposé que les transferts en espèces pendant la période de 1997-98 à 2002-03 ne tombent jamais sous la barre des 12,5 milliards de dollars – soit le niveau des transferts en espèces actuellement estimé pour 1997-98. Au chapitre des dépenses de programmes directes, les autres paiements de transfert ont augmenté, surtout en raison de la chronologie des paiements associés à la vente du Système de navigation aérienne à NavCan. Pour leur part, les dépenses affectées aux sociétés d'État, à la défense, et toutes les autres dépenses ministérielles ont été inférieures. Ces baisses sont surtout attribuables à l'effet des mesures de compression.

Baisse des frais de la dette publique d'avril à novembre

Les frais de la dette publique ont chuté de 1,2 milliard de dollars, ou 4,1 p. 100, d'une année sur l'autre. Cette baisse traduit la réduction des taux d'intérêt réels moyens sur la dette du gouvernement fédéral, ainsi que la réduction des besoins d'emprunts nets, résultat de l'amélioration de la situation budgétaire dans son ensemble.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pout tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également accessible sur Internet à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Janvier 1998

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de décembre 1997

Excédent budgétaire de 3,6 milliards de dollars en décembre 1997

Un excédent budgétaire de 3,6 milliards de dollars, le plus important excédent mensuel de toute notre histoire, a été enregistré en décembre 1997. Cela représente 1,4 milliard de dollars de plus que l'excédent de 2,2 milliards constaté en décembre 1996. L'amélioration d'une année sur l'autre est entièrement attribuable à l'augmentation des recettes, puisque les frais de la dette publique ont légèrement augmenté et que les dépenses de programmes sont demeurées relativement inchangées.

Les recettes budgétaires ont grimpé de 1,5 milliard de dollars (10,3 p. 100). Ces recettes sont généralement plus élevées en décembre que pendant tout autre mois de l'exercice puisque les résultats de décembre comprennent les versements finaux d'impôt sur le revenu des sociétés pour la plupart des institutions financières, les acomptes provisionnels trimestriels et le transfert des bénéfices de la Banque du Canada. Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de 1,1 milliard de dollars. Près de la moitié de cette hausse représente les sommes recouvrées à même les cotisations d'assurance-emploi au titre de montants payés en trop pour l'année d'imposition 1996 et traduit le fait que les recettes ne font plus partie des recettes non fiscales, et n'ont donc plus de répercussions directes sur l'augmentation globale des recettes budgétaires. Le reste est principalement attribuable à des acomptes provisionnels trimestriels plus élevés. Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,6 milliard de dollars, reflétant les paiements en règlement final versés par les sociétés dont l'exercice prend fin le 31 octobre. Les rentrées de la taxe sur les produits et services (TPS) ont grimpé de 0,3 milliard de dollars et les recettes non fiscales, de 0,4 milliard, surtout en raison de la hausse des bénéfices de la Banque du Canada. Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont fléchi de 0,9 milliard de dollars, traduisant l'effet des nouvelles exigences de versement en vigueur depuis janvier 1997 et un virement aux rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers au titre de montants payés en trop pour l'année d'imposition 1996.

Excédent budgétaire de 5,0 milliards de dollars d'avril à décembre 1997

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 1997-98, on enregistre un excédent budgétaire de 5,0 milliards de dollars, soit un redressement de 10,9 milliards par rapport à la même période l'an dernier. Cette amélioration d'une année sur l'autre est largement imputable à la vigueur croissante de l'économie et à l'effet des mesures contenues dans les budgets précédents. Les recettes budgétaires ont augmenté de 6,8 milliards de dollars (6,7 p. 100), les dépenses de programmes ont diminué de 2,9 milliards (3,9 p. 100), et les frais de la dette publique ont reculé de 1,2 milliard (3,4 p. 100).

Excédent financier de 14,8 milliards de dollars d'avril à décembre 1997

En raison d'un excédent budgétaire de 5,0 milliards de dollars et de ressources nettes de 1,9 milliard au chapitre des opérations non budgétaires, on constate, abstraction faite des opérations de change, un excédent financier de 6,9 milliards, comparativement à un besoin net de 2,9 milliards pour la même période l'an dernier. Les opérations de change se sont soldées, pour le gouvernement, par des ressources nettes de 7,8 milliards de dollars pour la période d'avril à décembre 1997, comparativement à un besoin net de 2,2 milliards au cours de la même période en 1996-97. Il en résulte donc un excédent financier totalisant 14,8 milliards de dollars à ce jour, contrairement à un besoin net de 5,1 milliards pour la même période l'an dernier. Au cours des neuf premiers mois de 1997-98, une somme nette de 12,9 milliards de dollars a été versée en remboursement de la dette détenue sur les marchés et l'encaisse s'est accrue de 1,9 milliard.

Budget équilibré prévu pour 1997-98

Les résultats financiers enregistrés à ce jour, l'évolution prévue de la situation d'ici la fin de l'exercice (y compris les ajustements découlant de la comptabilité de fin d'exercice) et les mesures annoncées dans le budget de 1998 laissent prévoir un budget équilibré pour 1997-98.

La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	décembre		d'avril à décembre	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	14 173	15 630	101 830	108 673
Dépenses de programmes	-8 344	-8 309	-73 961	-71 066
Excédent de fonctionnement	5 829	7 321	27 869	37 607
Frais de la dette publique	-3 638	-3 718	-33 795	-32 630
Déficit ou excédent	2 191	3 603	-5 926	4 977
Opérations non budgétaires	-1 369	-2 426	2 994	1 936
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	822	1 177	-2 932	6 913
Opérations de change	1 573	2 238	-2 206	7 840
Total des besoins financiers ou excédent	2 395	3 415	-5 138	14 753
Opérations de la dette non échue	-914	-1 348	1 751	-12 855

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

Hausse des recettes budgétaires d'avril à décembre

D'avril à décembre 1997, les recettes budgétaires ont grimpé de 6,8 milliards de dollars (6,7 p. 100) d'une année sur l'autre. Cette hausse traduit surtout la vigueur soutenue de l'économie.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 4,0 milliards de dollars (8,1 p. 100), résultat des montants plus élevés d'impôt payés à la déclaration et des acomptes provisionnels trimestriels, se rapportant à la croissance accélérée du revenu enregistrée pendant l'année d'imposition 1996, ainsi que de l'augmentation des retenues à la source sur le revenu d'emploi correspondant à la forte croissance de l'emploi cette année. On constate également un transfert net des comptes du Régime de pensions du Canada et de l'assurance-emploi lié aux sommes versées en trop dans ces comptes relativement aux années d'imposition antérieures.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont grimpé de 2,7 milliards de dollars (27,6 p. 100) en raison d'une augmentation des bénéfices correspondant au raffermissement de l'économie.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,2 milliard de dollars (1,7 p. 100), largement à cause d'un transfert au titre des recettes d'impôt sur le revenu des particuliers lié aux montants payés en trop pour l'année d'imposition 1996.

Le solde budgétaire fédéral 1996-97 et 1997-98

Cumul annuel

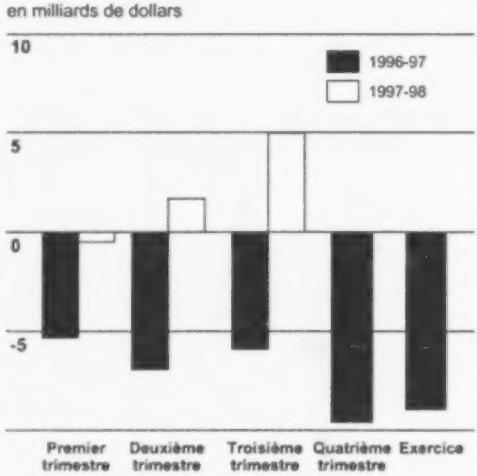


Tableau 2

Recettes budgétaires

	décembre		d'avril à décembre		
	1996	1997	1996-97	1997-98	Variation
	(en millions de dollars)				(en %)
Impôts sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	7 146	8 281	49 713	53 717	8,1
Impôt sur le revenu des sociétés	1 478	2 046	9 859	12 577	27,6
Autres	253	16	1 728	1 593	-7,8
Total des recettes d'impôt sur le revenu	8 877	10 343	61 300	67 887	10,7
Cotisations d'assurance-emploi	1 554	670	14 105	13 866	-1,7
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	2 113	2 387	12 360	13 976	13,1
Droits de douane à l'importation	211	261	1 874	1 897	1,2
Taxes de vente et d'accise	604	713	5 960	6 402	7,4
Total des taxes et des droits d'accise	2 928	3 361	20 194	22 275	10,3
Total des recettes fiscales	13 359	14 374	95 599	104 028	8,8
Recettes non fiscales	814	1 256	6 231	4 645	-25,5
Total des recettes budgétaires	14 173	15 630	101 830	108 673	6,7

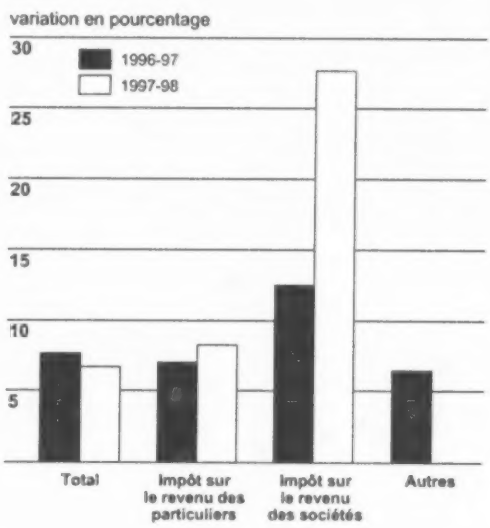
- Les rentrées nettes de TPS ont grimpé de 1,6 milliard de dollars (13,1 p. 100), ce qui traduit l'augmentation des dépenses de consommation assujetties à cette taxe.
- Les recettes au titre des droits de douane à l'importation sont presque inchangées, puisque la forte croissance des importations observée en 1997 a compensé l'effet des réductions tarifaires. Les autres taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,4 milliard (7,4 p. 100), surtout en raison de la hausse des rentrées de taxes sur l'énergie.
- Les recettes non fiscales, qui comprennent le rendement des placements et d'autres recettes non fiscales comme les droits et le produit d'opérations de vente, sont en baisse de 1,6 milliard de dollars (25,5 p. 100), surtout par suite de l'inclusion, dans les résultats de 1996-97, du produit de la vente du Système de navigation aérienne (1,5 milliard).

Baisse des dépenses de programmes d'avril à décembre

Les dépenses de programmes ont reculé de 2,9 milliards de dollars (3,9 p. 100) au cours des neuf premiers mois de 1997-98 par rapport à la même période l'an dernier. Cela est surtout attribuable à l'effet des compressions annoncées dans les budgets de 1994 et de 1995 ainsi qu'à la croissance de l'économie.

Recettes budgétaires 1996-97 et 1997-98

Augmentation d'une année sur l'autre, d'avril à décembre



- Les principaux transferts aux personnes ont fléchi de 0,1 milliard de dollars, uniquement en raison de la baisse des prestations d'assurance-emploi, les prestations aux aînés ayant affiché une hausse. La diminution des prestations d'assurance-emploi est surtout attribuable au recul des prestations moyennes et du nombre de prestataires, traduisant avant tout l'effet des mesures de réforme et la baisse du nombre de chômeurs.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont chuté de 2,3 milliards de dollars, surtout en raison d'une baisse des transferts en espèces en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS). Dans le budget de février 1995, le gouvernement avait fixé à 25,1 milliards de dollars les droits au titre du TCSPS pour 1997-98, en baisse de 1,8 milliard par rapport à 1996-97. Ces droits sont versés aux provinces sous forme de transferts de points d'impôt et de transferts en espèces. Le transfert de points d'impôt représente la valeur de la marge fiscale que réserve le gouvernement fédéral aux provinces, ce qui leur permet de hausser d'un montant équivalent leurs taux d'imposition sans que les contribuables ne s'en ressentent. La valeur du transfert de points d'impôt augmente en fonction de la croissance des assiettes pertinentes. Le transfert en espèces représente donc la différence entre les droits et la valeur accrue du transfert des points d'impôt. Puisqu'il s'agit d'une somme résiduelle, le transfert en espèces, qui fait partie des dépenses de programmes, dépend à la fois du changement des droits et de la croissance de la valeur du transfert de points d'impôt. Les transferts en espèces au titre du TCSPS ont chuté de 2,2 milliards de dollars pendant les neuf premiers mois de 1997-98, par rapport à la même période l'an dernier. De cette somme, environ 1,3 milliard était imputable à la réduction des droits et le reste, à l'augmentation de la valeur du transfert de points d'impôt. Des ajustements liés à l'exercice 1995-96 permettront de verser en espèces 236 millions de dollars de plus aux provinces en mars 1998. Cette somme s'ajoute aux 143 millions de dollars supplémentaires que le gouvernement a affectés à ces transferts lorsqu'il a décidé, en décembre 1997, de devancer d'un an l'entrée en vigueur du plancher garanti de 12,5 milliards.

- Les dépenses de programmes directes, soit le total des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux personnes et aux autres administrations, ont fléchi de 0,4 milliard de dollars. Cette composante comprend les subventions et autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État de même que les frais de fonctionnement et les immobilisations de l'appareil gouvernemental, dont la défense. À la différence de la réduction des droits accordés aux autres administrations, entrée en vigueur en 1996-97, les mesures de compression instaurées dans les budgets de 1994 et de 1995 ont entraîné des réductions importantes depuis 1995-96. En outre, les réductions annoncées dans le cadre de l'Examen des programmes, prévu dans le budget de mars 1996, réduiront encore les dépenses de cette composante en 1998-99. Au chapitre des dépenses de programmes directes, les autres paiements de transfert ont augmenté, uniquement en raison des paiements liés à la vente du Système de navigation aérienne à NavCan, tandis que les dépenses visant les sociétés d'État, la défense et toutes les autres dépenses ministérielles ont diminué, traduisant surtout l'effet des mesures de compression.

Baisse des frais de la dette publique d'avril à décembre

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,2 milliard de dollars (3,4 p. 100) d'une année sur l'autre. Ce fléchissement est attribuable à la baisse des taux d'intérêt réels moyens sur la dette du gouvernement fédéral, de même qu'à la baisse des besoins d'emprunt nets, ce qui traduit l'amélioration de la situation budgétaire dans son ensemble.

Dépenses budgétaires 1996-97 et 1997-98

Augmentation d'une année sur l'autre, d'avril à décembre

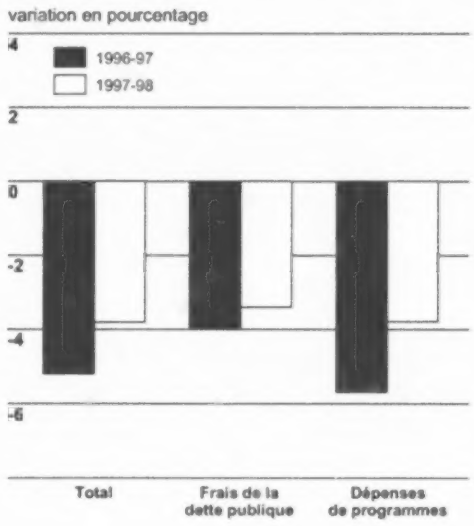


Tableau 3

Dépenses budgétaires

	décembre		d'avril à décembre		
	1996	1997	1996-97	1997-98	Variation
	(en millions de dollars)				(en %)
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux personnes âgées	1 809	1 863	16 136	16 575	2,7
Prestations d'assurance-emploi	932	1 024	8 597	8 047	-6,4
Total	2 741	2 887	24 733	24 622	-0,4
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 267	1 047	11 325	9 163	-19,1
Transferts fiscaux	713	738	7 089	6 991	-1,4
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-166	-180	-1 513	-1 603	5,9
Total	1 814	1 605	16 901	14 551	-13,9
Subventions et autres transferts					
Agriculture	100	35	561	406	-27,6
Affaires étrangères	177	148	1 116	1 053	-5,6
Développement des ressources humaines	130	122	1 181	1 005	-14,9
Affaires indiennes et du Nord	290	299	2 799	2 940	5,0
Industrie et développement régional	257	263	1 111	1 249	12,4
Anciens combattants	112	108	1 017	1 024	0,7
Autres	298	324	2 009	2 422	20,6
Total	1 364	1 299	9 794	10 099	3,1
Total des transferts	5 919	5 791	51 428	49 272	-4,2
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	58	75	707	672	-5,0
Société canadienne d'hypothèques et de logement	173	225	1 358	1 303	-4,1
Autres	134	108	949	830	-12,5
Total	365	408	3 014	2 805	-6,9
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	810	734	6 453	6 242	-3,3
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 250	1 376	13 066	12 747	-2,4
Total	2 060	2 110	19 519	18 989	-2,7
Total des dépenses de programmes	8 344	8 309	73 961	71 066	-3,9
Frais de la dette publique	3 638	3 718	33 795	32 630	-3,4
Total des dépenses budgétaires	11 982	12 027	107 756	103 696	-3,8

Tableau 4

Déficit et besoins financiers ou excédent

	décembre		d'avril à décembre	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Déficit ou excédent	2 191	3 603	-5 926	4 977
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	176	460	872	640
Autres	-7	-242	-411	-393
Total	169	218	461	247
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-428	-502	-413	-203
Comptes de pension de retraite	2 635	2 728	6 596	5 881
Autres	49	-6	205	-243
Total	2 256	2 220	6 388	5 435
Autres opérations	-3 794	-4 864	-3 855	-3 746
Total des opérations non budgétaires	-1 369	-2 426	2 994	1 936
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	822	1 177	-2 932	6 913
Opérations de change	1 573	2 238	-2 206	7 840
Total des besoins financiers ou excédent	2 395	3 415	-5 138	14 753

Tableau 5

Besoins financiers ou excédent et opérations de la dette non échue

	décembre		d'avril à décembre	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Total des besoins financiers ou excédent	2 395	3 415	-5 138	14 753
Opérations de la dette non échue				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	6 106	6 313	25 360	16 888
Obligations d'épargne du Canada	-273	-248	2 962	-2 205
Bons du Trésor	-6 800	-7 600	-30 900	-26 600
Autres	-1	-1	307	159
Sous-total	-968	-1 536	-2 271	-11 758
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	113	-24	-343	-52
Total	-855	-1 560	-2 614	-11 810
Payables en devises				
Obligations négociables	0	109	2 743	-126
Billets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	-59	117	-147	-566
Billets du Canada	0	-14	1 769	-353
Total	-59	212	4 365	-1 045
Total des opérations de la dette non échue	-914	-1 348	1 751	-12 855
Variation de l'encaisse	1 481	2 067	-3 387	1 898

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette au 31 décembre

	1996	1997
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	5 151	11 259
En devises	4	3
Total de l'encaisse	5 155	11 262
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	278 125	299 451
Bons du Trésor	135 200	108 800
Obligations d'épargne du Canada	34 390	31 287
Autres	3 785	3 627
Total partiel	451 500	443 165
Moins :		
Dette non échue détenue par le gouvernement	1 376	1 140
Total	450 124	442 025
Payable en devises		
Obligations négociables	12 257	12 334
Billets et prêts	0	0
Bons du Canada	6 839	7 870
Billets du Canada	2 079	1 768
Total	21 175	21 972
Total de la dette non échue	471 299	463 997

Excédent financier d'avril à décembre

Les besoins et excédents financiers mesurent la différence entre les rentrées et les sorties de fonds du gouvernement fédéral. Un excédent financier est habituellement supérieur à un excédent budgétaire puisqu'il porte sur les prêts, les dotations en capital et les avances, les comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, d'autres comptes à fins déterminées, de même que divers postes de l'actif et du passif. Ces opérations sont comprises dans les opérations non budgétaires. En outre, l'excédent budgétaire est habituellement déterminé selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les chiffres sur les opérations non budgétaires reflètent aussi le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse. Les opérations non budgétaires constituent habituellement des ressources nettes pour le gouvernement.

D'avril à décembre 1997, les opérations non budgétaires ont constitué pour le gouvernement des ressources nettes de 1,9 milliard de dollars, comparativement à 3,0 milliards pour la même période l'an dernier. La baisse des ressources nettes découle du transfert de l'actif des régimes de pension pertinents à NavCan et du paiement ponctuel spécial fait à la Fondation canadienne pour l'innovation.

Compte tenu d'un excédent budgétaire de 5,0 milliards de dollars et de ressources nettes de 1,9 milliard provenant des opérations non budgétaires, on constate, pour les neuf premiers mois de 1997-98, un excédent financier, opérations de change exclues, de 6,9 milliards de dollars. Cela contraste avec un besoin net de 2,9 milliards pour la même période l'an dernier.

Le Compte du fonds des changes a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité du dollar canadien sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque le dollar canadien subit des pressions à la hausse, et il vend des devises (achète des dollars canadiens) quand des pressions à la baisse s'exercent sur le dollar canadien. Pendant les neuf premiers mois de 1997-98, les opérations de change se sont traduites par des ressources nettes de 7,8 milliards de dollars, comparativement à un besoin de 2,2 milliards pour la même période l'an dernier.

C'est ainsi que, pour les neuf premiers mois de 1997-98, le gouvernement a obtenu un excédent financier, opérations de change incluses, de 14,8 milliards de dollars, comparativement au besoin net de 5,1 milliards observé pour la même période l'an dernier.

Au cours des neuf premiers mois de 1997-98, le gouvernement a remboursé 12,9 milliards de dollars de sa dette détenue sur les marchés. La structure de cette dette a également changé de façon marquée afin de réduire davantage les risques découlant des fluctuations imprévues des taux d'intérêt. La part de la dette détenue dans des instruments à court terme à taux flottant, principalement des bons du Trésor, a été réduite alors que celle sous forme d'instruments à plus long terme a été accrue.

Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette a reçu la sanction royale. Ainsi, depuis le 1er avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la taxe sur les produits et services, diminuées des crédits de taxe sur les intrants, des remboursements et du crédit pour faibles revenus, de même que le produit net résultant de la vente de sociétés d'État et les dons à l'État affectés à la réduction de la dette doivent, d'après la loi, être versés directement au Compte. Le solde de celui-ci ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, en dernier lieu, à la rembourser. Le Compte est vérifié annuellement par le vérificateur général du Canada.

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette

	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)					
Recettes brutes de TPS	29 564	30 516	32 652	36 715	38 048	40 733
Moins :						
Remboursements	11 330	12 138	14 271	17 112	18 874	19 782
Crédit trimestriel aux contribuables à faibles revenus	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799	2 872
Recettes nettes de TPS	15 168	14 868	15 696	16 787	16 374	18 079
Pénalités et intérêts perçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135	159
Produits de la liquidation des participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			325	
Dons à l'État	0,4	0,1	0,2	0,5	0,3	0,3
Produits pour le Compte	15 190	15 050	15 786	16 916	16 835	18 238

Source : *Comptes publics du Canada - 1997*

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également diffusé sur internet au http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Février 1998